

Annuaire statistique de la défense 2012/2013



Analyses & références



MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE

**ANNUAIRE
STATISTIQUE
DE LA DÉFENSE**

2012-2013





Cette nouvelle édition de l'*Annuaire statistique de la défense* présente comme chaque année une synthèse des chiffres provenant de l'ensemble des composantes du ministère, parfois mis en perspective avec des données externes. Élaborée par l'Observatoire économique de la défense de la Direction des affaires financières, elle permet à travers six grands chapitres d'avoir un large panorama sur la défense et sa place dans l'économie nationale.

La défense est en effet le troisième poste budgétaire de l'État (31,4 Md€), ce qui fait du ministère de la Défense le premier acheteur et investisseur public.

On pourra trouver dans cet annuaire des données sur le budget du ministère, les investissements, la recherche et développement, les moyens humains ainsi que sur l'industrie de défense. Il mesure également la place de la défense au sens des comptes nationaux et fournit des éléments de comparaison internationale avec nos principaux partenaires au sein de l'Otan.

Instrument de travail à l'écoute de ses utilisateurs, l'*Annuaire statistique de la défense* retrace les transformations de l'outil de défense et les efforts constants réalisés par l'État pour assurer la sécurité des Français.

Le Directeur des affaires financières
Hugues Bied-Charreton

Sommaire

1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE.....	09
1.1 L'évolution du Produit intérieur brut (PIB)	10
1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense	11
1.3 L'évolution de l'emploi total, de celui des Administrations publiques (APU) et de la défense	14
1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : le compte satellite de la défense	15
1.4.1 La production du service de défense.....	15
1.4.2 Les achats du ministère de la Défense	16
1.4.3 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le Tableau des entrées-sorties (TES)	17
2. LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	19
2.1 Le poids de la défense	20
2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales	22
2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement, titre 3) et les dépenses d'équipement (titres 5 et 6)	22
2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs.....	23
2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement	24
2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs	26
2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement.....	27
2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs.....	28
2.3 La présentation du budget du ministère de la Défense au format Lolf	29
2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la Défense.....	29
2.3.2 Le budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) - crédits budgétaires (y compris pensions)	30
2.3.3 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par mission (pensions comprises)	32
2.3.4 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par programme et par titre de dépense.....	33
2.4 L'exécution du budget du ministère de la Défense au format Lolf.....	34
2.4.1 L'exécution du budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) en crédits de paiement	34
2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État.....	36
2.6 Les surcoûts des opérations extérieures	38
3. LES MOYENS DE LA DÉFENSE	39
3.1 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2012.....	40
3.1.1 Les principaux équipements de l'armée de terre.....	40
3.1.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air	41
3.1.3 Les principaux équipements de la marine nationale	42
3.2 Le domaine immobilier de la défense en métropole	43
3.2.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2012	43
3.2.2 La répartition du domaine par attributaire au 31 décembre 2012.....	44
3.2.3 La répartition du domaine immobilier de la défense en métropole par région militaire au 31 décembre 2012.....	45
3.3 Les Bases de défense (BdD)	46
4. LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE	47
4.1 L'évolution des effectifs du ministère de la Défense en France	48
4.1.1 Les effectifs du ministère de la Défense : personnel civil et personnel militaire en activité.....	48
4.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité	49
4.1.3 Les effectifs civils.....	51
4.2 La démographie du personnel militaire de la défense	52
4.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2011	52

4.3 Les rémunérations	54
4.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité	54
4.4 Les retraites et les pensions	56
4.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit)	56
4.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs	57
4.5 La réserve militaire	58
4.5.1 La réserve opérationnelle	58
4.5.2 La réserve citoyenne	60
4.6 Le poids de la défense par région	62
5. LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE	63
5.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense	64
5.1.1 Présentation simplifiée des principaux maîtres d'œuvre de défense	64
5.1.2 Les paiements aux entreprises marchandes en 2011	65
5.1.3 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense	68
5.2 Les importations et les exportations d'armement	69
5.2.1 Les échanges extérieurs de matériels militaires au sens des douanes	69
5.2.2 Les importations et exportations françaises d'armement au sens du ministère de la Défense	70
5.2.3 Montant des Autorisations d'exportation de matériels de guerre (AEMG) délivrées en 2011	71
5.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique	72
5.3 La Recherche et développement (R&D)	75
5.3.1 L'effort de recherche et développement de défense	75
5.3.2 La place de la R&D de défense dans l'économie	76
5.4 Les marchés publics de la défense	77
5.4.1 Le recensement des marchés publics de l'État, du secteur public local et de la défense en 2011	77
5.4.2 La répartition des marchés recensés par organisme contractant	78
6. COMPARAISONS INTERNATIONALES :	
LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS	79
6.1 Les dépenses de défense en norme Otan	80
6.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan	83
6.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan	87
6.2 Comparaison internationale des effectifs de défense : personnel civil et militaire	91
6.2.1 Les effectifs militaires en norme Otan	92
6.2.2 Les effectifs civils en norme Otan	93
6.3 L'effort de défense dans l'Union européenne	94
6.4 Les principaux programmes en coopération	97
6.5 Les forces françaises déployées hors du territoire national	98
ANNEXES : SÉRIES LONGUES	99
A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux	100
A.1.2 La production des branches	103
A.1.3 Le compte satellite de la défense	106
A.1.4 L'emploi intérieur salarié par branche	108
A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux	112
A.2.2 Le budget de l'État : Lois de finances initiales (LFI) et exécution budgétaire	113
A.2.3 Le budget de la défense	114
A.2.4 Les comparaisons internationales	117
A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense	118
A.3.2 La destination des exportations françaises d'armement par région	119
GLOSSAIRE, NOMENCLATURE ET SIGLES	121



INTRODUCTION

L'Annuaire statistique de la défense est un document de travail récapitulant les principales informations statistiques concernant la défense.

Les données, provenant de diverses sources et afférentes à des séries périodiques variées, sont actualisées à différents moments de l'année. Les éléments figurant dans cet ouvrage sont ceux qui étaient connus fin mars 2013.

Ce document est mis à jour chaque année. On y trouvera des « séries longues » rétrospectives, mais également des tendances récentes sous plusieurs chapitres consacrés à l'environnement économique national et international, aux données budgétaires et comptables du ministère, aux moyens et aux aspects industriels de la défense.

Un glossaire explicitant les sigles et terminologies spécifiques ainsi qu'une bibliographie retraçant les différentes sources utilisées viennent compléter l'annuaire.

L'Observatoire économique de la défense reste à la disposition des utilisateurs pour apporter toute précision complémentaire et pour recueillir d'éventuelles remarques ou suggestions visant à enrichir les éditions ultérieures.

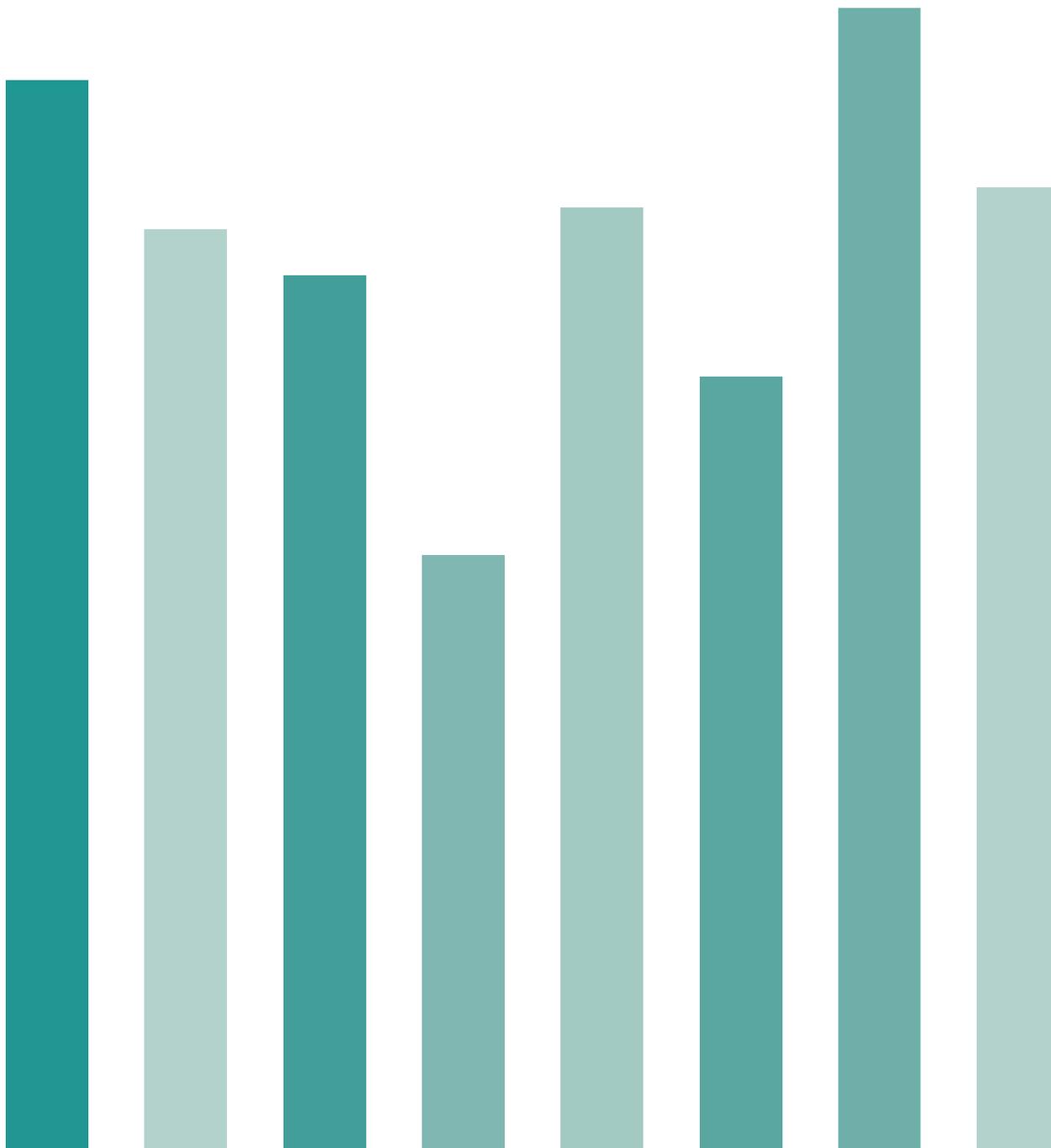


1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Ce chapitre présente la place de la défense dans l'économie nationale à travers quelques grandeurs macroéconomiques telles que le Produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques et l'emploi.

Le compte satellite de la défense recense les masses dépensées par l'État dans l'exécution du budget de la défense (1.4). Il retrace donc des données exclusivement militaires.

Le Tableau des entrées-sorties (TES) permet de comparer la défense au reste de l'économie, les valeurs macroéconomiques des marges correspondent à celles des comptes nationaux.



1.1 L'évolution du Produit intérieur brut (PIB)

Les comptes nationaux présentent les agrégats dans **deux systèmes de prix** (valeur et volume). On dispose ainsi de :

- séries en **valeur** ;
- séries en **volume**, que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) calcule aux prix de l'année précédente et auxquelles est appliquée une opération de « chaînage » à partir d'une année de référence choisie (ici 2005, pour laquelle les données en volume sont, par convention, égales aux données en valeur). De telles séries sont alors dites « **aux prix de l'année précédente, chaînés** » (voir le glossaire pour plus de détails sur ces questions).

Dans la suite de cet ouvrage, on se contentera de la mention « volume » ou « volume aux prix de l'année n-1 ».

Les données agrégées présentées ici le sont dans le système de comptabilité nationale en base 2005, mis en application par l'Insee.

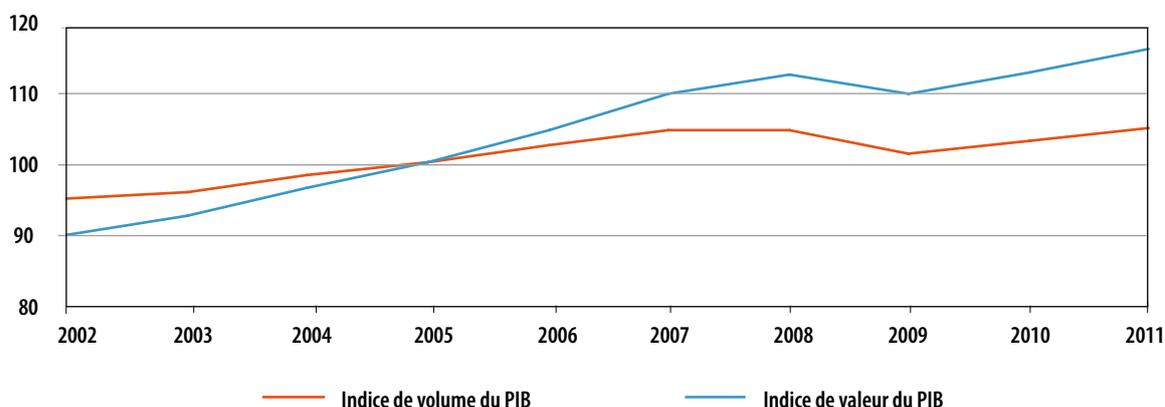
Les chiffres des comptes nationaux sont révisés tous les ans par l'Insee. Aussi, les chiffres présentés ici diffèrent-ils parfois de ceux publiés dans l'Annuaire statistique précédent.

Évolution du Produit intérieur brut (PIB) en valeur et en volume

Année	PIB en valeur (en M€)	PIB en volume au prix de 2005 (en M€)	Indice de valeur du PIB (2005 = 100)	Indice de volume du PIB (2005 = 100)	Évolution en volume du PIB (taux de « croissance ») année n/n-1	Évolution du prix du PIB (2005 = 100)
2002	1 542 928	1 630 693	89,8	94,9	0,9 %	94,6
2003	1 587 903	1 645 361	92,4	95,8	0,9 %	96,5
2004	1 655 572	1 687 230	96,4	98,2	2,5 %	98,1
2005	1 718 047	1 718 047	100,0	100,0	1,8 %	100,0
2006	1 798 116	1 760 429	104,7	102,5	2,5 %	102,1
2007	1 886 792	1 800 659	109,8	104,8	2,3 %	104,8
2008	1 933 195	1 799 206	112,5	104,7	-0,1 %	107,4
2009	1 885 763	1 742 584	109,8	101,4	-3,1 %	108,2
2010	1 937 261	1 771 563	112,8	103,1	1,7 %	109,4
2011	1 996 583	1 801 639	116,2	104,9	1,7 %	110,8

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

Évolution du PIB en indices base 100 en 2005 (indices de valeur et de volume)



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense

Les dépenses publiques peuvent être évaluées selon deux méthodes : **les comptes nationaux**, où elles sont retraitées de façon à être rendues homogènes avec les autres agrégats macroéconomiques des comptes, et **l'approche budgétaire** classique où elles représentent les dépenses exécutées.

Ainsi, l'écart entre les montants de dépenses de l'État tels qu'ils figurent dans les comptes nationaux et dans les budgets exécutés correspond aux cotisations sociales imputées (fictives), aux dotations globales de fonctionnement (transférées aux collectivités locales), et aux comptes spéciaux du Trésor.

Dépenses et recettes publiques au sens des comptes nationaux

en Md€ courants

Année	Administrations publiques (APU)			État		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
2002	815,8	765,1	-50,7	350,3	293,1	-57,2
2003	848,0	783,0	-65,0	354,6	293,7	-60,9
2004	881,8	821,9	-59,9	375,6	323,4	-52,2
2005	920,4	869,4	-51,0	386,4	334,9	-51,5
2006	952,6	909,8	-42,7	379,8	331,5	-48,4
2007	992,6	940,7	-51,9	378,9	338,9	-39,9
2008	1 030,0	965,4	-64,6	397,4	333,9	-63,6
2009	1 070,6	928,0	-142,6	405,8	288,7	-117,1
2010	1 095,6	958,3	-137,4	454,1	332,4	-121,8
2011	1 118,7	1 014,8	-103,9	414,3	326,8	-87,5

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

Le solde des dépenses et des recettes des administrations publiques est le déficit public au sens de Maastricht : en 2011, il s'établit à -103,9 milliards d'euros (Md€), soit 5,2 % du PIB.

Dépenses et recettes des budgets exécutés (opérations définitives hors FMI)

en Md€ courants

Année	Budget général de l'État			Budget de la défense ⁽¹⁾	Budget défense/ budget État en %
	Dépenses ⁽²⁾	Recettes ⁽³⁾	Solde général d'exécution	Total	
2002	277,5	227,5	-50,0	29,2	10,5
2003	278,3	221,6	-56,7	30,2	10,9
2004	288,4	243,0	-45,4	31,3	10,9
2005	294,3	249,1	-45,2	33,2	11,3
2006	272,9	230,4	-39,0	46,8	17,2
2007 ⁽⁴⁾	337,4	299,2	-34,7	48,2	14,3
2008 ⁽⁴⁾	348,1	291,1	-56,3	48,8	14,0
2009	367,1	237,2	-138,0	43,9 ⁽⁵⁾	12,0
2010	425,7	274,9	-148,8	42,6	10,0
2011	365,3	275,2	-90,8	42,0	11,5

Sources : ministère de l'Économie et des finances, ministère de la Défense

(1) Jusqu'en 2005 selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors pensions), à partir de 2006 selon la Loi organique relative aux lois de finances (Lof) y/c pensions.

(2) Hors remboursements et dégrèvements, y/c prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et des communautés européennes (PSR).

(3) Nettes de remboursements et dégrèvements et hors PSR.

(4) Les données 2007 et 2008 sont retraitées en nouvelle nomenclature 2009, qui reclasse en recettes fiscales un certain nombre de recettes classées jusqu'alors en recettes non fiscales.

(5) Hors gendarmerie nationale (intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009).

En comptabilité nationale, les données relatives à la défense figurent dans les dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale et leurs extensions) réparties par « fonction » ou domaine d'intervention des pouvoirs publics. Au niveau le plus agrégé, la classification fonctionnelle des administrations publiques (CFAP)* identifie un poste « Défense » ainsi qu'un poste « Ordre et sécurité publics » parmi une dizaine d'objectifs de politique publique.

(*) Cette nomenclature est plus connue sous son acronyme anglais de COFOG pour « Classification of the Functions of Government ».

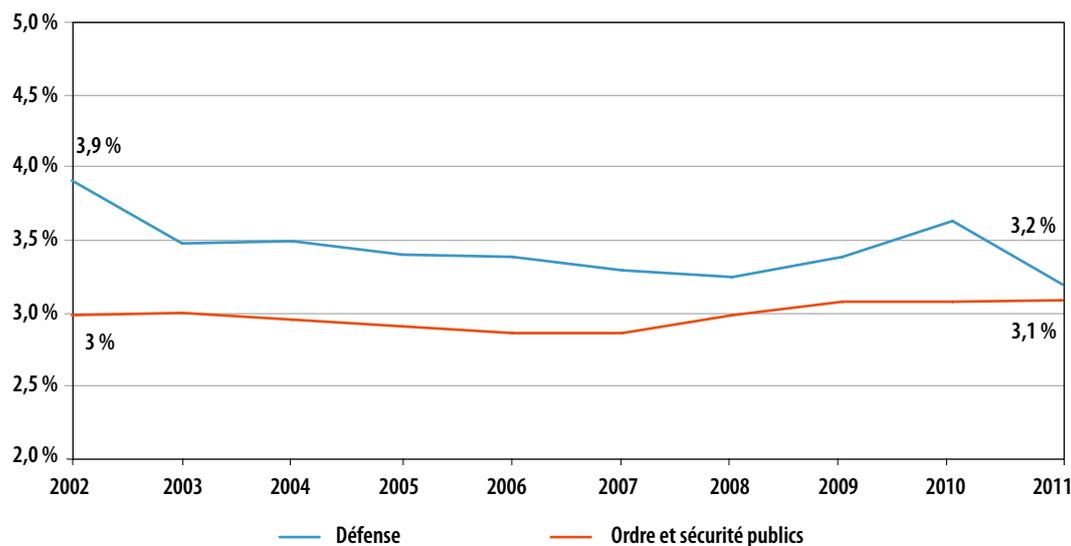
Dépenses des administrations publiques par fonction de dépense

Année	en Md€ courants									
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Services généraux des administrations publiques	111,9	114,0	119,4	124,1	114,6	127,2	128,7	124,1	122,2	128,8
Défense*	31,5	29,7	31,0	31,5	32,5	32,9	33,7	36,4	40,1	36,2
Ordre et sécurité publics*	24,3	25,6	26,3	27,0	27,5	28,5	31,0	33,2	34,0	35,0
Affaires économiques	57,3	56,3	56,2	60,9	62,1	61,7	63,6	71,9	73,3	69,9
Protection de l'environnement	12,9	14,2	15,3	16,5	17,9	18,0	19,1	20,5	21,4	21,1
Logements et développement urbain	30,1	30,7	32,5	33,7	35,7	37,0	38,9	39,1	37,8	37,9
Santé	113,8	120,9	127,0	133,2	138,6	143,8	147,7	152,8	158,4	164,9
Loisirs, culture et religion	18,4	20,0	20,9	22,2	25,8	27,0	28,3	27,0	27,6	28,0
Éducation	93,1	95,4	96,6	99,4	102,9	104,5	108,9	115,5	118,3	120,8
Protection sociale	322,6	341,2	356,7	371,8	395,1	412,0	430,0	450,0	462,5	476,2
Total	815,8	848,0	881,8	920,3	952,6	992,6	1 029,9	1 070,5	1 095,6	1 118,8

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

* La gendarmerie nationale est entièrement incluse dans la fonction « Ordre et sécurité publics ».

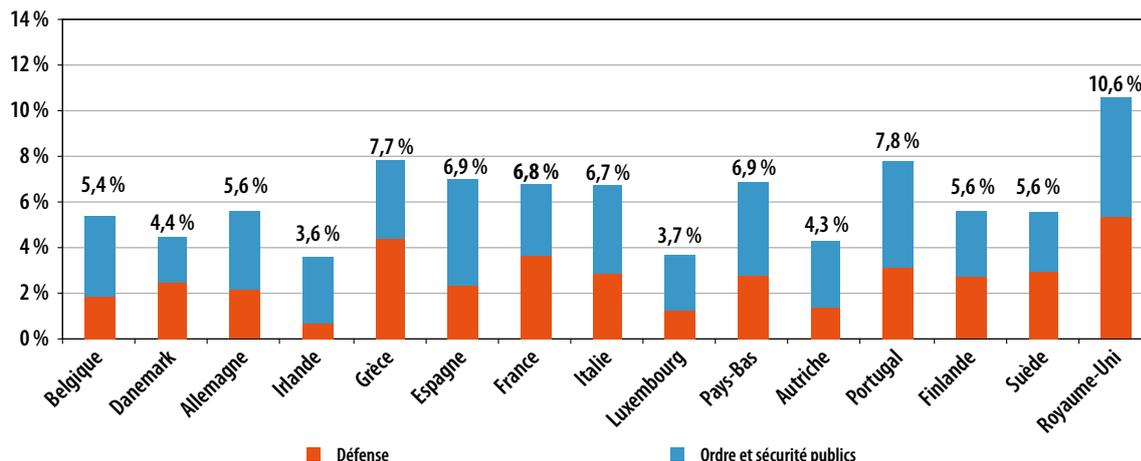
Poids des dépenses de défense et de sécurité dans la dépense publique



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

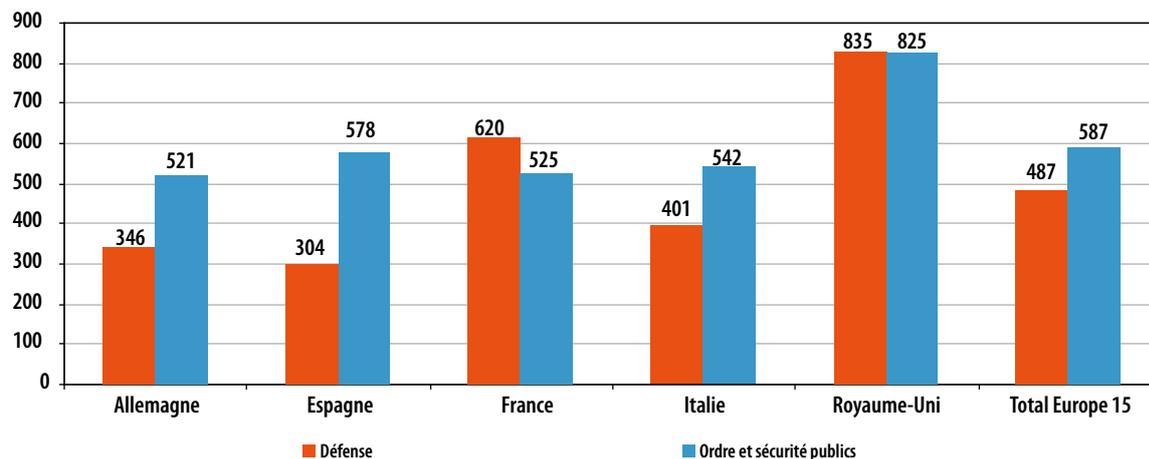
En 2010, l'ensemble des dépenses pour la « Défense et sécurité » représentaient 6,8 % du total de la dépense publique française, autant que la moyenne européenne des 15 pays de l'ancienne UE : le Royaume-Uni consacre une part importante de ses dépenses publiques aux fonctions de « Défense et sécurité » (10,6 %), devant les pays du Sud de l'Europe, Portugal (7,8 %), Grèce (7,7 %), Espagne (6,9 %) et Italie (6,7 %).

Les dépenses publiques consacrées à la « Défense et sécurité » dans l'Europe des Quinze en 2010



Source: Eurostat

Dépenses publiques de « Défense et sécurité » par habitant en 2010 dans les principaux pays européens
 Montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat, en euros français



Source: Eurostat

1.3 L'évolution de l'emploi total, de celui des Administrations publiques (APU) et de la défense

Pour les comptes nationaux, on parle à propos d'effectifs employés de l'emploi intérieur, c'est-à-dire de l'ensemble des personnes physiques, résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente (voir glossaire). Il s'entend pour la France entière, DOM compris.

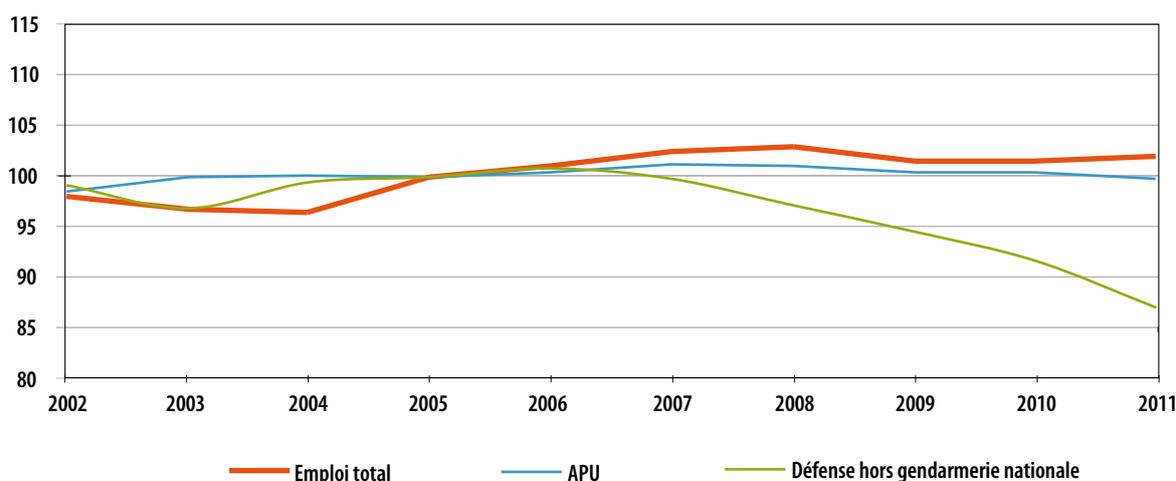
L'emploi intérieur est mesuré en moyenne annuelle, comme la plupart des agrégats issus des comptes. L'emploi de la défense est calculé à partir des statistiques de rémunérations, et comprend l'ensemble du personnel rémunéré par le ministère. La présentation détaillée de ce dernier figure dans le chapitre III.

Évolution de l'emploi intérieur total, des administrations publiques et de la défense
Milliers de personnes en moyenne annuelle (sauf indication contraire)

Année	Emploi intérieur total	Emploi des administrations publiques	Emploi de la défense
2002	26 104,5	5 843,9	338,1
2003	26 137,0	5 927,6	330,1
2004	26 175,5	5 939,5	339,0
2005	26 348,7	5 928,8	340,7
2006	26 633,5	5 954,7	343,7
2007	27 005,6	6 003,0	340,1
2008	27 137,3	5 993,2	331,2
2009	26 782,7	5 956,0	322,3
2010	26 766,2	5 957,6	310,5
2011	26 891,2	5 921,9	296,5

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee et ministère de la Défense

Évolution de l'emploi total, des administrations publiques et de la défense
(indices base 100 en 2005)



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : le compte satellite de la défense

1.4.1 La production du service de défense

Service public financé par le budget de l'État, la défense a une production évaluée par ses coûts.

Le compte satellite transcrit les masses d'exécution du budget de la défense, ventilées selon les nomenclatures de comptabilité nationale en vigueur, fournies par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). La production du service de défense est égale à la somme de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée, constituée en quasi-totalité de la rémunération des salariés.

La comptabilité assimile l'acquisition des biens militaires à une consommation intermédiaire (voir glossaire) et pas à un investissement, en raison de leur usage unique. Dans l'équilibre du compte satellite, ils sont consommés dans l'année d'acquisition pour produire le service de défense. Seuls les biens d'usage, utilisables dans la sphère civile (bâtiments, équipements portuaires et aéroportuaires, véhicules non blindés, matériel technique d'usage général) sont considérés comme de l'investissement (Formation brute de capital fixe [FBCF]).

La production du service de défense est au total de 27 Md€ en 2010. Ce chiffre est repris dans l'élaboration du Tableau des entrées-sorties (TES) à la fin du chapitre.

L'investissement (pour des biens d'usage) s'élève à 1,5 Md€. Avec les transferts, il permet de rapprocher la production et les données budgétaires.

Les dépenses exécutées hors pensions s'élèvent à 32 Md€ en 2010 et à 41 Md€ pensions comprises.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget exécuté en 2010, selon les rubriques et concepts de comptabilité nationale en vigueur (base 2005).

Le budget de la défense ventilé selon les rubriques de comptabilité nationale (année 2010)

	en M€ courants
Consommation intermédiaire	15 078
Rémunération des salariés	11 710
Impôts sur la production	120
Production du service de défense	26 908
FBCF (investissements d'usage)	1 520
Transferts courants*	3 302
Transferts en capital	271
Remboursement Onu / coopération internationale	-32
Total	31 970
Pensions militaires et civiles (y/c ouvriers)	8 750
Total (y compris pensions)	40 720

Source: Direction générale des finances publiques (DGFIP), traitement Observatoire économique de la défense (OED)

* Hors versements aux fonds spéciaux de retraite, au titre des cotisations employeurs.

En 2010, la consommation intermédiaire baisse de 8 % en volume, c'est-à-dire en tenant compte des prix (le déflateur retenu est le prix du PIB). L'année 2010 se caractérise par la fin du plan de relance et la maîtrise des achats, visible dans une baisse des acquisitions de plus d'1 Md€. Pendant cette deuxième année de la loi de programmation militaire 2009-2014, les dépenses exceptionnelles diminuent.

Poursuite de la réduction des effectifs et accroissement de la qualification du personnel vont de pair avec une progression des rémunérations de près de 1 %. La valeur ajoutée se maintient, à périmètre constant. En 10 ans, la part de la valeur ajoutée dans la production baisse régulièrement, de 58 % en 2001 à 44 % en 2010.

Production du service de défense (en volume)

en M€ constants 2010

Année	Consommation intermédiaire	Valeur ajoutée	Production
2001	11 294	17 115	28 409
2002	12 827	15 925	28 752
2003	14 003	16 715	30 718
2004	14 915	16 870	31 785
2005	15 591	16 950	32 540
2006	15 352	16 893	32 246
2007	15 026	16 587	31 614
2008	14 530	15 972	30 503
2009	16 401	11 850	28 251
2010	15 078	11 830	26 908

Source: DGFIR, traitement OED

1.4.2 Les achats du ministère de la Défense

Le fait majeur, concernant les dépenses du ministère, tient en la séparation des dépenses de maintenance et d'acquisition des matériels. Dans la sphère aéronautique, l'impact est notable.

Les dépenses d'équipement en biens intermédiaires sont incluses dans un ensemble plus vaste dans la nouvelle nomenclature: le niveau 88 de publication des comptes est plus large, pour les biens intermédiaires qui concernent le ministère, que celui de l'ancienne nomenclature au niveau G. Maintenance comprise, le champ d'inclusion s'étend de plus d'un tiers.

L'analyse des Plans de comptes de l'État (PCE) de la LOLF permet de retrouver dans les dépenses budgétaires la part qui revient à l'acquisition des matériels et la part qui revient à leur entretien. En 2010, la part de la maintenance dans les dépenses d'équipement militaire augmente de 4,5 % tandis que les dépenses d'équipement croissent de 0,7 %.

Répartition des dépenses d'équipement par matériel et part de la maintenance par produit, en 2010

Produit	Part de l'acquisition Titre 5	Part de la maintenance Titre 3	Total équipement militaire Titres 3+5	Part du produit en % dans la dépense totale
Équipement naval	63	37	100	13
Équipement aéronautique et spatial	55	45	100	43
Armes, munitions, véhicules blindés de combat	84	16	100	14
Électronique, optique et appareils de mesure	41	59	100	11
Recherche, études, développement en cours	70	30	100	19
Ensemble	62	38	100	100

Source: DGFIR, traitement OED

1.4.3 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le Tableau des entrées-sorties (TES)

Le Tableau des entrées-sorties (TES) retrace l'équilibre macroéconomique en ressources et en emplois des biens et des services. Il est constitué de trois tableaux :

- le tableau des ressources en produits, ventilées principalement en production nationale et importations ;
- le tableau des emplois finals qui présente les différentes utilisations des produits par les secteurs institutionnels. Ces utilisations sont la consommation finale et l'investissement (des ménages et des administrations), les variations de stocks, les exportations ainsi que la consommation intermédiaire (le tableau ci-dessous ne détaille que la consommation finale des administrations et les exportations, les achats de produits d'armement par le ministère n'étant pas classés en investissement mais en consommation intermédiaire) ;
- le tableau des entrées intermédiaires qui ventile l'utilisation intermédiaire des produits par chaque branche d'activité.

Un TES spécifique de la défense peut être établi. Il identifie trois acteurs : le ministère de la Défense, en tant qu'APU, qui fournit un service non marchand de défense, les industries de l'armement, qui vendent à l'État le matériel militaire commandé, le reste de l'économie, par solde entre l'ensemble de l'économie et les acteurs de la défense.

**Compte satellite de la défense
Tableau des entrées-sorties (TES) – année 2010**

en base 2005

en Md€

	Ressources en produits				Consommations intermédiaires				Emplois finals				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la Défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	TOTAL	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois	
Services de défense	26,9			26,9					26,9			26,9	
Produits d'armement ⁽¹⁾	15	1,4	1,1	17,5	11,7	7,2		18,9		-5,2	3,8	17,5	
Reste de l'économie	3 458,7	536	194,7	4 189,4	3,4	4,6	1 732,3	1 740,3	454,9	3 261,9	491,5	4 189,4	
TOTAL	3 500,7	537,4	195,8	4 233,8	15,1	11,7	1 732,3	1 759,2	481,8	3 256,8	495,3	4 233,8	
* Consommation finale des APU													
Valeur ajoutée					11,8	3,3	1 726,5	1 741,5			Valeurs ajoutées		1 741,5
dont valeur ajoutée de défense					15,1						Impôts sur produits		195,8
Production disponible					26,9	15,0	3 458,7	3 500,7			PIB		1 937,3
dont production de défense					41,9								

Source: Insee, traitement OED

(1) La production de produits d'armement est estimée à partir de l'indicateur de la Direction générale de l'armement (DGA) – cf. 5.1.3.

La part du domaine défense dans le PIB peut être appréhendée à partir de la somme des valeurs ajoutées des deux acteurs économiques « défense » que sont le ministère et les industries de l'armement.

La valeur ajoutée s'élève à 15,1 Md€ : 11,8 Md€ pour le ministère, et 3,3 Md€ pour l'industrie de l'armement. La part de cette somme dans le PIB est de 0,8 % en 2010.

La production de l'ensemble du domaine défense s'élève à 41,9 Md€.

Le TES peut être utilisé pour identifier les branches d'activité les plus impliquées en cas de variation des crédits alloués à la défense. En particulier, il fait apparaître la répartition des dépenses de consommation intermédiaire de défense (soit les commandes de l'État) :

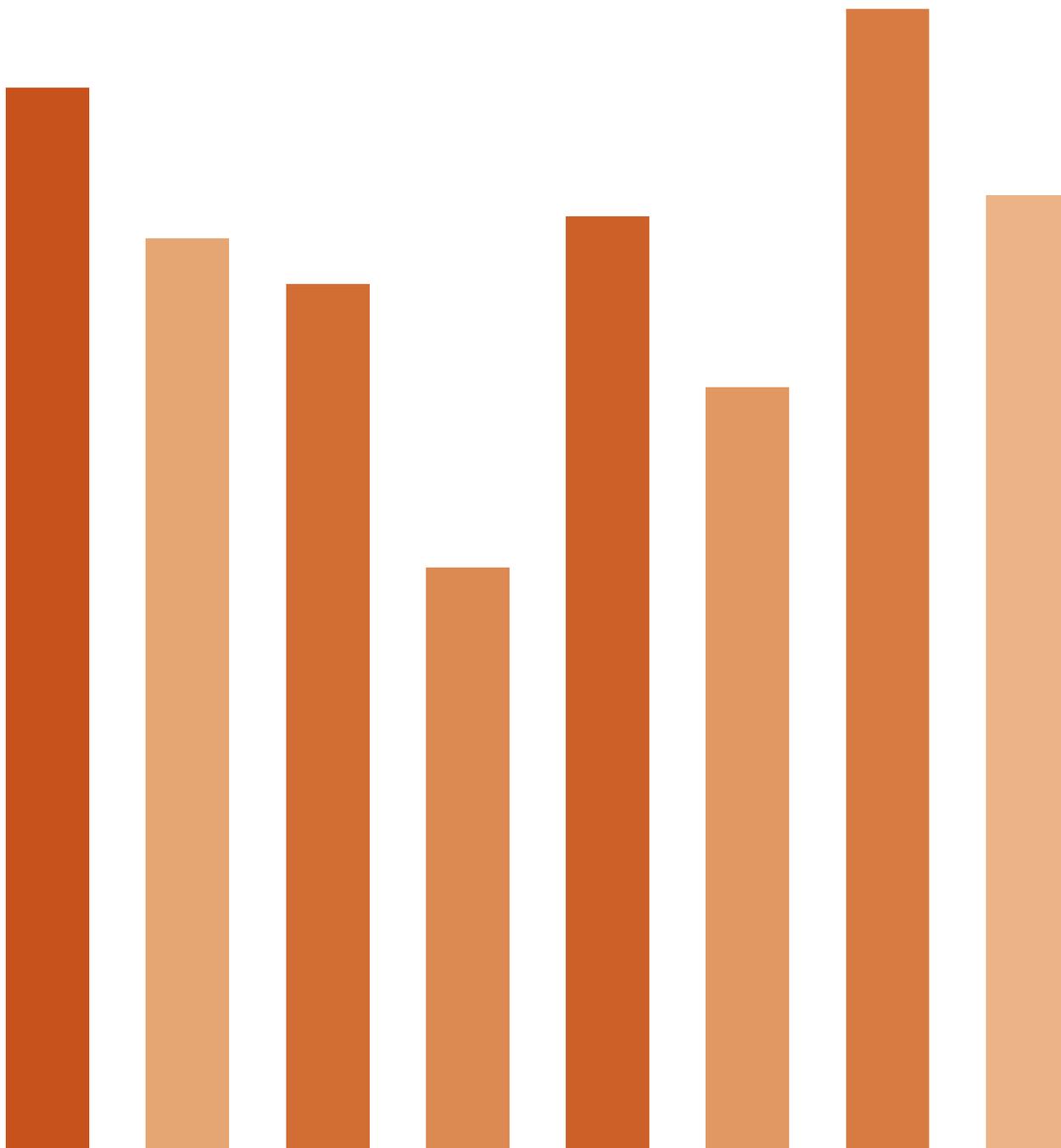
- 11,7 Md€ à l'industrie d'armement (soit 77 %) qui incluent les dépenses en « Études et recherche » ;
- 3,4 Md€ au reste de l'économie, dont 0,5 Md€ dans les industries manufacturières hors armement.



2. LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Les données budgétaires françaises figurant aux paragraphes 2.1 et 2.2 sont celles des lois de finances initiales. Elles sont présentées dans ces deux paragraphes, selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors anciens combattants) jusqu'en 2005 puis à partir de 2006 selon le périmètre mission « Défense ».

Le budget est présenté au format de la Loi organique relative aux lois de finances (Lof) aux paragraphes 2.3 et 2.4. Les deux nomenclatures coexistent dans ce document afin de conserver la pertinence des séries longues sur dix ans. 41,3 Md€ (en crédits budgétaires) sont mis à la disposition du ministre de la Défense pour 2013. Les quatre programmes de la mission « Défense » mobilisent plus de 92 % des crédits de paiement.



2.1 Le poids de la défense

Évolution du périmètre « Défense » en France (hors gendarmerie nationale) et mission « Défense » à partir de 2006

Année	Périmètre « Défense », mission « Défense » LFI (hors pensions)		Mission « Défense » LFI (y compris pensions)		Indice de prix du PIB* en M€
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	
2004	28 064	28 601	non disponible		98,1
2005	28 438	28 438	hors gendarmerie nationale		100,0
2006 ⁽¹⁾	29 145	28 534	35 382	34 640	102,1
2007	29 846	28 483	36 251	34 596	104,8
2008	30 221	28 127	36 866	34 310	107,4
2009 ⁽²⁾	32 984	30 480	39 961	36 927	108,2
2010 ⁽³⁾	32 196	29 442	39 230	35 874	109,4
2011 ⁽⁴⁾	31 173	28 129	38 432	34 680	110,8
2012 ⁽⁴⁾	31 445	27 909	39 094	34 698	112,7
2013 ⁽⁴⁾	31 376	27 360	39 391	34 350	114,7

Sources : lois de finances initiales, Comptes nationaux - base 2005, Insee

(1) Rupture de série mission « Défense », nouveau périmètre lié à la Loi de programmation militaire (LPM) 2009-2014.

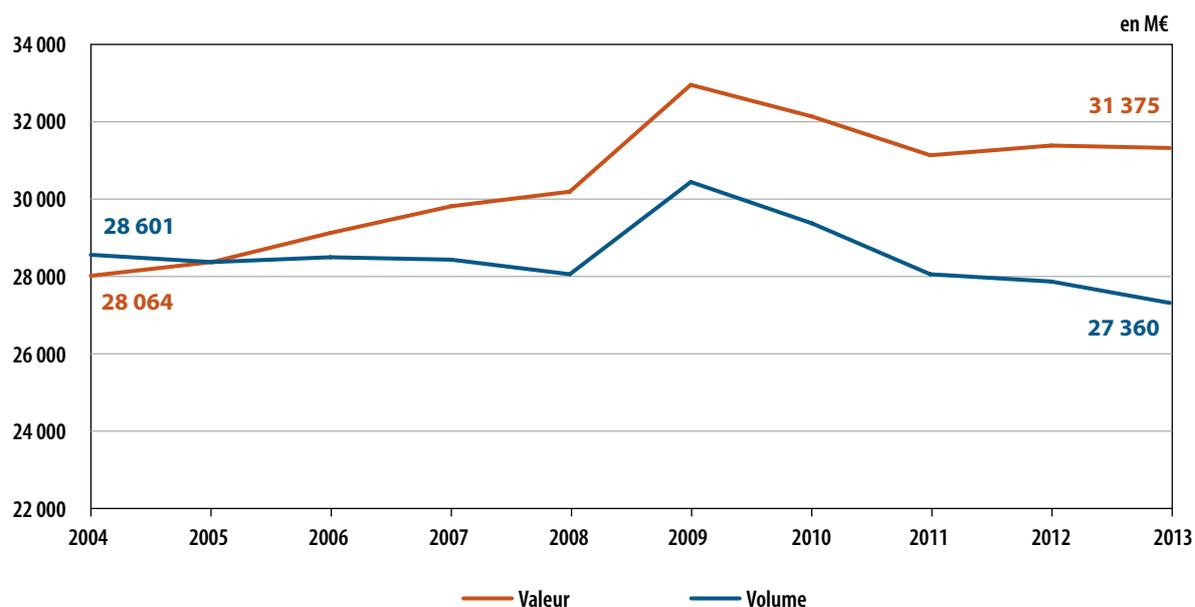
(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

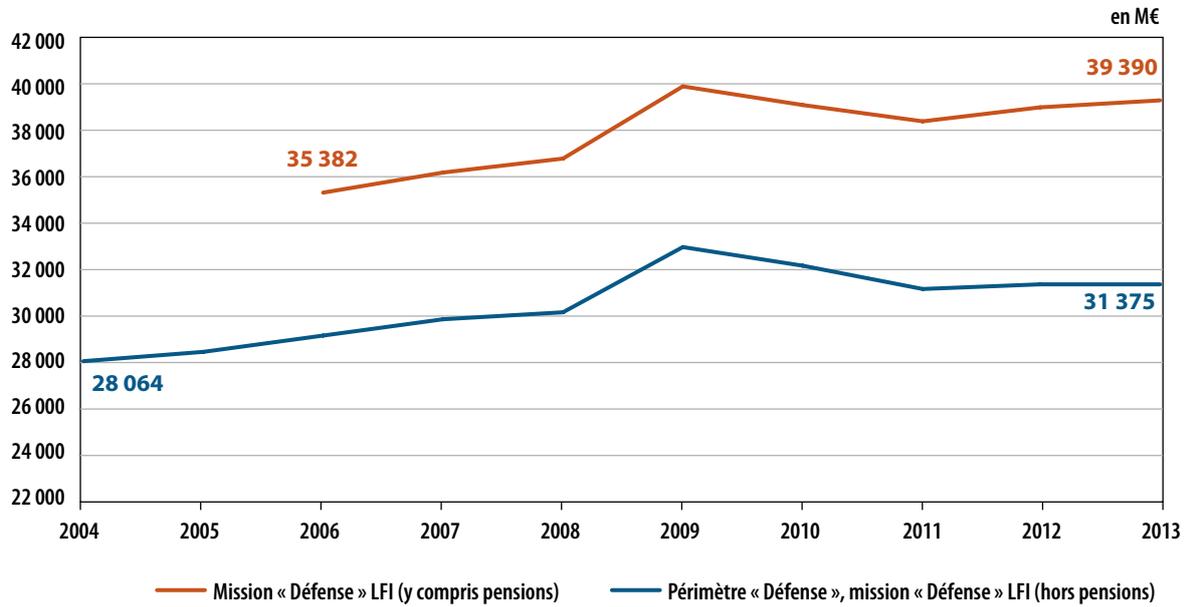
(4) Lois de finances initiales (LFI) pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).

* Le déflateur utilisé pour le calcul des données en volume est l'indice de prix du PIB. Il est présenté ici en prenant pour référence l'année 2005 (2005 = 100).

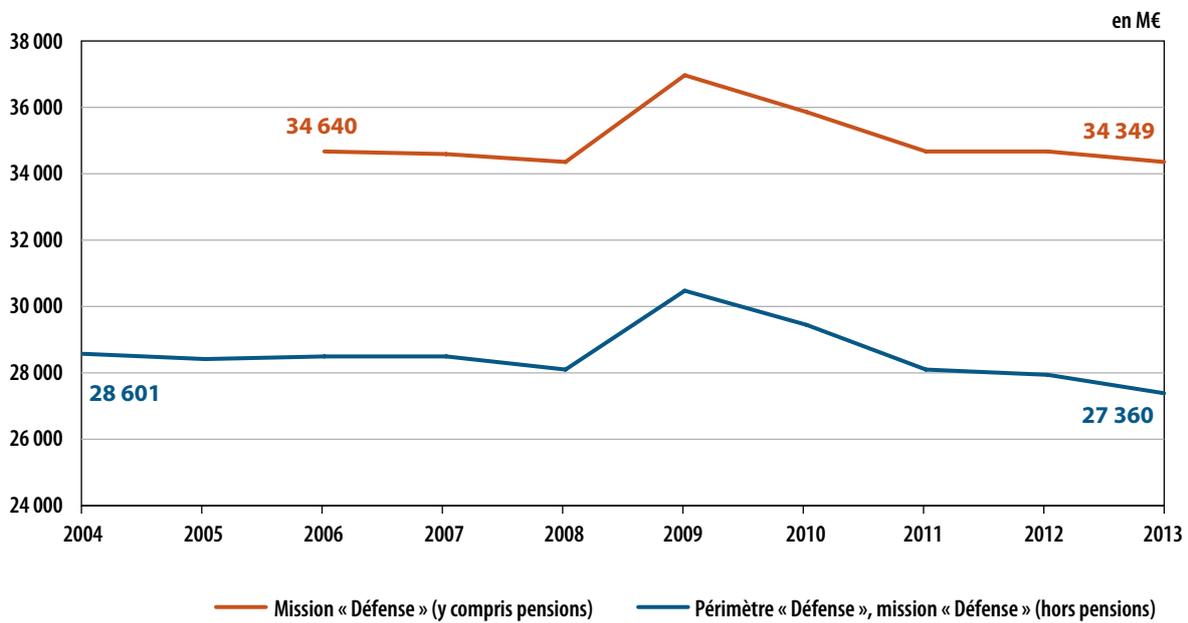
Évolution du périmètre « Défense » et mission « Défense » (LFI - hors pensions)



**Périmètre « Défense » et mission « Défense » avec et hors pensions
(en valeur)**



**Périmètre « Défense » et mission « Défense » avec et hors pensions
(en base 2005 = 100)**



2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales

2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement, titre 3) et les dépenses d'équipement (titres 5 et 6)

Dépenses hors équipement et équipement

en M€ courants				Nomenclature budget 2013
Année	Hors équipement (hors pensions)	Équipement	Total (hors pensions)	
2004	13 611	14 453	28 064	Hors équipement Masse salariale hors pensions (T2) Activités opérationnelles Fonctionnement et activités spécifiques Opex (hors T2) Équipement Renseignement Environnement des programmes d'armement Autres opérations d'armement (AOA) Équipement d'accompagnement (EAC) Entretien programmé du matériel (EPM) Entretien programmé du personnel (EPP) Programmes à effet majeur (PEM) Prospective et préparation de l'avenir (PPA) Infrastructures de défense
2005	13 699	14 739	28 438	
2006 ⁽¹⁾	14 270	14 875	29 145	
2007	14 688	15 158	29 846	
2008	14 888	15 334	30 221	
2009 ⁽²⁾	15 097	17 887	32 984	
2010 ⁽³⁾	15 152	17 044	32 196	
2011 ⁽⁴⁾	15 159	16 014	31 173	
2012 ⁽⁴⁾	15 212	16 233	31 445	
2013 ⁽⁴⁾	15 379	15 996	31 376	

Source: lois de finances initiales

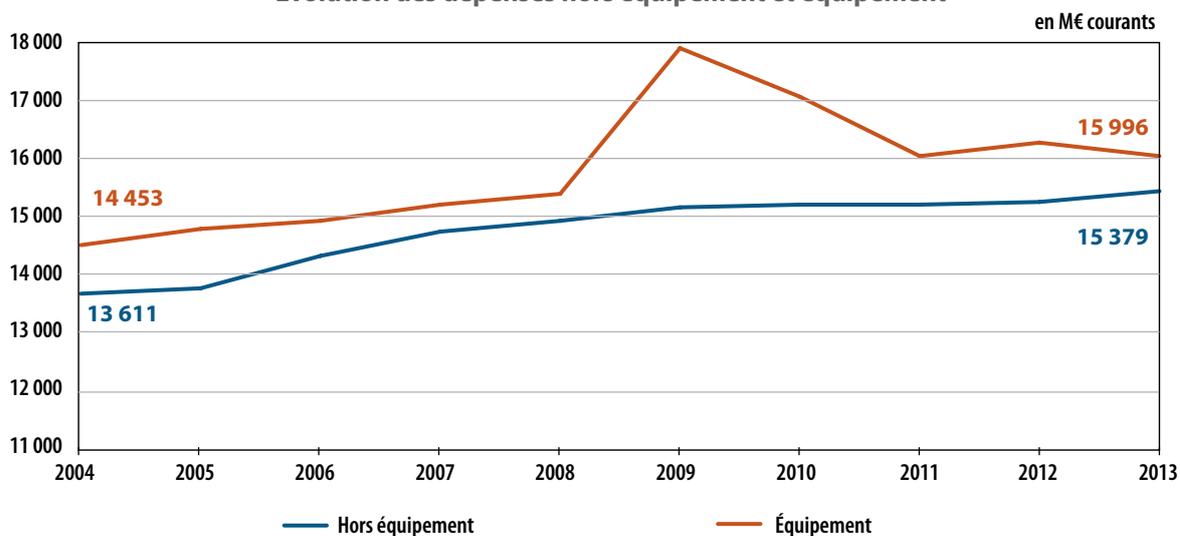
(1) Rupture de série mission « Défense », nouveau périmètre lié à la LPM 2009-2014.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

Évolution des dépenses hors équipement et équipement



2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

en M€ courants

	Dépenses	2004	2005	2006 ⁽¹⁾	2007	2008	2009 ⁽²⁾	2010 ⁽³⁾	2011 ⁽⁴⁾	2012 ⁽⁴⁾	2013 ⁽⁴⁾
Air	Héqt	2 455	2 470	2 588	2 629	2 597	2 557	2 412	1 891	2 039	1 971
	Éqt	3 615	3 635	1 132	1 311	1 279	1 380	1 307	1 444	1 308	1 334
	Total	6 070	6 105	3 720	3 940	3 876	3 938	3 719	3 334	3 347	3 304
Terre	Héqt	4 958	4 972	5 570	5 497	5 571	5 561	5 328	4 807	4 194	4 109
	Éqt	2 997	3 015	991	941	1 009	996	957	1 014	958	949
	Total	7 955	7 988	6 561	6 437	6 580	6 557	6 285	5 821	5 152	5 058
Marine nationale	Héqt	1 996	1 975	2 233	2 248	2 246	2 154	2 094	2 201	1 809	2 041
	Éqt	3 838	3 799	1 176	1 348	1 345	1 446	1 258	1 265	1 507	1 494
	Total	5 834	5 774	3 409	3 597	3 591	3 601	3 352	3 465	3 316	3 535
Services communs	Héqt	4 202	4 282	3 879	4 314	4 474	4 824	5 318	6 261	7 171	7 259
	Éqt	4 003	4 290	11 576	11 558	11 701	14 064	13 522	12 292	12 460	12 220
	Total	8 205	8 572	15 455	15 872	16 175	18 888	18 840	18 553	19 630	19 478
Total	Héqt	13 611	13 699	14 270	14 688	14 887	15 096	15 152	15 159	15 212	15 379
	Éqt	14 453	14 739	14 875	15 158	15 334	17 887	17 044	16 014	16 233	15 996
	Total	28 064	28 438	29 145	29 846	30 221	32 983	32 196	31 173	31 445	31 376

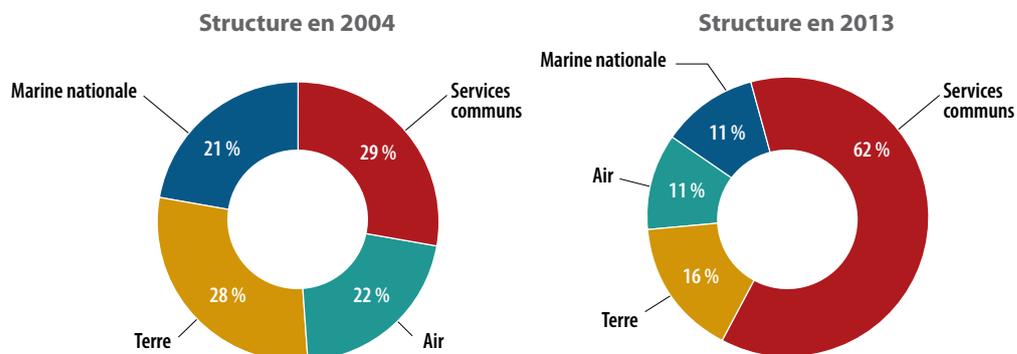
Source : lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).



2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement

en M€ courants

Année	Rémunérations et charges sociales	Fonctionnement (hors équipement)	Total (hors pensions)	Pensions	Total (y compris pensions)
2004	10 941	2 670	13 611	non disponible hors gendarmerie nationale	
2005	11 001	2 699	13 699		
2006 ⁽¹⁾	11 447	2 824	14 270	6 237	20 507
2007	11 568	3 119	14 688	6 406	21 093
2008	11 684	3 204	14 888	6 645	21 532
2009 ⁽²⁾	11 692	3 406	15 097	6 977	22 074
2010 ⁽³⁾	11 650	3 502	15 152	7 034	22 186
2011 ⁽⁴⁾	11 703	3 456	15 159	7 259	22 418
2012 ⁽⁴⁾	11 546	3 666	15 212	7 649	22 862
2013 ⁽⁴⁾	11 372	4 007	15 379	8 015	23 395

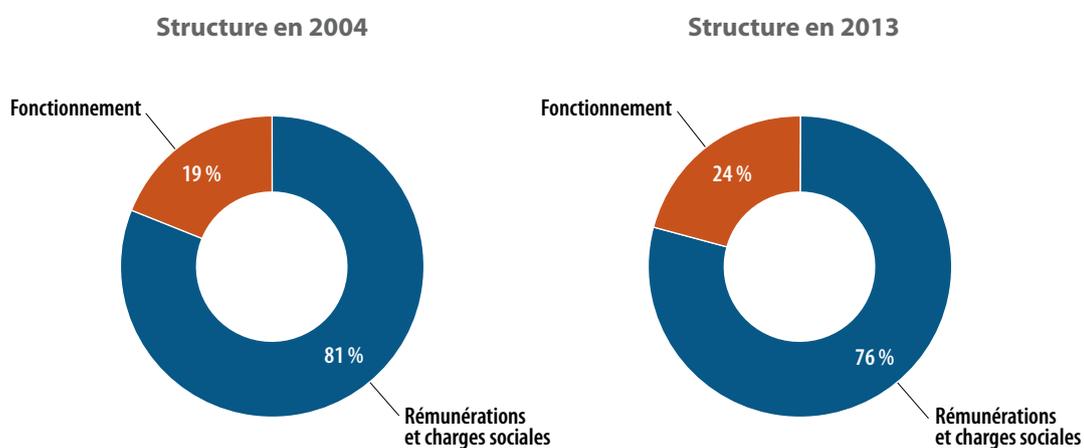
Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).



Évolution des dépenses de fonctionnement en structure 2013*

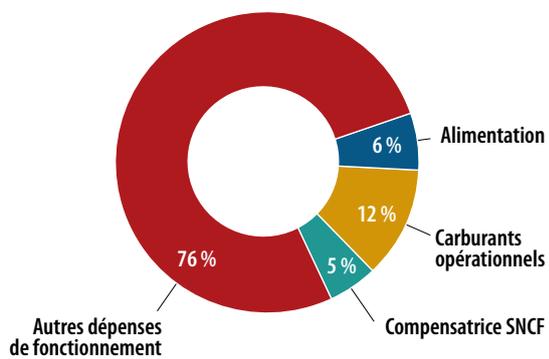
en M€ courants

Année	Alimentation	Carburants opérationnels	Compensatrice SNCF	Subventions	Autres dépenses de fonctionnement	Total
2010	204	414	184	nc	2 678	3 481
2011	184	430	184	nc	2 920	3 719
2012	185	525	179	nc	3 032	3 921
2013	176	566	186	nc	3 080	4 007

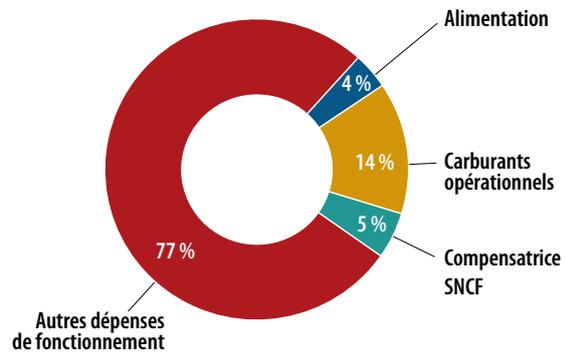
Source : lois de finances initiales

* L'agrégat « fonctionnement » a subi un changement de structure en 2013 et ne peut être « rétroposé » qu'à compter de 2010.

Structure en 2010



Structure en 2013



2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs

en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699
2006 ⁽¹⁾	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688
2008	2 597	5 571	2 246	4 474	14 888
2009 ⁽²⁾	2 557	5 561	2 154	4 824	15 097
2010 ⁽³⁾	2 412	5 328	2 094	5 318	15 152
2011 ⁽⁴⁾	1 891	4 807	2 201	6 261	15 159
2012 ⁽⁴⁾	2 039	4 194	1 809	7 171	15 212
2013 ⁽⁴⁾	1 971	4 109	1 826	7 474	15 379

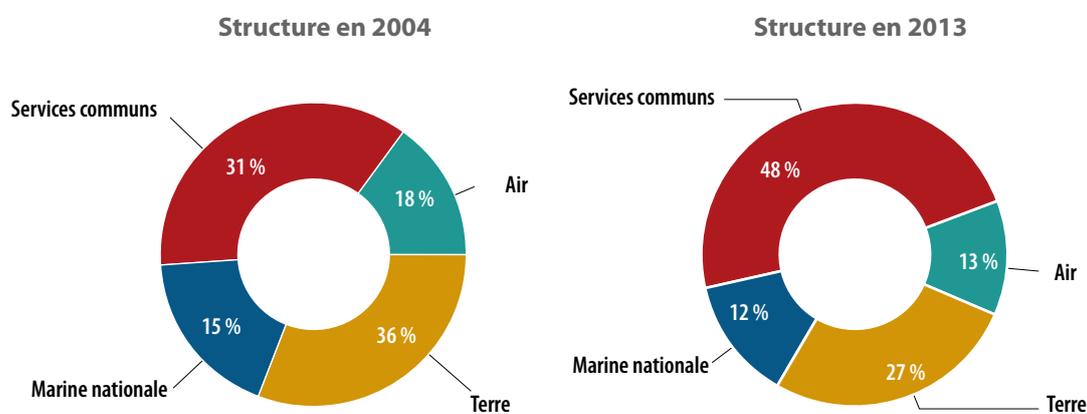
Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).



2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement

en M€ courants

Année	Classique	Espace	Nucléaire	Total
2004	10 940	402	3 111	14 453
2005	11 126	465	3 148	14 739
2006 ⁽¹⁾	11 063	489	3 323	14 875
2007	11 419	469	3 271	15 158
2008	11 566	393	3 375	15 334
2009 ⁽²⁾	13 956	200	3 731	17 887
2010 ⁽³⁾	13 497	nd	3 547	17 044
2011 ⁽⁴⁾	12 604	nd	3 410	16 014
2012 ⁽⁴⁾	12 890	nd	3 343	16 233
2013 ⁽⁴⁾	12 622	nd	3 374	15 996

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).

2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total
2004	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453
2005	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739
2006 ⁽¹⁾	1 132	991	1 176	11 576	14 875
2007	1 311	941	1 348	11 558	15 158
2008	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334
2009 ⁽²⁾	1 380	996	1 446	14 064	17 887
2010 ⁽³⁾	1 307	957	1 258	13 522	17 044
2011 ⁽⁴⁾	1 444	1 014	1 265	12 292	16 015
2012 ⁽⁴⁾	1 308	958	1 507	12 460	16 233
2013 ⁽⁴⁾	1 334	949	1 494	12 220	15 996

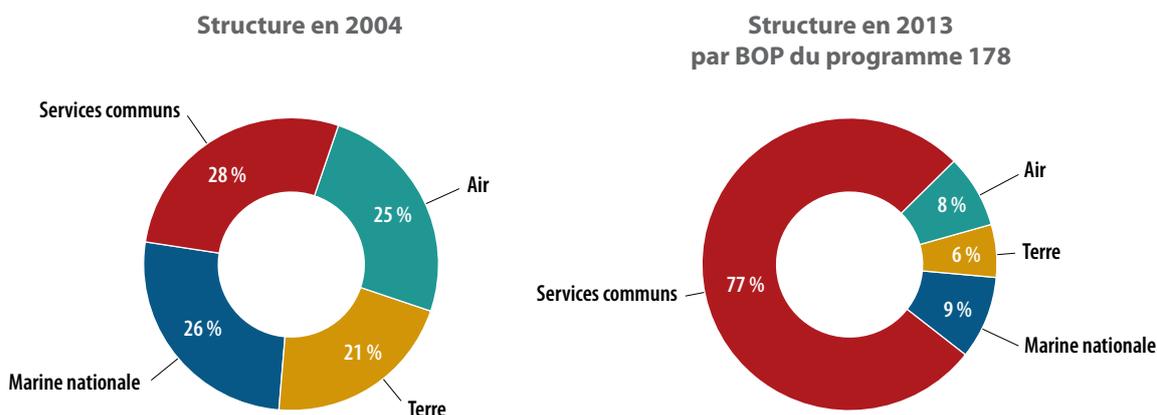
Source: lois de finances initiales

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).



2.3 La présentation du budget du ministère de la Défense au format Lolf

2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la Défense

La Loi organique relative aux lois de finances (Lolf) présente le budget selon une ventilation par destination des crédits, déclinée en missions, programmes et actions.

À ce titre, le ministère de la Défense est concerné par la mission « Défense » proprement dite, la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », et enfin le programme « Recherche duale (civile et militaire) » s'intègre dans la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ».

La mission « Sécurité » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Le tableau ci-après décline les missions, programmes et actions qui relèvent du budget de la défense.

Missions	Programmes	Actions
DÉFENSE	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France Prospective de défense Relations internationales
	Équipement des forces (146)	Dissuasion Commandement et maîtrise de l'information Projection - mobilité - soutien Engagement et combat Protection et sauvegarde Préparation et conduite des opérations d'armement Partis étrangers et programmes civils
	Préparation et emploi des forces (178)	Planification des moyens et conduite des opérations Préparation des forces terrestres Préparation des forces navales Préparation des forces aériennes Logistique et soutien interarmées Surcoûts liés aux opérations extérieures Surcoûts liés aux opérations intérieures
	Soutien de la politique de la défense (212)	Politique immobilière Systèmes d'information, d'administration et de gestion Politiques des ressources humaines Politique culturelle et éducative Restructurations Pilotage, soutien et communication
SÉCURITÉ*	Gendarmerie nationale (152)	Ordre et sécurité publics Sécurité routière Mission de police judiciaire et concours à la justice Commandement, ressources humaines et logistique Exercice des missions militaires
ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)**	Indemnisation des orphelins de la déportation et des victimes de spoliations du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation Indemnisation des victimes d'actes de barbarie durant la seconde guerre mondiale
	Liens entre la Nation et son armée (167)	Journée défense et citoyenneté Politique de mémoire
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	Administration de la dette viagère Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité Solidarité Réparation des conséquences sanitaires des essais nucléaires français
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	Recherche duale (civile et militaire) (191)	Recherche duale en sciences du vivant Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication Recherche duale dans le domaine aérospatial Autres recherches et développements technologiques duaux

* Mission « Sécurité » intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

** Programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

2.3.2 Le budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) - crédits budgétaires (y compris pensions)

en M€		2008 (LFI)						2009 (LFI) ¹					2010 (LFI) ²						
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	498	984	131	41	-	1 655	520	1 007	159	49	-	1 735	542	1 005	181	52	-	1 780
	Équipement des forces (146)	892	745	8 783	2	-	10 422	1 860	883	9 464	2	-	12 208	1 842	852	8 648	2	-	11 344
	Préparation et emploi des forces (178)	15 242	5 483	520	104	-	21 350	15 481	5 742	474	125	-	21 822	15 404	5 493	455	188	-	21 541
	Soutien de la politique de la défense (212)	1 757	591	1 069	23	-	3 439	806	572	165	23	6	1 573	895	763	789	27	6	2 480
Total		18 390	7 802	10 503	170	-	36 866	18 668	8 204	10 262	199	6	37 339	18 684	8 113	10 073	269	6	37 145
Mission SÉCURITÉ																			
Programme	Gendarmerie nationale (152)	6 095	954	386	17	-	7 453	La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1 ^{er} janvier 2009											
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	163	78	3	6	8	258	126	30	4	2	-	163	120	28	3	4	-	155
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	56	56	-	3 250	-	3 361	56	57	0	3 088	-	3 202	30	72	0	3 076	-	3 178
Total		219	134	3	3 256	8	3 619	182	88	5	3 090	-	3 365	151	100	3	3 079	-	3 334
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)		200				200	200	-	-	-	200		197					197
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		24 704	9 090	10 892	3 444	8	48 138	18 850	8 492	10 267	3 289	6	40 904	18 835	8 412	10 077	3 346	6	40 675

(1) Auxquels s'ajoutent 985 M€ du plan de relance de l'économie et 1 637 M€ de ressources extrabudgétaires.

(2) Auxquels s'ajoutent 770 M€ du plan de relance de l'économie et 1 315 M€ de ressources extrabudgétaires.

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

Pour mémoire : programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

en M€		2011 (LFI)3						2012 (LFI)4						2013 (LFI)5					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	569	1009	158	55	-	1792	597	1004	138	50	-	1789	633	1133	84	55	-	1905
	Équipement des forces (146)	1870	1019	7822	2	-	10712	1894	1244	7817	8	-	10963	2006	1411	7517	6	-	10939
	Préparation et emploi des forces (178)	15491	5773	418	209	-	21891	15534	6030	434	207	-	22204	15532	6177	513	211	-	22433
	Soutien de la politique de la défense (212)	1032	874	1061	40	7	3014	1171	894	936	35	9	3046	1217	841	752	32	5	2847
Total		18962	8676	9457	307	7	37409	19196	9172	9325	300	9	38001	19387	9562	8866	304	5	38124
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	102	24	2	7	-	134	87	22	2	7	-	118	82	27	0	10	-	120
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	12	76		2982	-	3070	0	75	-	2840	-	2915	-	75	-	2764	-	2838
Total		114	100	2	2988	-	3204	87	97	2	2847	-	3033	82	102	0	2774	0	2958
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	197			-	197	-	33	-		159	193	-	33	-	-	159	193
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		19076	8973	9459	3295	7	40810	19282	9302	9327	3147	168	41227	19470	9696	8866	3078	164	41275

(3) Auxquels s'ajoutent 1023 M€ de ressources extrabudgétaires.

(4) Auxquels s'ajoutent 1093 M€ de ressources extrabudgétaires.

(5) Auxquels s'ajoutent 1267 M€ de ressources extrabudgétaires.

Titre 2 Dépenses de personnel.

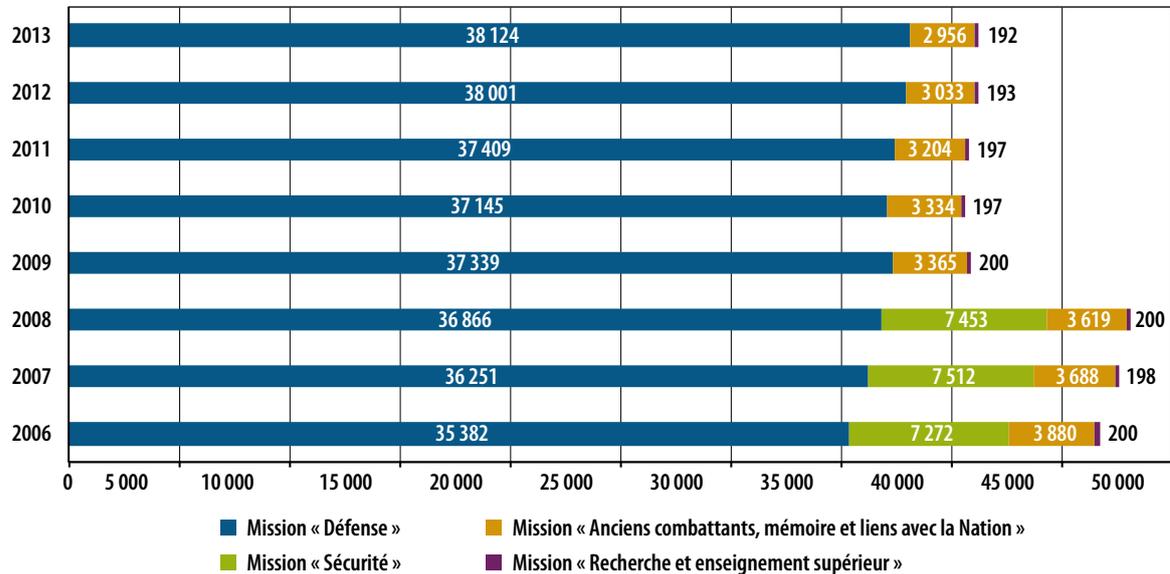
Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

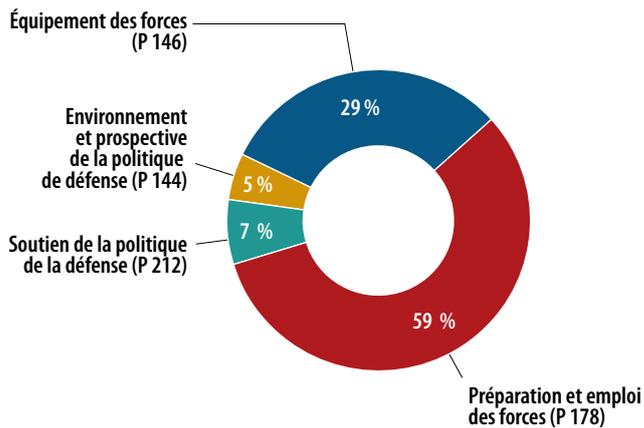
Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

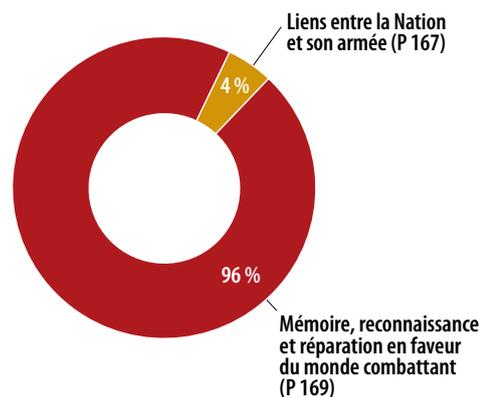
2.3.3 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par mission (pensions comprises)



Répartition par programme des Crédits de paiement (CP) de la mission « Défense » en 2013

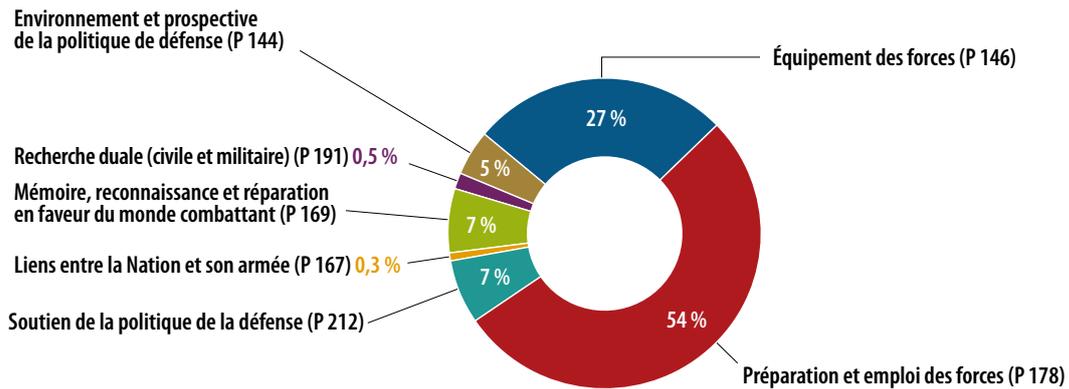


Répartition par programme des Crédits de paiement (CP) de la mission « Anciens combattants » en 2013

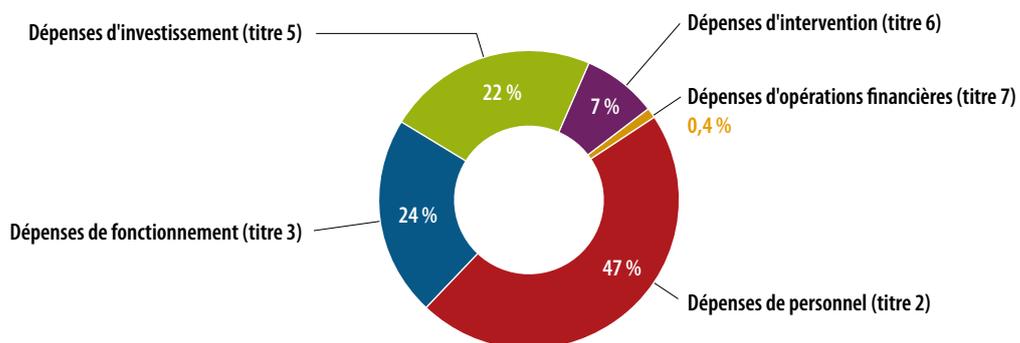


2.3.4 La répartition des Crédits de paiement (CP) du ministère de la Défense par programme et par titre de dépense

Répartition des Crédits de paiement (CP)
par programme en 2013



Répartition des Crédits de paiement (CP)
par titre de dépenses en 2013



2.4 L'exécution du budget du ministère de la Défense au format Lolf

2.4.1 L'exécution du budget du ministère de la Défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) en crédits de paiement

en M€		2007						2008						2009					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	513	957	141	37	0	1 649	507	995	124	40	0	1 665	533	1 017	226	54	0	1 831
	Équipement des forces (146)	890	635	8 671	0	0	10 195	889	733	8 723	0	0	10 346	1 853	1 788	9 914	14	0	13 569
	Préparation et emploi des forces (178)	15 466	5 768	505	164	0	21 903	15 570	5 880	581	208	0	22 239	15 835	6 152	608	282	0	22 877
	Soutien de la politique de la défense (212)	1 639	426	1 015	19	0	3 099	1 719	619	1 007	21	0	3 365	838	964	367	13	5	2 188
Total		18 508	7 787	10 332	220	0	36 847	18 685	8 227	10 435	268	0	37 615	19 059	9 921	11 116	363	5	40 465
Mission SÉCURITÉ																			
Programme	Gendarmerie nationale (152)	6 004	1 001	453	7	0	7 465	6 090	950	401	8	0	7 448	La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1 ^{er} janvier 2009					
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	164	83	2	3	14	265	162	76	3	5	7	253	119	30	3	2	0	154
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	55	53	0	3 311	0	3 419	55	58	0	3 178	0	3 292	55	58	1	3 074	0	3 188
Total		219	135	2	3 314	14	3 684	217	134	3	3 184	7	3 544	174	88	4	3 076	0	3 342
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	0	196,18	0	0	0	196	0	195,05	0	0	0	195	0	200	0	0	0	200
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		24 731	9 119	10 787	3 541	14	48 192	24 992	9 505	10 839	3 460	7	48 802	19 233	9 243	12 137	3 389	5	44 007

La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » (programme 152) est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

Les crédits inscrits au titre 7 pour le programme 167 correspondent à des subventions d'investissement au profit des musées.

en M€		2010						2011						2012					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
Mission DÉFENSE																			
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	542	1 068	155	57	0	1 822	577	990	155	59		1 782	607	982	133	59		1 781
	Équipement des forces (146)	1 835	1 803	8 364	26	0	12 029	1 862	1 892	6 817	31		10 602	1 904	1 472	7 132	28		10 536
	Préparation et emploi des forces (178)	15 946	6 013	374	257	0	22 590	16 055	6 580	561	206		23 401	16 307	6 416	510	212	0	23 446
	Soutien de la politique de la défense (212)	959	1 135	575	16	6	2 692	1 035	1 028	808	57	7	2 934	1 193	1 093	788	29	10	3 113
Total		19 283	10 020	9 468	356	6	39 133	19 528	10 490	8 340	353	7	38 718	20 011	9 963	8 564	328	10	38 876
Mission SÉCURITÉ																			
Programme	Gendarmerie nationale (152)	La mission « Sécurité - gendarmerie nationale » est intégrée au budget du ministère de l'Intérieur à compter du 1 ^{er} janvier 2009																	
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																			
Programme	Liens entre la Nation et son armée (167)	107	24	0	8	0	138	100	23	0	10	0	133	83	22	0	11		116
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	31	78	0	3 066	0	3 176	12	78	0	2 926	0	3 016		75		2 835		2 910
Total		138	102	0	3 074	0	3 314	112	101	0	2 935	0	3 149	83	97	0	2 846	0	3 026
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																			
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	0	194	0	0	0	194		189				189		56			121	178
TOTAL MISSIONS MINISTÈRE DÉFENSE		19 421	10 316	9 468	3 430	6	42 640	19 640	10 780	8 340	3 288	7	42 056	20 094	10 116	8 564	3 174	131	42 079

Titre 2 Dépenses de personnel.

Titre 3 Dépenses de fonctionnement.

Titre 5 Dépenses d'investissement.

Titre 6 Dépenses d'intervention.

Titre 7 Dépenses d'opérations financières.

Les crédits inscrits au titre 7 pour le programme 212 correspondent à une dotation en fonds propres pour le Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM).

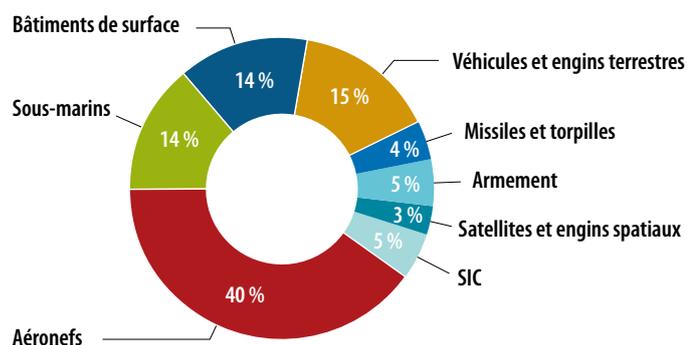
2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État

Les actifs et passifs de la défense dans le bilan de l'État

ACTIF (en M€) (hors CEA)	Bilan de clôture 31 décembre 2011			31 décembre 2010
	Valeur brute	Amortissement et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
• Immobilisations incorporelles	32 890	11 366	21 524	22 204
- Logiciels acquis et produits en interne	714	335	379	397
- Brevets			0	0
- Développements militaires qualifiés	25 946	11 031	14 915	10 332
- Développements militaires en cours	6 230	0	6 230	11 475
• Immobilisations corporelles	135 262	56 948	78 314	76 106
- Parc immobilier	15 750		15 750	14 955
- Parc immobilier en cours	4 541		4 541	2 767
- Matériel technique, industriel et outillage	5 155	3 514	1 641	3 636
- Matériels militaires	87 696	51 022	36 674	37 363
- Équipement militaire en cours	19 298		19 298	16 744
- Autres immobilisations corporelles	2 822	2 412	410	641
• Stocks	34 240	5 088	29 152	29 965
• Trésorerie				
• Comptes de régularisation active				
TOTAL ACTIF	202 392	73 402	128 990	128 275
PASSIF (en M€)				31 décembre 2010
• Provisions pour risques	112			136
• Provisions pour charges	7 680			7 515
- Provisions pour charges de personnel	6 448			6 263
- Provisions pour domaine immobilier	242			282
- Provisions pour charges de démantèlement	990			970
• Dettes - charges à payer	1 714			1 637
• Comptes de régularisation - passif				273
TOTAL PASSIF	9 506			9 561

Source: Direction des affaires financières (DAF)/Sous-direction de la fonction financière et comptable (SDFFC)

Décomposition de l'équipement militaire complet (en valeur brute au 31 décembre 2011)



Par rapport au bilan général de l'État, le poids de la défense est prépondérant. Il représente, en valeur nette :

- 69 % des immobilisations incorporelles de l'État ;
- 77 % des immobilisations corporelles (matériels militaires et autres immobilisations corporelles) ;
- 99 % des stocks.

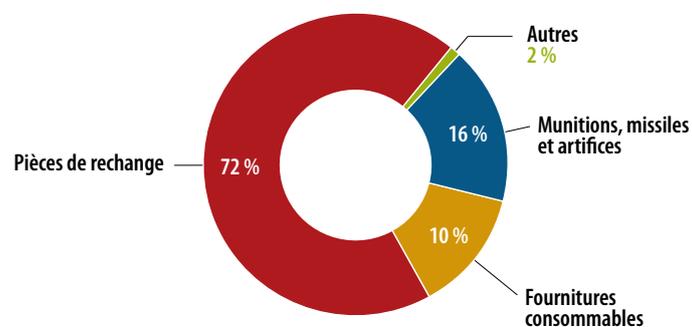
Poids du ministère de la Défense par rapport au bilan général de l'État

en Md€ (valeur nette)

Actif	État au 31 décembre 2011	Ministère de la Défense au 31 décembre 2011	Part ministère de la Défense dans l'État (%)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31	22	69
- Logiciels et brevets	1	0	35
- Développements militaires qualifiés	15	15	100
- Développements militaires en cours	7	6	91
- Autres	8		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	453	78	17
TOTAL parc immobilier	377	20	5
- Matériel technique, industriel et outillage et autres immobilisations corporelles	4	2	50
- Matériels militaires			
- Équipement militaire en cours	37	37	100
TOTAL hors parc immobilier	76	58	77
STOCKS	29	29	99

Source: DAF/SDFFC

Composition des stocks par nature au 31 décembre 2011 (en valeur brute)

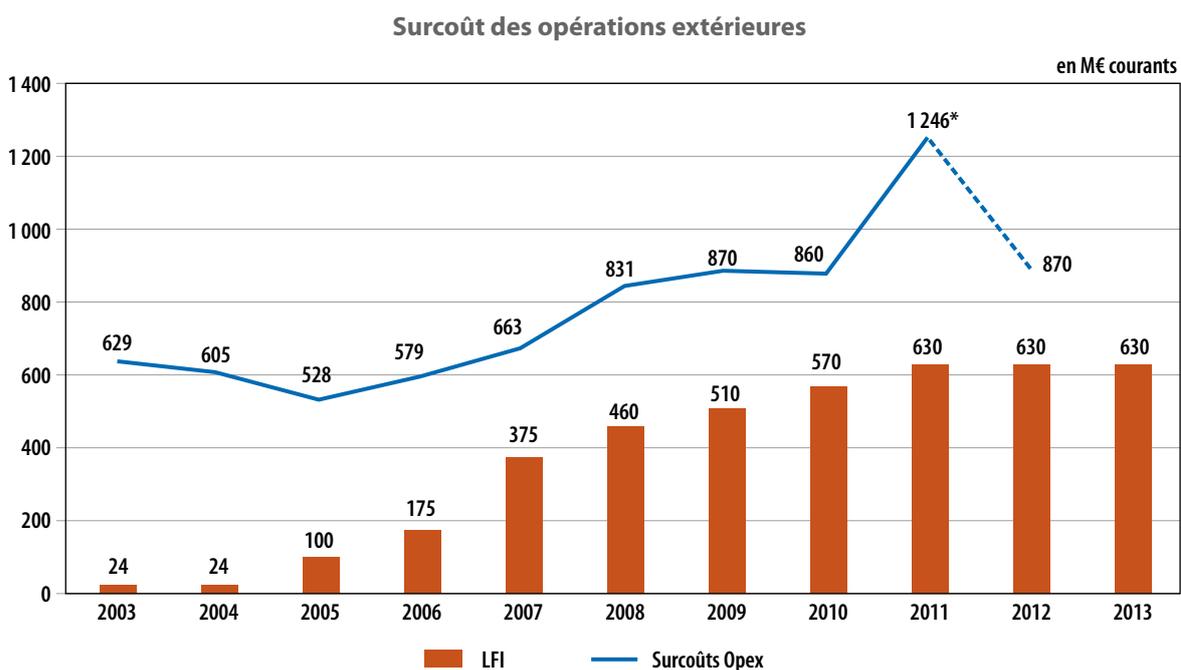


2.6 Les surcoûts des opérations extérieures

La prévision des surcoûts des Opex pour 2012 s'élève actuellement à 870 M€ environ, soit une stabilisation des surcoûts par rapport aux années antérieures (878 M€ en 2011 hors Harmattan, 860 M€ en 2010 et 870 M€ en 2009).

Le montant de la provision budgétaire prévue pour financer les Opex a atteint, depuis 2011, 630 M€. Elle est maintenue à ce niveau pour 2013.

En 2013, comme depuis 2009, le financement résiduel éventuel de surcoûts Opex ne pèsera pas sur les crédits d'équipement de la défense, mais devrait bénéficier d'un abondement interministériel.

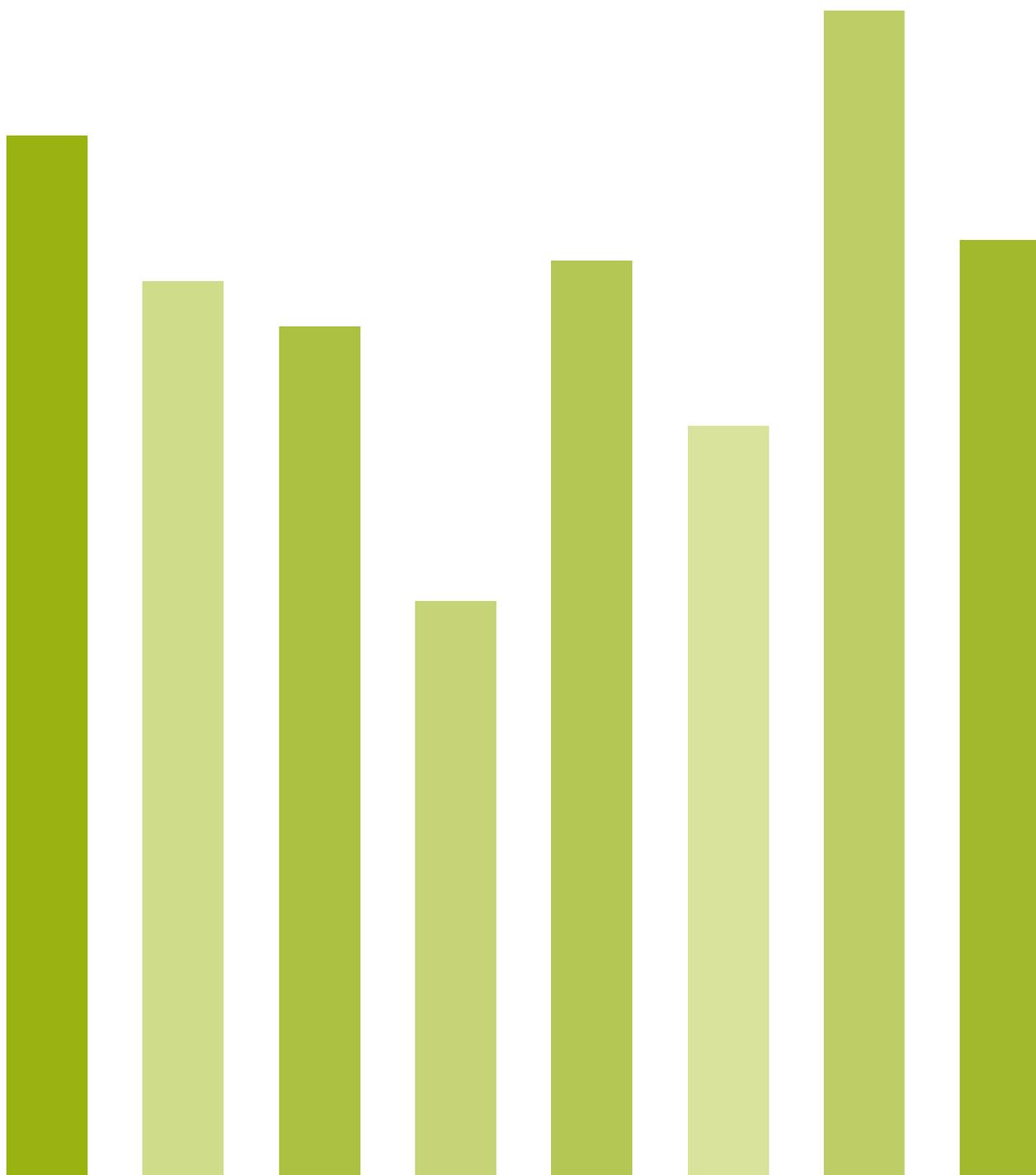


* Pour 2011, dont opération Harmattan en Libye.

3. LES MOYENS DE LA DÉFENSE

Ce chapitre est consacré aux moyens de la défense. Il regroupe des données sur les principaux équipements des trois armées (3.1), le domaine immobilier de la défense en métropole (3.2) ainsi que les bases de défense (3.3).

La réduction du patrimoine immobilier de défense se poursuit en 2012 (60 biens cédés représentant une superficie de 561 hectares).



3.1 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2012

3.1.1 Les principaux équipements de l'armée de terre

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Blindés	7 299	Artillerie classique	341
Chars de combat		Canons de 155 mm (Caesar, AUF1 & TRF1)	150
Leclerc	254	VOA	99
		Mortiers de 120 mm	92
Blindés chenillés			
VHM	27	Équipement du combattant	7 143
DCL (dépanneurs)	18	Félin	
AMX 30D	58		
AMX 10P	158	Systèmes d'armes antichars	1 138
EBG & SDPMAC ⁽¹⁾	54 (42+12)	Postes de tir Milan	540
		Hot	30
Blindés à roues		Eryx	492
AMX 10 RCR	256	Javelin	76
ERC 90 Sagaie	152		
VBCI	390	Hélicoptères	307
Transport de troupes (VAB tout type)	3 170	Gazelle tout type	153
Petits véhicules protégés (PVP)	1 133	Tigre	30
Véhicules blindés légers (VBL-VB2L)	1 610	Cougar	23
Aravis	14	Puma SA 330	92
Buffalo	5	Caracal	8
		Caïman	1
		Systèmes d'armes sol-air	226
		Postes de tir Mistral	226

Source: SIRPA terre

(1) Systèmes de déminage pyrotechnique pour mines antichars.

3.1.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Avions de combat	273	Avions de liaison	27
Rafale (polyvalents)	58	A330, Falcon 7X, Falcon 900 et Falcon 50 (avions à usage gouvernemental)	7
Mirage 2000 N (nucléaire et assaut conventionnel)	23		
Mirage D et Mirage F1 CT (assaut conventionnel)	67	TBM 700 et DHC6 (avions de liaison)	20
Mirage 2000-5 et Mirage 2000 C (défense aérienne)	48	Avions de formation et d'entraînement	88
		Alphajet (formation des pilotes de chasse)	65
Mirage F1 CR (reconnaissance tactique)	17	Xingu (formation des pilotes de transport)	23
Mirage 2000 B et Mirage F1 B (transformation)	10		
		Équipes de présentation	15
Flotte d'expérimentation	16	Alphajet (patrouille de France)	12
Rafale	5	Extra 300 (avions de voltige)	3
Mirage 2000	8		
Alphajet	3	Hélicoptères	84
		Fennec (défense aérienne - mesures actives de sûreté aérienne)	41
Avions de transport	82		
Airbus 340 et Airbus 310 (transport stratégique)	5	Caracal et Cougar (recherche et sauvetage au combat)	13
C160 et C130 (transport tactique)	53		
CN 235 (cargos légers)	24	Super Puma/Puma (transport)	30
Avions de support opérations	20	Drones	4
C135 FR et KC 135 R (avions ravitailleurs)	14	Harfang	4
E-3F SDCA (détection, commandement et contrôle aéroportés)	4		
		Systèmes d'armes sol-air	20
C 160G (recueil de renseignement électromagnétique)	2	Crotale NG	12
		SAMP/T	8

Source : SIRPA air

3.1.3 Les principaux équipements de la marine nationale

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
Bâtiments de combat et de soutien	75	Groupe aérien embarqué	62
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE)	4	Super-Étendard modernisés	30
Sous-marins nucléaires d'attaque (SNA)	6	Rafale (dont 10 F1)	32
Porte-avions	1		
Bâtiments de projection et de commandement (BPC)	3	Aviation de patrouille maritime	22
Frégates de premier rang ⁽¹⁾	17	Atlantique 2	22
Frégates de surveillance	6		
Patrouilleurs de haute mer ⁽²⁾	19	Surveillance maritime	10
Transport de chaland de débarquement (TCD)	1	Falcon 200	5
Bâtiments de guerre des mines	11	Falcon 50	5
Bâtiments de soutien logistique ⁽³⁾	4		
Bâtiments de transport légers	3	Hélicoptères de combat et de sauvetage	48
		Lynx	22
Moyens amphibies	20	Panther/HC4	16
CDIC, CTM, EDA	20	Dauphin Pedro	3
		Caïman	7
Police et surveillance	30		
Patrouilleurs et vedettes de gendarmerie ⁽⁴⁾	30	Hélicoptères de service public	10
		EC 225	2
Information nautique	5	Dauphin SP	8
Bâtiments océanographiques	2		
Bâtiments hydrographiques	3	Aviation de soutien maritime	56
		Alouette III	25
Déminage surveillance des chenaux	7	Falcon 10	6
Bâtiments bases pour plongeurs-démineurs	4	Xingu	11
Bâtiments remorqueurs de sonar	3	Rallye	7
		Cap 10	7
Bâtiments auxiliaires	13	⁽¹⁾ 2 frégates de défense aérienne Horizon, 2 frégates antiaériennes, 7 frégates anti-sous-marines, 5 frégates La Fayette. ⁽²⁾ 9 avisos, 5 P400, 5 patrouilleurs de service public. ⁽³⁾ 3 bâtiments de commandement et de ravitaillement et 1 pétrolier ravitailleur. ⁽⁴⁾ 5 patrouilleurs (gendarmerie nationale), 25 vedettes côtières (gendarmerie nationale). ⁽⁵⁾ 4 remorqueurs d'intervention pour l'assistance et le sauvetage, 2 remorqueurs de haute mer, 3 bâtiments de soutien région, 4 bâtiments de soutien d'assistance et de dépollution. ⁽⁶⁾ 8 bâtiments-écoles, 2 bâtiments d'instruction navale, 4 voiliers.	
Bâtiments d'assistance, de sauvetage, de soutien, antipollution et remorqueurs de haute mer ⁽⁵⁾	13		
Formation et entraînement	14		
Bâtiments-écoles et voiliers ⁽⁶⁾	14		
Bâtiments scientifiques	3		
Bâtiments d'essais et d'expérimentation	3		

Source: SIRPA marine

3.2 Le domaine immobilier de la défense en métropole

La réduction du patrimoine de la défense s'est poursuivie entre 2011 et 2012, pour atteindre 3 704 biens représentant une superficie totale de 248 115 hectares.

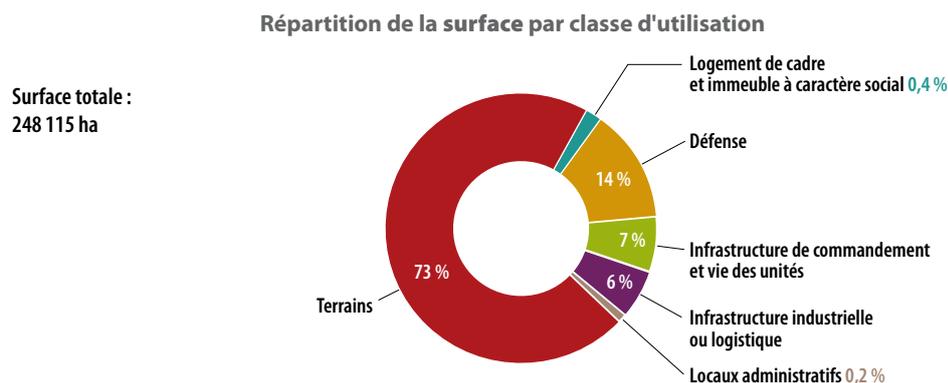
Les mouvements se décomposent ainsi :

- 56 biens ont fait l'objet d'une cession totale ou d'un transfert vers d'autres services de l'État (notamment la caserne Lourcine), pour une superficie globale de 393 hectares;
- 30 cessions partielles, représentant 123 hectares;
- 4 transferts à titre gratuit au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL) pour une superficie de 45 hectares.

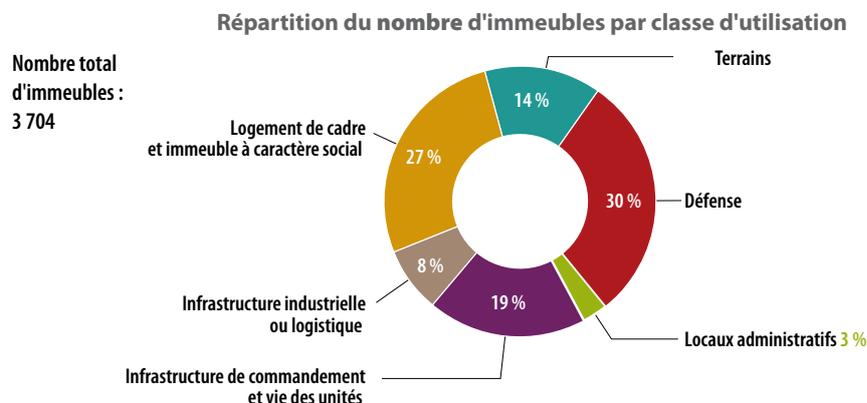
La poursuite du processus de cession ne bouleverse pas les grands équilibres :

- l'armée de terre demeure le principal utilisateur du domaine de la défense (69 %);
- la majorité des emprises reste concentrée dans l'est du pays (61 % pour le Nord-Est et le Sud-Est).

3.2.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2012



Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)



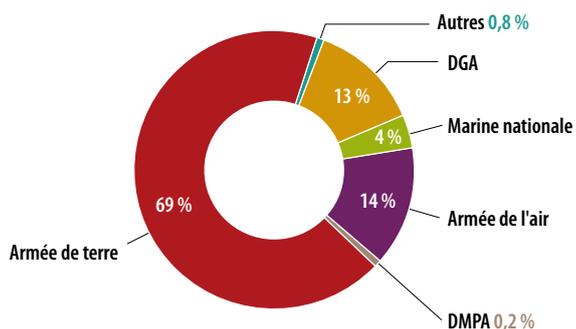
Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

3.2.2 La répartition du domaine par attributaire au 31 décembre 2012

Dans le cadre de la réforme de la politique immobilière, la notion d'attributaire a été supprimée au profit de celles d'utilisateur et d'occupant. Afin de permettre une comparaison des statistiques entre 2011 et 2012 elle demeure utilisée dans ce bilan, qui sera remanié pour l'année 2013.

Répartition de la surface d'emprise occupée par attributaire

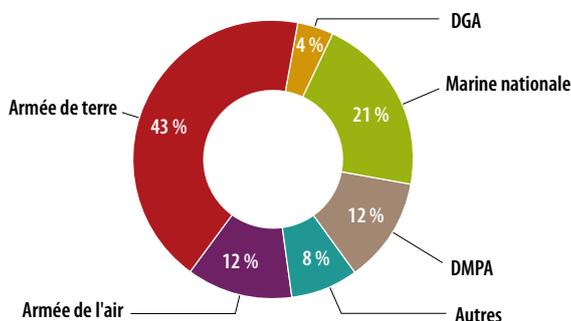
Surface totale :
248 115 ha



Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

Répartition du nombre d'immeubles par attributaire unique ou prépondérant

Nombre total
d'immeubles :
3 704

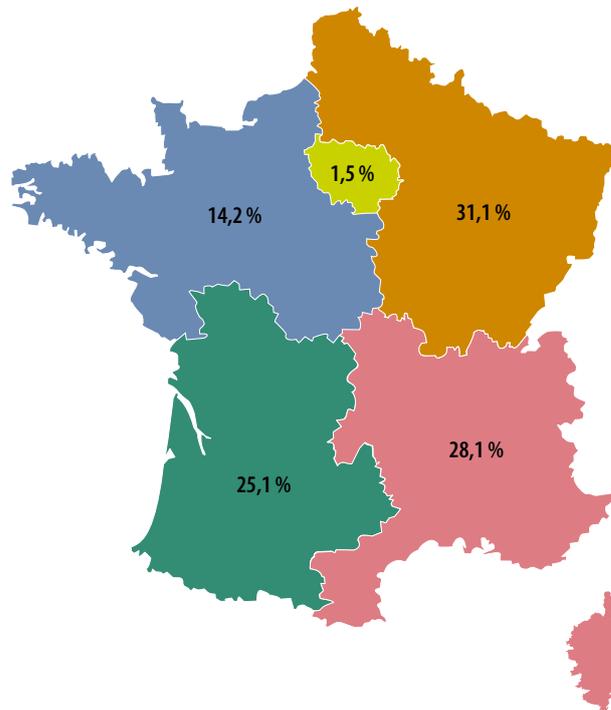


Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

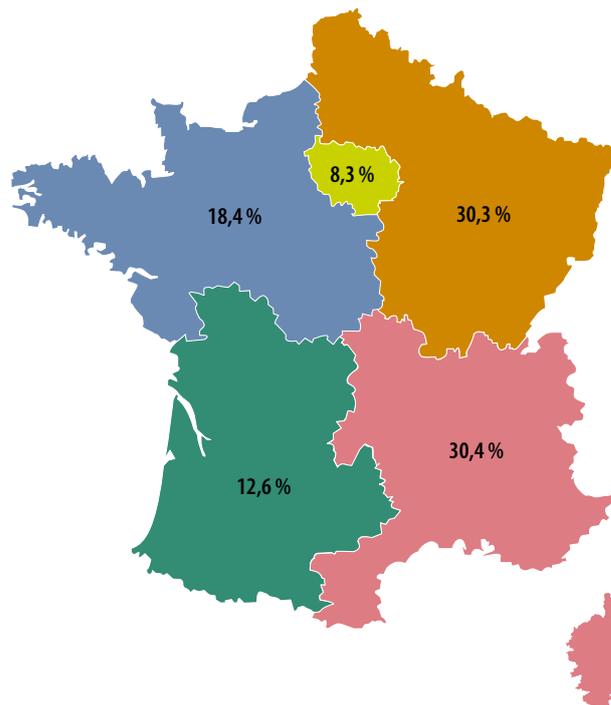
3.2.3 La répartition du domaine immobilier de la défense en métropole par région militaire au 31 décembre 2012*

* Découpage géographique des régions terre, tous attributaires confondus.

Répartition de la surface par région



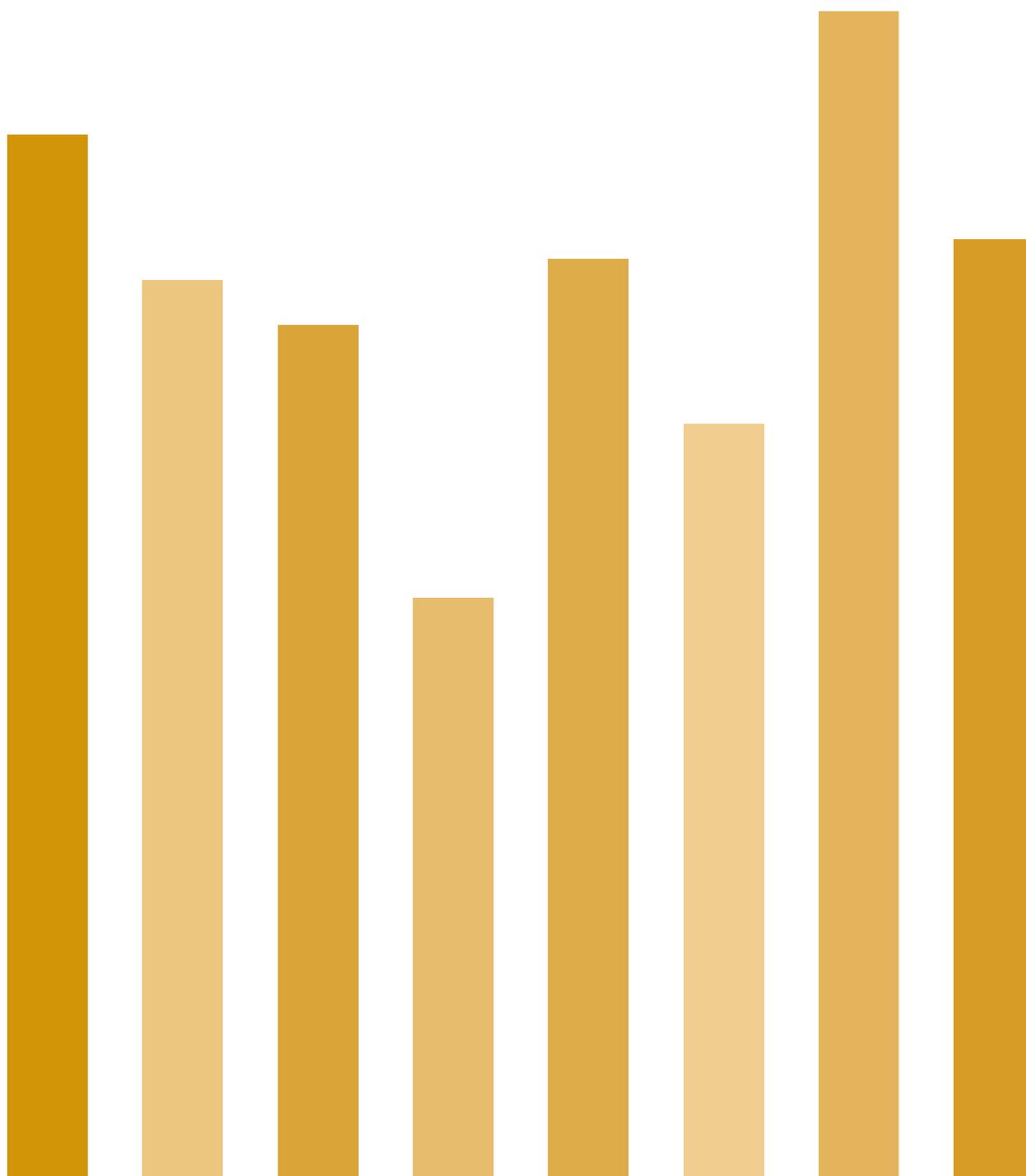
Répartition du nombre d'immeubles par région



Source : ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

4. LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE

Les résultats exposés sont issus de plusieurs traitements dont le principal est le recensement des agents de la défense, réalisé par la cellule statistique de l'Observatoire économique de la défense.



4.1 L'évolution des effectifs du ministère de la Défense en France

4.1.1 Les effectifs du ministère de la Défense : personnel civil et personnel militaire en activité

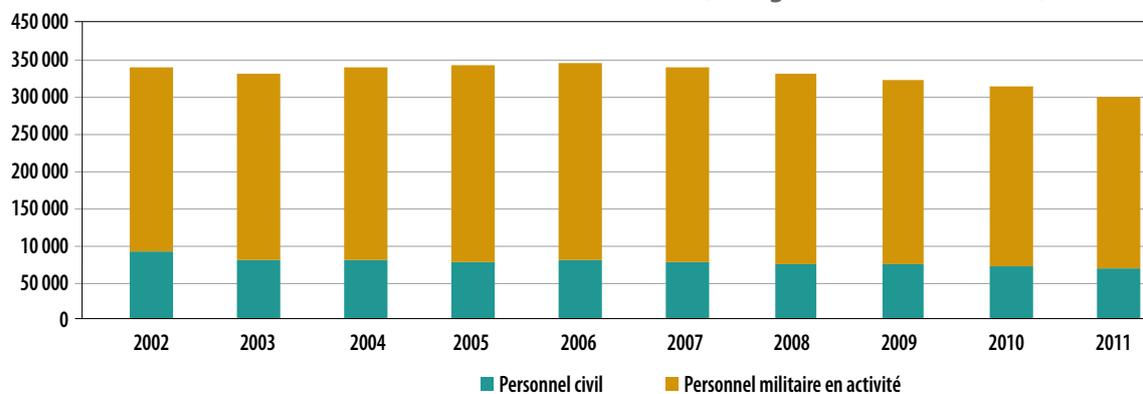
Évolution des effectifs totaux de la défense (hors gendarmerie nationale)

Année	Civils	Personnel militaire en activité	Total
2002	91 726	246 414	338 140
2003	79 417 ⁽¹⁾	250 724	330 141
2004	78 692	260 259	338 951
2005	77 616	263 112	340 728
2006	78 813	264 876	343 689
2007	77 779	262 353	340 132
2008	74 728	256 466	331 194
2009	72 407	249 866	322 273
2010	69 990	242 366	312 356
2011	67 837	230 403	298 240

Sources : ministère de la Défense, DRH-MD/Service de la politique générale des ressources humaines (SPGRH)/EP (civils), OED (militaires)

(1) Hors ouvriers DCN.

Évolution des effectifs totaux de la défense (hors gendarmerie nationale)



4.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité

Effectif moyen du personnel militaire en activité des trois armées, de la DGA et des autres services, par catégorie de grade en 2011

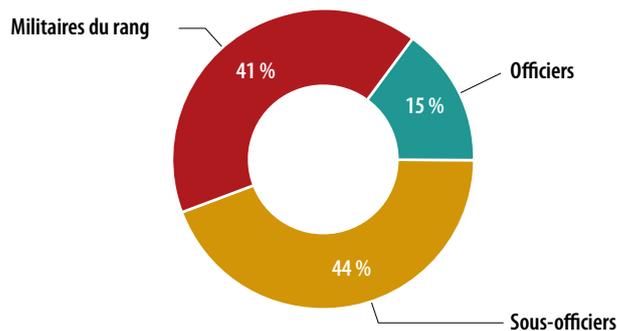
Catégorie	Terre	Marine nationale	Air	DGA	Autres ¹	Total
Officiers	15 873	4 220	7 969	1 907	4 798	34 767
Sous-officiers	41 240	21 488	29 989	88	9 318	102 121
Militaires du rang	62 322	8 295	14 579	21	8 298	93 515
Total	119 434	34 002	52 537	2 015	22 414	230 403

Source: ministère de la Défense, OED

(1) Administration centrale, affaires pénales, SSA, SEA, PPE, CGA et hors budget.

NB: les nombres ont été arrondis à l'unité supérieure.

Ensemble du personnel militaire en activité



Évolution des volontaires des trois armées et des autres services

Année	Terre	Marine nationale	Air	Autres services ministériels ⁽¹⁾	Total
2002	3 031	1 252	841	270	5 394
2003	2 951	1 441	1 210	361	5 963
2004	1 889	1 592	1 171	392	5 044
2005	1 631	1 369	1 001	403	4 404
2006	1 752	1 369	930	367	4 418
2007	1 905	1 328	594	353	4 180
2008	1 517	1 220	506	289	3 532
2009	1 057	1 037	487	802	3 383
2010	1 026	909	403	773	3 111
2011	999	945	276	719	2 939

Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

(1) SSA, DGA... Pour 2009, 2010 et 2011, sont pris en compte les effectifs militaires de la gendarmerie nationale placés sous PME A du ministère de la Défense.

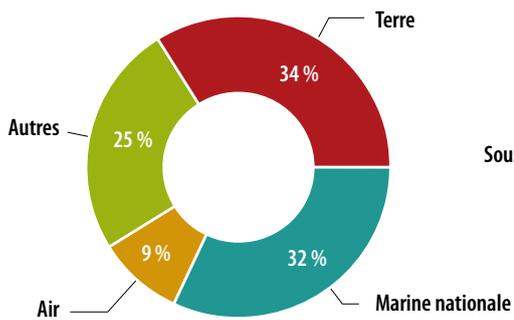
Répartition des volontaires des trois armées et des autres services par catégorie de grade en 2011

Catégorie	Terre	Marine nationale	Air	Autres services ministériels ¹	Total
Officiers	3	98	51	11	163
Sous-officiers	0	0	28	36	64
Militaires du rang	996	847	197	672	2712
Total	999	945	276	719	2939

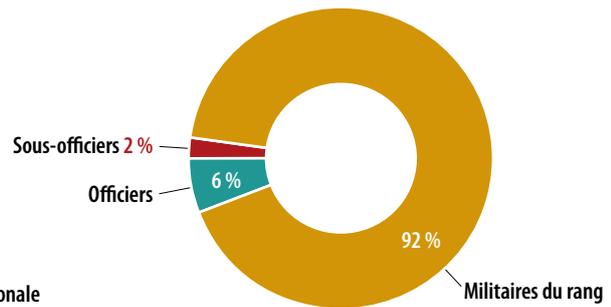
Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

(1) Administration centrale, affaires pénales, SSA, SEA, PPE, CGA et hors budget.

Répartition des volontaires par institution



Répartition des volontaires par catégorie



4.1.3 Les effectifs civils

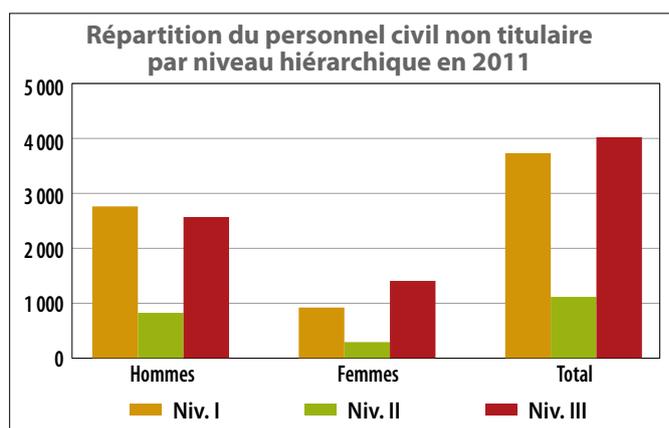
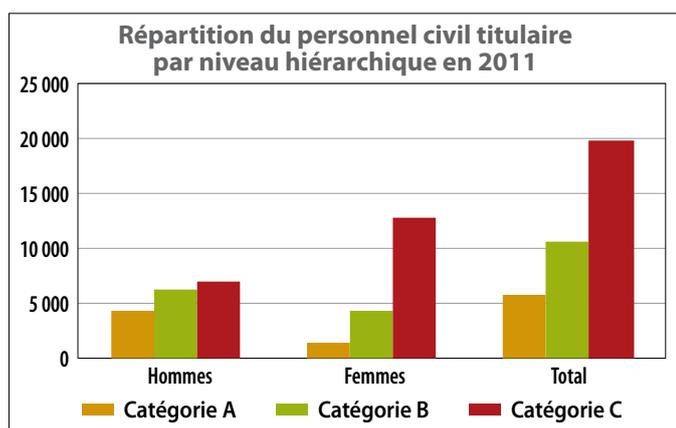
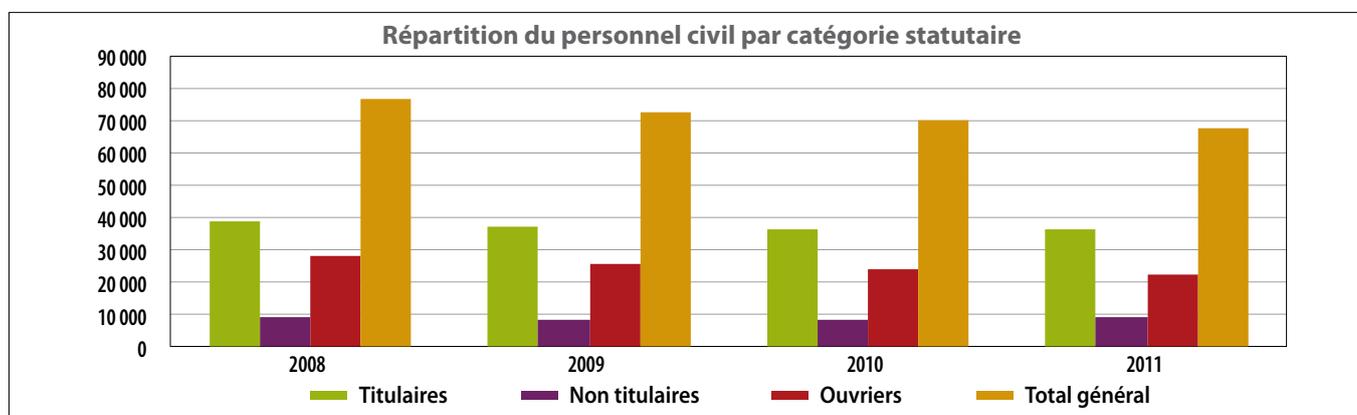
Évolution du personnel civil par statut

en EPTmoyens annuels

Catégorie	2008			2009			2010			2011			
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Titulaires	Cat. A	3 812	1 403	5 215	3 975	1 268	5 243	4 241	1 367	5 608	4 404	1 416	5 820
	Cat. B	6 504	4 608	11 112	6 363	4 195	10 558	6 090	4 075	10 165	6 286	4 224	10 510
	Cat. C	7 528	15 432	22 960	8 566	13 016	21 582	7 160	13 782	20 942	6 983	12 889	19 872
	Sous-total	17 844	21 443	39 287	18 904	18 479	37 383	17 491	19 224	36 715	17 673	18 529	36 202
Non titulaires	Niv. I	2 405	850	3 255	2 484	781	3 265	2 633	883	3 516	2 829	966	3 795
	Niv. II	912	346	1 258	967	250	1 217	920	259	1 179	855	298	1 153
	Niv. III	3 505	1 069	4 574	3 374	1 077	4 451	2 978	1 247	4 225	2 620	1 462	4 082
	Sous-total	6 822	2 265	9 087	6 824	2 109	8 933	6 531	2 389	8 920	6 304	2 726	9 030
Total	24 666	23 708	48 374	25 728	20 588	46 316	24 022	21 613	45 635	23 977	21 255	45 232	
Ouvriers	23 397	4 816	28 213	21 656	4 434	26 090	20 326	4 029	24 355	19 013	3 592	22 605	
Total général	48 063	28 524	76 587	47 384	25 023	72 407	44 348	25 642	69 990	42 990	24 847	67 837	

NB : l'écart marginal parfois constaté dans les totaux est dû aux arrondis.

Source : DRH-MD/SPGRH/PRH



4.2 La démographie du personnel militaire de la défense

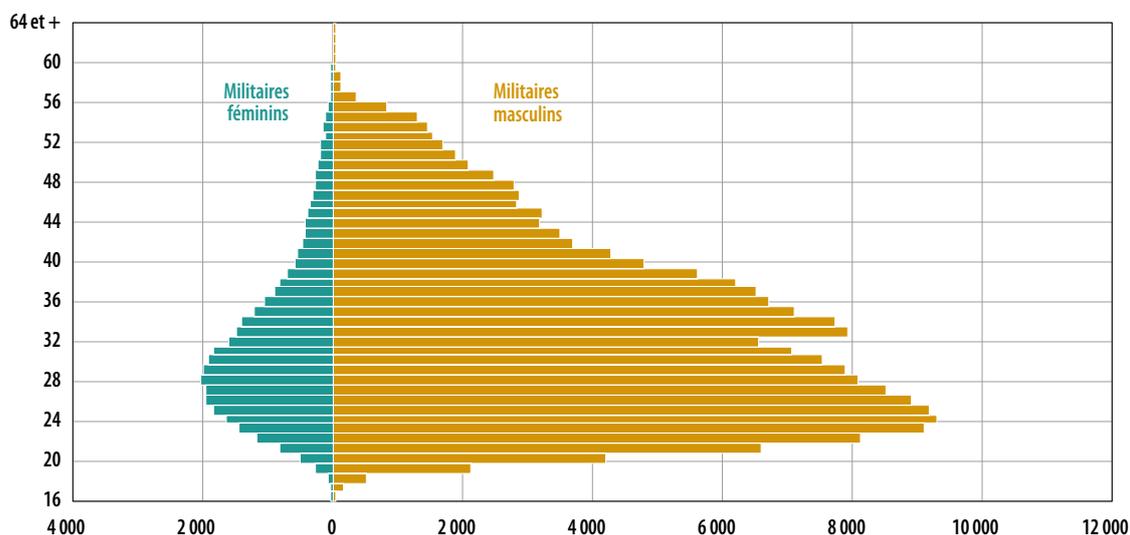
4.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2011

Répartition du personnel militaire en activité, par tranche d'âge et par sexe (effectif moyen)

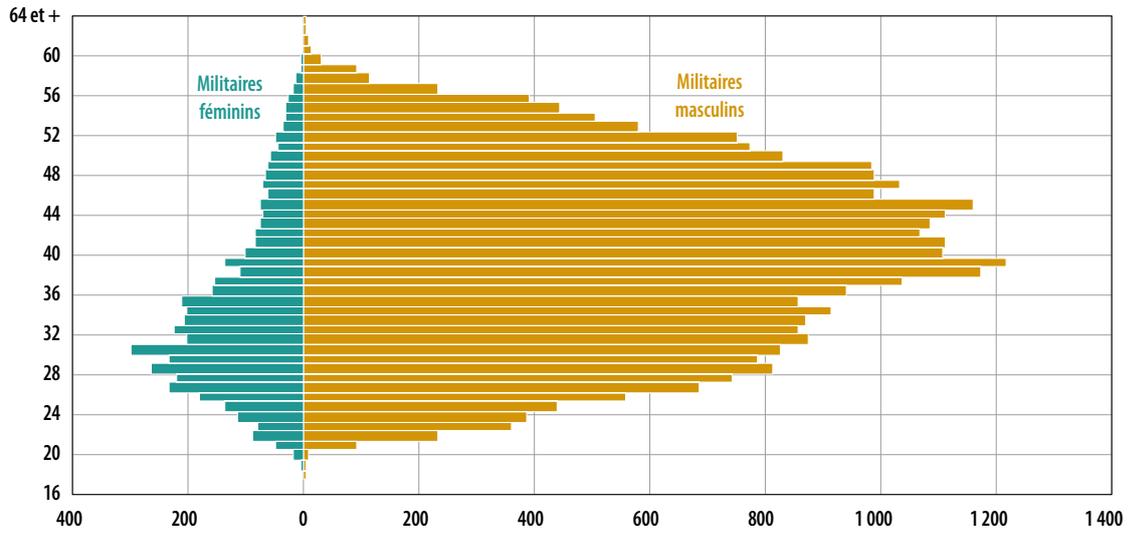
Âge	Hommes		Femmes		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
de 16 à 20 ans	6 997	3,6	916	2,7	7 913	3,4
de 21 à 25 ans	42 241	21,5	6 947	20,4	49 189	21,3
de 26 à 30 ans	40 871	20,8	9 865	29,0	50 736	22,0
de 31 à 35 ans	36 359	18,5	7 575	22,3	43 934	19,1
de 36 à 40 ans	29 792	15,2	4 085	12,0	33 877	14,7
de 41 à 45 ans	17 850	9,1	2 239	6,6	20 089	8,7
de 46 à 50 ans	12 982	6,6	1 479	4,3	14 461	6,3
de 51 à 55 ans	7 839	4,0	795	2,3	8 634	3,7
de 56 à 60 ans	1 422	0,7	117	0,3	1 539	0,7
plus de 60 ans	32	0,0	0	0,0	32	0,0
Total	196 385	100,0	34 018	100,0	230 403	100,0

Source: ministère de la Défense, OED

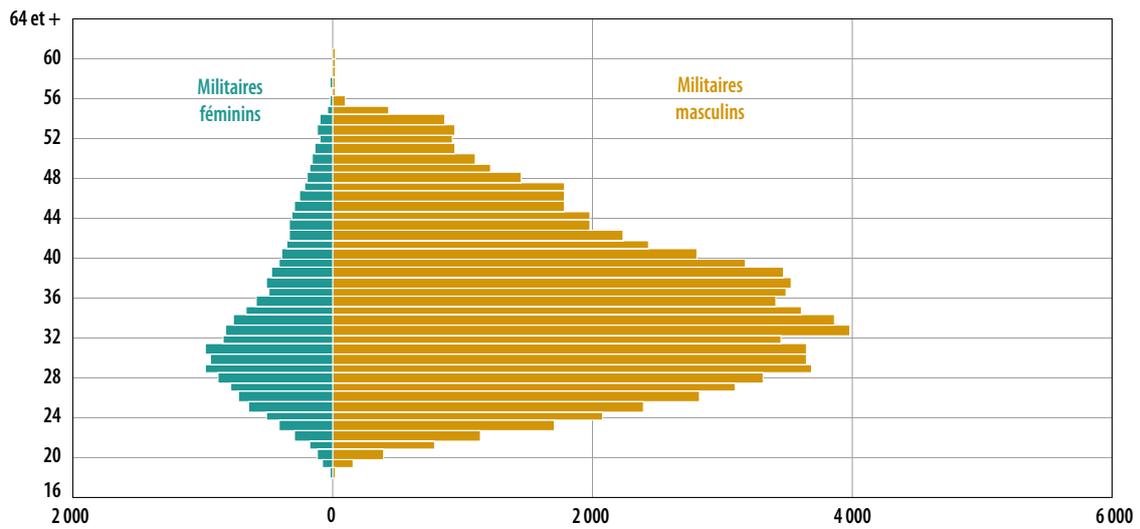
Pyramide des âges des militaires



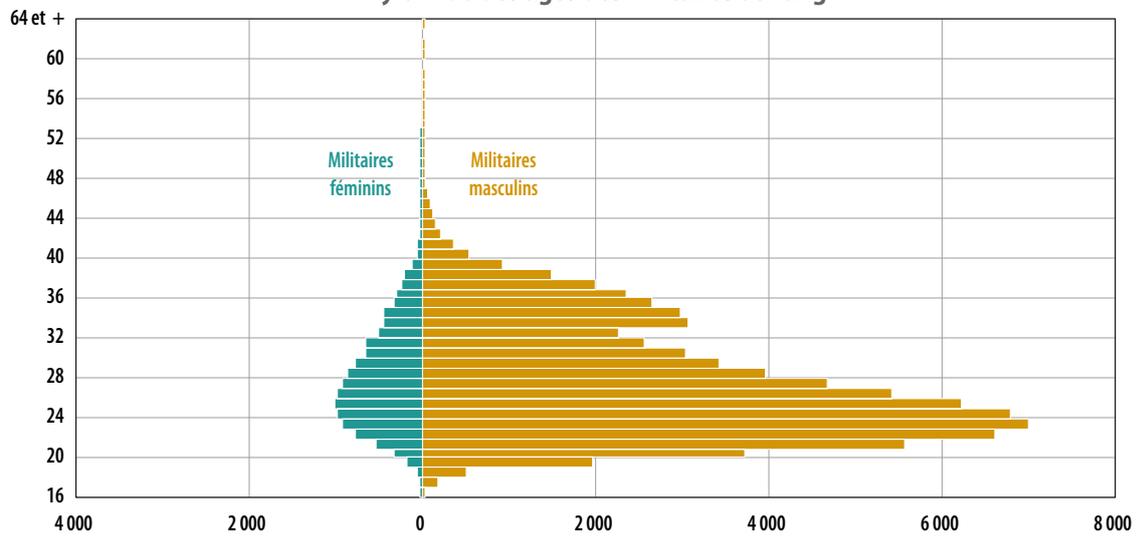
Pyramide des âges des officiers



Pyramide des âges des sous-officiers



Pyramide des âges des militaires du rang



4.3 Les rémunérations

4.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité

Rémunération mensuelle moyenne imposable du personnel militaire en activité,
par armée et par service en 2011

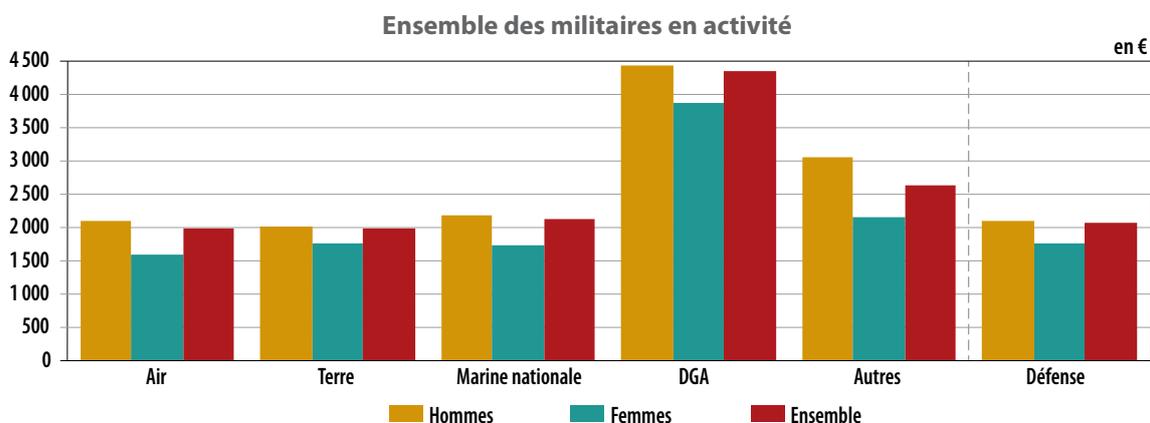
en €

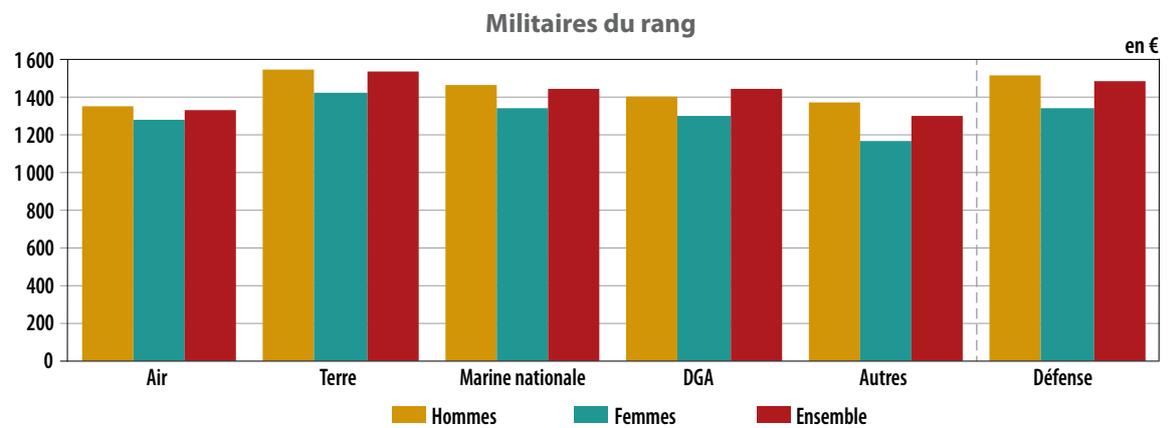
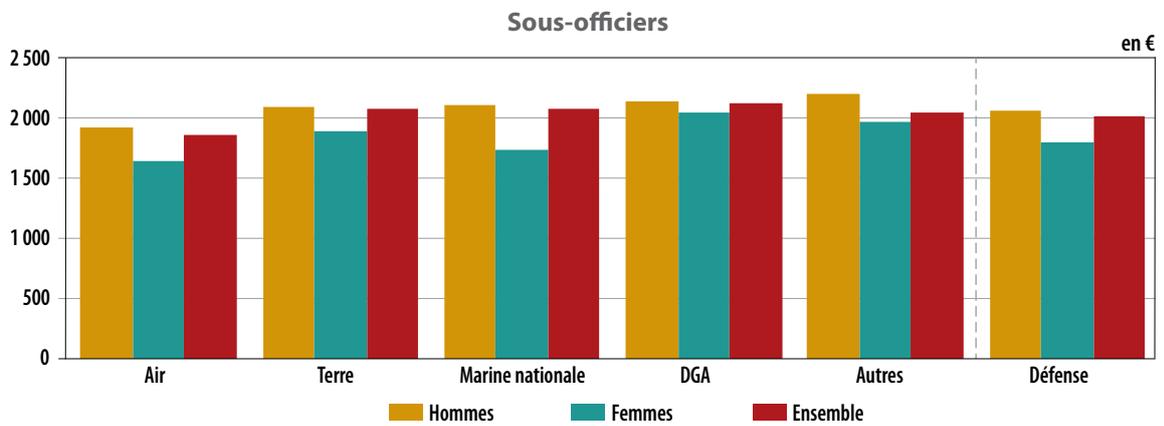
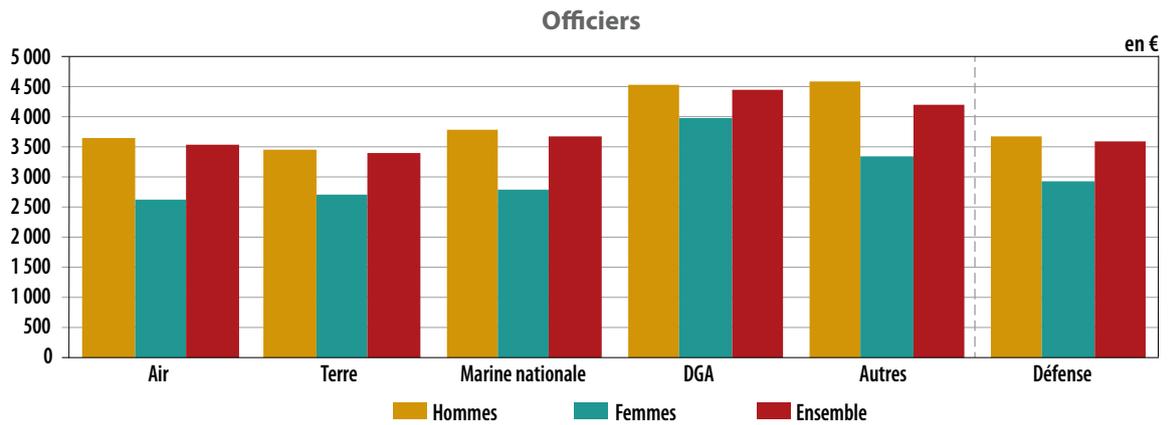
Appartenance	Par sexe		Par grade			Ensemble
	Hommes	Femmes	Officiers	Sous-officiers	MDR	
Air	2 094	1 580	3 560	1 876	1 338	1 982
Terre ⁽¹⁾	2 004	1 773	3 427	2 083	1 543	1 980
Marine nationale	2 189	1 734	3 711	2 086	1 448	2 132
DGA*	4 420	3 880	4 488	2 140	1 452	4 347
Autres	3 062	2 148	4 251	2 066	1 303	2 632
Ensemble	2 109	1 772	3 627	2 027	1 494	2 057

Source: ministère de la Défense, OED

(1) En raison des difficultés rencontrées avec la mise en place de Louvois, les rémunérations mensuelles moyennes imposables n'ont pas pu être calculées au quatrième trimestre 2011 pour l'armée de terre. Il a donc été décidé d'appliquer à l'armée de terre une augmentation unilatérale de 1,335 % par rapport à l'année 2010 correspondant à la moyenne de l'évolution enregistrée pour l'armée de l'air et la marine nationale. Pour la même raison, les tableaux de ventilation par tranche de revenu imposable et par région n'ont pas pu être réalisés.

* Pour la DGA, le revenu est le salaire moyen net (toutes les indemnités, y compris les non imposables, sont incluses).





4.4 Les retraites et les pensions

4.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit)

Catégorie	effectifs physiques									
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ⁽¹⁾	2011 ⁽¹⁾
Officiers	60 406	60 310	60 797	60 981	60 835	60 077	60 140	60 038	60 109	60 200
Sous-officiers	265 561	267 237	270 300	271 456	271 706	269 221	269 598	271 095	272 941	274 893
Militaires du rang (et non-assimilés*)	28 610	29 176	27 856	28 679	29 762	30 560	32 439	34 369	36 668	39 293
Total militaires	354 577	356 723	358 953	361 116	362 303	359 858	362 177	365 502	369 718	374 386
Fonctionnaires	20 563	21 007	23 429	23 579	23 990	24 473	24 809	25 110	25 486	26 015
Ouvriers	64 515	64 034	62 696	62 024	61 677	61 241	61 801	61 747	61 674	61 686
Total civils	85 078	85 041	86 125	85 603	85 667	85 714	86 610	86 857	87 160	87 701
Total pensionnés	439 655	441 764	445 078	446 719	447 970	445 572	448 787	452 359	456 878	462 087

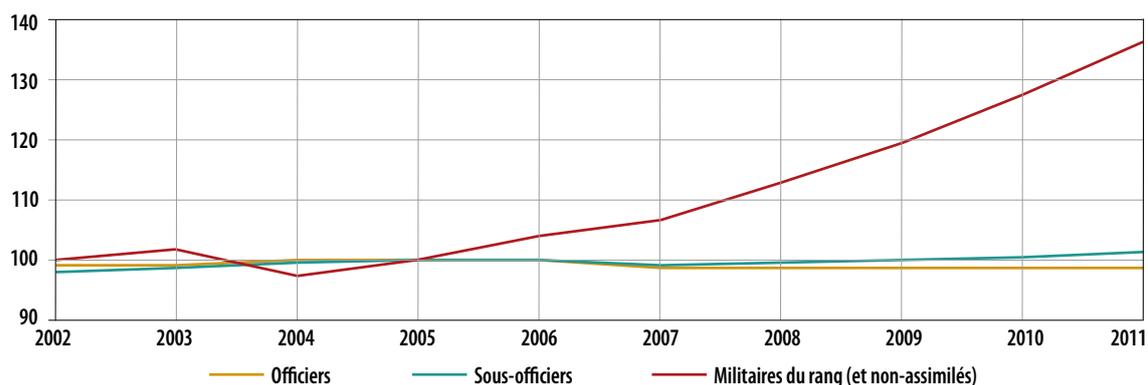
Sources : DRH-MD/Service de l'accompagnement professionnel et des pensions (SA2P)/P

(1) Chiffres non consolidés.

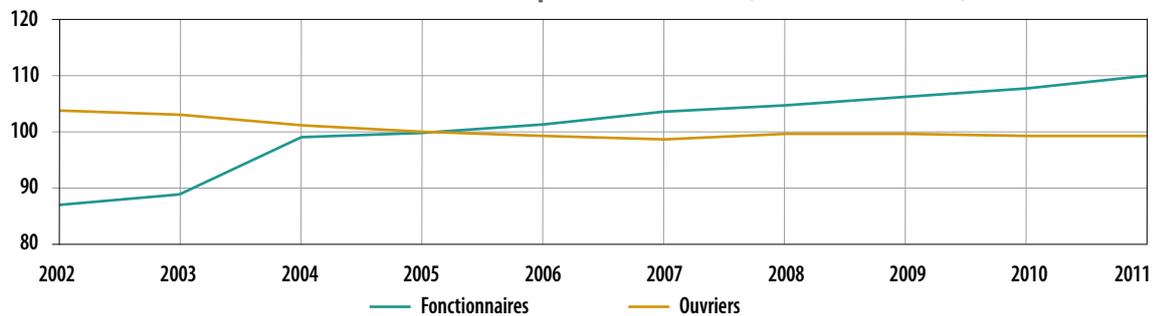
Ces chiffres sont ceux hors pensions cristallisées ; ils ne prennent pas en compte les pensions versées à des militaires ou à des civils ayant servi l'État français et appartenant à des pays ayant accédé à l'indépendance.

* Les « non-assimilés » appartiennent à la catégorie militaire, mais n'ont pas de grade ; ils ont servi durant les dernières guerres dans des emplois fonctionnels.

Évolution du nombre de pensionnés militaires (base 100 en 2005)



Évolution du nombre de pensionnés civils (base 100 en 2005)



4.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs

Effectifs de pensionnés et d'actifs

		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
L1	Militaires d'active (en milliers) ¹	339,5	347,5	358,1	361,1	364,0	362,5	357,1	349,5	339,6	326,7
L2	Personnel civil défense (en milliers) ²	93,4	81,2	80,6	79,5	80,7	79,6	76,6	72,4	70,0	67,8
L3	Nombre total agents État (en milliers) ³	2 317	2 326	2 331	2 314	2 273	2 194	2 106	2 041	nc	nc
L4	Emploi intérieur total (en milliers) ³	26 104,5	26 137,0	26 175,5	26 348,7	26 633,5	27 005,6	27 137,3	26 782,7	26 766,2	26 891,2
L5	Pensionnés militaires (ayants droit) (en milliers) ²	354,6	356,7	359,0	361,1	362,3	359,9	362,2	365,5	369,7	374,4
L6	Pensionnés civils défense (ayants droit) (en milliers) ²	85,1	85,0	86,1	85,6	85,7	85,7	86,6	86,9	87,2	87,7
L7	Pensionnés civils État (droits directs) ⁴	1 047,1	1 093,9	1 142,2	1 180,5	1 227,3	1 280,4	1 335,5	1 373,7	1 410,3	1 454,2
L8	Total pensionnés État (droits directs) ⁴	1 423,3	1 470,2	1 519,7	1 564,8	1 609,3	1 659,4	1 719,4	1 749,6	1 788,2	1 835,6
L9	Retraités (au niveau national) (en millions) ⁵	12,8	12,8	13,0	13,3	13,6	14,0	14,4	14,7	15,1	0,0
Ratio L5/L1	« Pensionnés militaires / militaires d'active »	103,9 %	104,4 %	102,7 %	100,2 %	100,0 %	99,5 %	99,3 %	101,4 %	104,6 %	108,9 %
Ratio L6/L2	« Pensionnés civils défense / effectif civil défense »	92,1 %	91,1 %	104,7 %	106,9 %	107,7 %	106,1 %	107,6 %	113,1 %	120,0 %	124,5 %
Ratio L6/L7	« Pensionnés civils Défense / pensionnés civils État »	8,5 %	8,1 %	7,8 %	7,5 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %	6,5 %	6,3 %	6,2 %
Ratio L8/L4	« Total pensionnés État / emploi intérieur total »	5,4 %	5,5 %	5,6 %	5,8 %	5,9 %	6,0 %	6,1 %	6,3 %	6,5 %	6,7 %
Ratio L7/L3	« Total pensionnés État / total agents État »	60,4 %	61,4 %	63,2 %	65,2 %	67,6 %	70,8 %	75,6 %	81,6 %	85,7 %	nc

Sources : 1. ministère de la Défense, OED

2. DRH-MD, Sous-direction des études et de la prospective (SDEP)

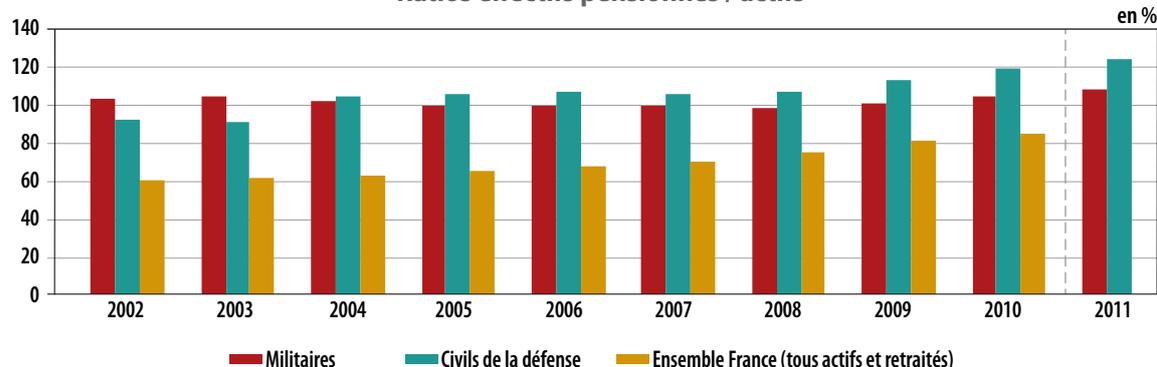
3. Insee

4. DGFIP, Service des retraites de l'État

5. ministère des Affaires sociales et de la santé, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et de la statistique (DREES)

* Chiffres provisoires.

Ratios effectifs pensionnés / actifs



4.5 La réserve militaire

La réserve militaire, mise en place par la loi du 22 octobre 1999, a vu son régime complété par la loi d'avril 2006 améliorant la réactivité de la réserve et ses conditions d'emploi. La réserve militaire est destinée à « renforcer les capacités des forces armées dont elle est une des composantes, entretenir l'esprit de défense et contribuer au maintien du lien entre la nation et ses forces armées ».

Ce dispositif comprend deux ensembles :

- la réserve opérationnelle, composée à la fois des volontaires ayant souscrit un Engagement à servir dans la réserve (ESR) et d'anciens militaires d'active ayant quitté le service depuis moins de 5 ans, dits « disponibles » et assujettis aux obligations de disponibilité si les besoins opérationnels l'exigeaient (rappel par décret de tout ou partie des disponibles),
- la réserve citoyenne, composée de volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience ou de leur intérêt pour les questions relevant de la défense nationale. Ils sont collaborateurs bénévoles du service public.

4.5.1 La réserve opérationnelle

Effectifs totaux (disponibles et volontaires sous ESR)

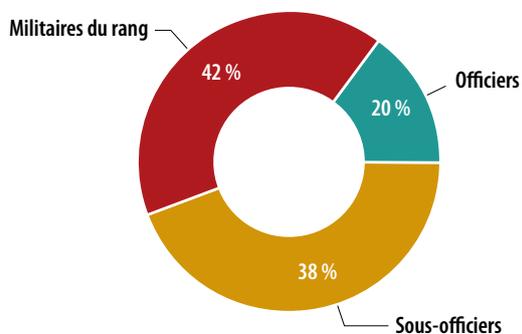
réalisés par armée, direction ou service (au 31 décembre de chaque année considérée)

Armée, direction, service	2004	2005	2006	2007	2008	2009			2010			2011		
	Total	Total	Total	Total	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total
Terre	27 381	18 443	19 098	30 453	60 848	42 810	17 225	60 035	42 871	16 987	59 858	39 765	16 006	55 771
Air	6 400	6 400	16 119	18 373	20 352	14 153	5 259	19 412	15 975	5 045	21 020	14 601	4 737	19 338
Marine nationale	5 162	6 293	21 523	7 339	20 425	16 198	6 012	22 210	15 289	6 477	21 766	15 914	5 519	21 433
Santé	2 291	2 558	3 285	3 930	4 553	1 327	3 780	5 107	1 647	3 869	5 516	1 624	3 326	4 950
Essences	291	275	339	379	405	332	91	423	340	78	418	373	77	450
DGA	0	28	50	63	81	0	117	117	612	148	760	553	111	664
Sous-total	41 525	33 997	60 414	60 537	106 664	74 820	32 484	107 304	76 734	32 604	109 338	72 830	29 776	102 606
Gendarmerie nationale	29 697	32 103	37 309	40 745	44 293	20 346	25 823	46 169	33 511	24 725	58 236	32 786	27 411	60 197
Total	71 222	66 100	97 723	101 282	150 957	95 166	58 307	153 473	110 245	57 329	167 574	105 616	57 187	162 803

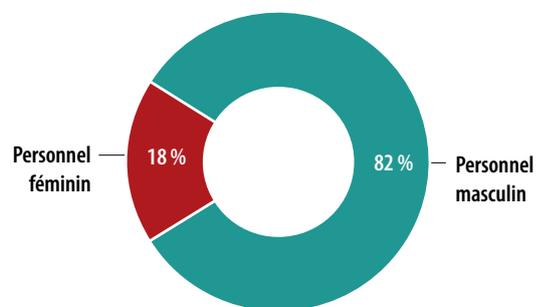
Source : Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

Disp. : disponibles - Volont. : volontaires.

Répartition par catégorie de grade
des réservistes opérationnels volontaires
sous ESR en 2011



Féminisation de la réserve
opérationnelle volontaire
sous ESR en 2011



Répartition des volontaires sous ESR par origine et par armée,
direction ou service (au 31 décembre de chaque année considérée)

Armée / Origine	Terre					Air					Marine nationale				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Anciens militaires	6 931	6 319	6 056	6 112	8 867	3 192	1 152	2 889	2 802	2 693	3 386	3 579	3 469	3 118	2 977
Anciens appelés du contingent	3 994	5 934	5 555	4 624	3 035	987	1 285	718	600	549	126	506	454	572	397
Volontaires (VSN)	56	93	90	41	0	56	37	89	14	16	575	60	57	98	62
Volontaires issus du civil	7 264	6 002	5 523	6 210	4 104	1 622	2 888	1 563	1 629	1 479	2 112	2 227	2 032	2 689	2 083
Total	18 245	18 348	17 224	16 987	16 006	5 260	5 362	5 259	5 045	4 737	6 199	6 372	6 012	6 477	5 519

Source: CSRM

Armée / Origine	Gendarmerie nationale					Service de santé					Service des essences				
	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011	2007	2008	2009	2010	2011
Anciens militaires	6 217	6 498	6 665	6 367	6 058	447	628	956	827	867	70	70	71	66	63
Anciens appelés du contingent	8 462	7 793	7 566	7 190	7 648	1 032	1 033	1 101	1 008	818	27	20	19	11	14
Volontaires (VSN)	2 035	2 165	2 040	1 966	2 769	8	14	43	85	176	0	0	0	0	0
Volontaires issus du civil	8 464	9 916	9 552	9 203	10 937	1 672	1 825	1 680	1 949	1 465	0	0	1	1	0
Total	25 178	26 372	25 823	24 725	27 411	3 159	3 500	3 780	3 869	3 326	97	90	91	78	77

Source: CSRM

4.5.2 La réserve citoyenne

Répartition des volontaires par armée, direction, délégation ou service (au 31 décembre de chaque année considérée)

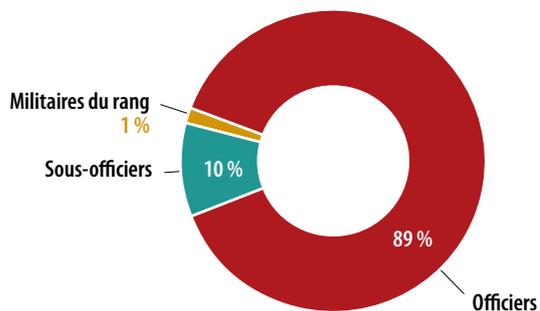
Année / Origine	2005	2006*	2007	2008	2009			2010				2011				
	Total	Total	Total	Total	Off.	Ss-off.	MDR	Total	Off.	Ss-off.	MDR	Total	Off.	Ss-off.	MDR	Total
Terre	370	396	570	641	627	70	5	702	596	71	6	673	628	77	7	712
Air	584	607	628	586	443	205	47	695	500	184	24	708	435	59	5	499
Marine nationale	26 437	10 719	12 414	333 ⁽¹⁾	292	71	15	378	177	15	0	192	217	17	0	234
Gendarmerie nationale	2 716	525	374	307	400	29	1	430	579	34	1	614	732	36	2	770
Santé	265	944	974	376	236	44	7	287	239	43	7	289	254	88	3	345
Essences	0	1	2	2	3	0	0	3	3	0	0	3	2	0	0	2
DGA	0	6	0	11	41	0	0	41	97	0	0	97	98	0	0	98
Total	30 372	13 198	14 962	2 256⁽¹⁾	2 042	419	75	2 536	2 191	347	38	2 576	2 366	277	17	2 660

Source: CSRM

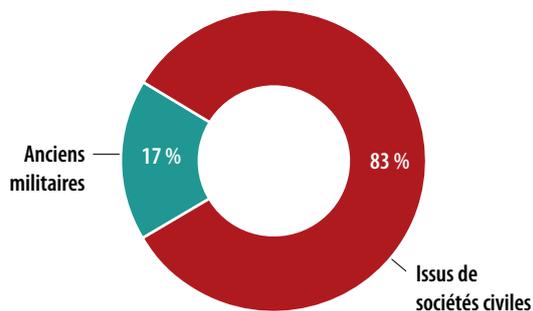
* Depuis la modification de l'organisation de la réserve en 2006, elle ne comporte plus que les seuls volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience, soucieux d'apporter leur soutien à la défense nationale, sans pour autant agir en qualité de militaire.

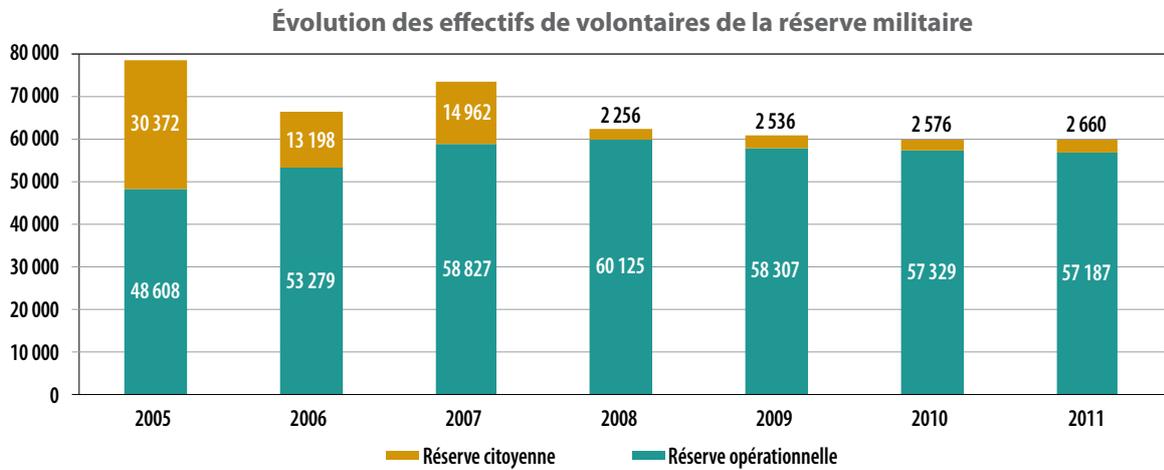
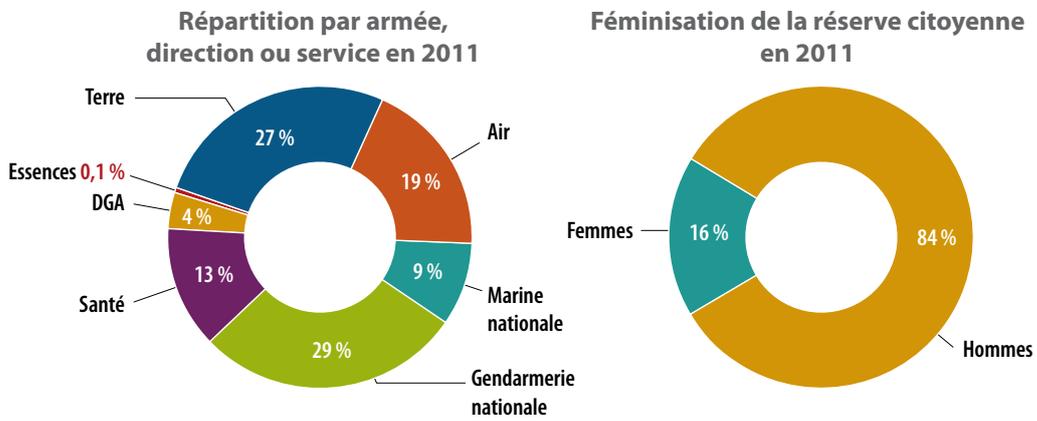
(1) Ce chiffre marque une baisse significative due en majeure partie aux volontaires de l'institution marine qui ne disposaient pas d'un agrément, d'où ce différentiel entre 2007 et 2008.

Répartition par catégorie de grade des réservistes citoyens en 2011



Origine des réservistes citoyens en 2011





4.6 Le poids de la défense par région

Région	Rémunération mensuelle moyenne imposable (en €)	Masse de rémunérations imposables (en M€)	Effectifs militaires moyens
Alsace	nd	nd	6 887
Aquitaine	nd	nd	14 736
Auvergne	nd	nd	2 888
Basse-Normandie	nd	nd	1 481
Bourgogne	nd	nd	2 995
Bretagne	nd	nd	21 281
Centre	nd	nd	12 863
Champagne-Ardenne	nd	nd	9 112
Corse	nd	nd	2 107
Franche-Comté	nd	nd	6 381
Haute-Normandie	nd	nd	1 927
Île-de-France	nd	nd	32 745
Languedoc-Roussillon	nd	nd	6 627
Limousin	nd	nd	1 159
Lorraine	nd	nd	15 499
Midi-Pyrénées	nd	nd	9 088
Nord-Pas-de-Calais	nd	nd	3 785
Pays de la Loire	nd	nd	5 129
Picardie	nd	nd	4 276
Poitou-Charentes	nd	nd	7 763
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	nd	nd	36 772
Rhône-Alpes	nd	nd	12 544
France métropolitaine	nd	nd	218 045

Source: ministère de la Défense, OED

5. LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE

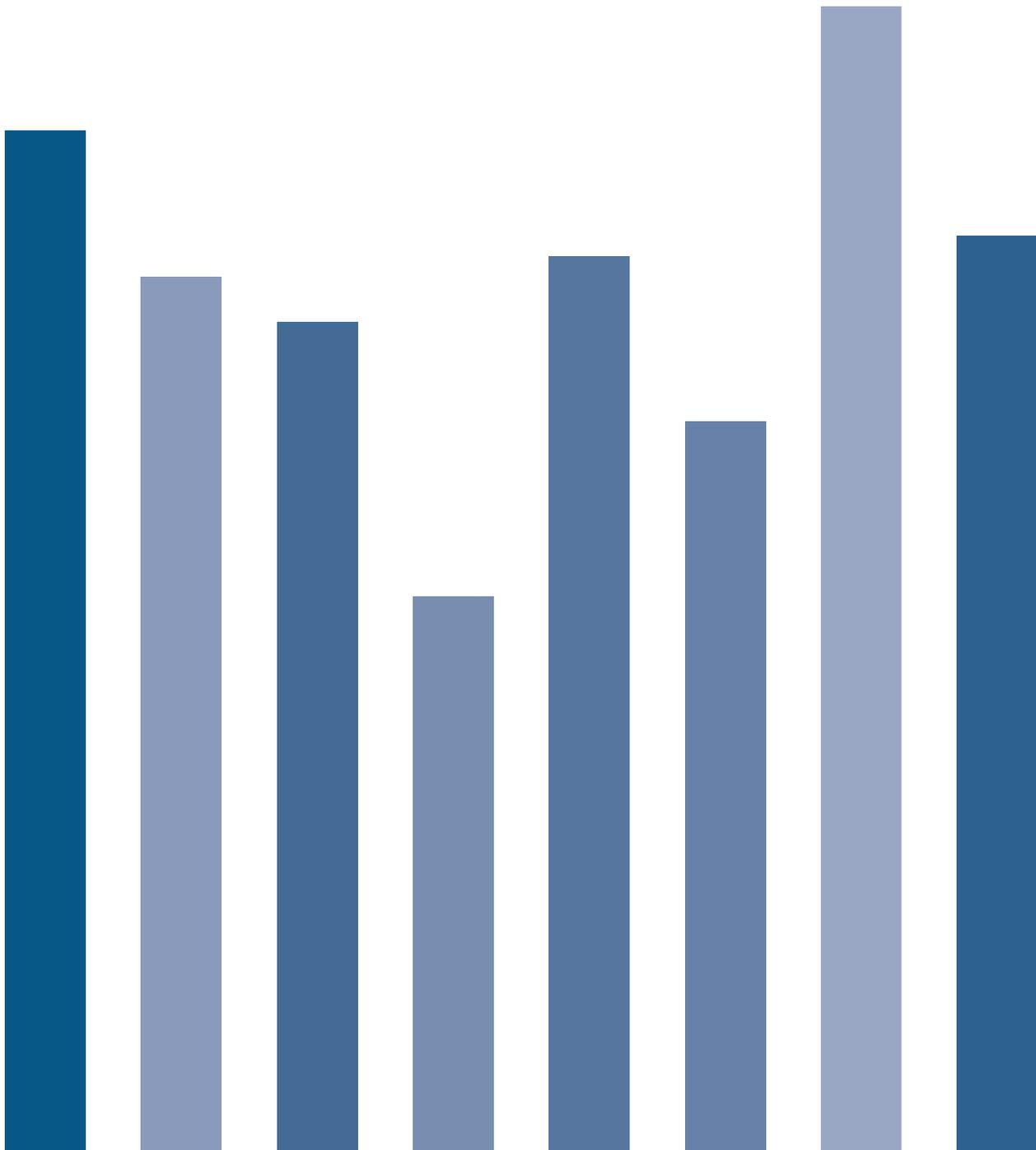
L'industrie française d'armement est principalement composée d'une dizaine de grands groupes donneurs d'ordre de taille européenne. Le marché export représente environ un tiers de l'activité des entreprises basées en France.

En 2011, les achats du ministère de la Défense aux entreprises marchandes se sont élevés à 13,5 Md€, dont 10,6 Md€ aux entreprises de la base industrielle et technologique de défense.

Les importations et les exportations sont présentées (chapitre 5.2) à partir des statistiques des douanes et de la DGA.

Les commandes à l'exportation se sont élevées à 6,5 Md€ en 2011. La France se maintient au 4^e rang des exportateurs mondiaux d'armement.

La recherche-développement de défense est mesurée par l'agrégat budgétaire du ministère de la Défense et par le système d'enquêtes sur la recherche du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.



5.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense

5.1.1 Présentation simplifiée des principaux maîtres d'œuvre de défense

Entreprise	CA 2010 total (en M€)	CA 2010 Défense (en %)	Effectif	Activités principales (en % du CA 2010)	Programmes en cours
Groupe Dassault-Aviation	4 187	23	11 491	23 % avions militaires 77 % avions civils	Avions militaires: ATL2, Mirage 2000, Mirage F1, Alphajet, Rafale, « démonstrateur UCAV (nEUROn) » ; avions civils: Falcon 7X, Falcon 50 / 900 / 900EX / 2000 / 900DX.
DCNS	2 503	98	12 266	50 % navires armés 30 % services de Maintenance en condition opérationnelle (MCO) 20 % équipements	Bâtiment de projection et de commandement; frégates FREMM (France et Maroc); frégate Horizon; Gowind (France); IPER PACdG, IPER adaptation M51; Prosub (Brésil); sous-marins Agosta (Pakistan); sous-marins Scorpène (Chili, Malaisie, Inde, Brésil); sous-marins SNA type Barracuda; sous-marin SNLE-NG <i>Le Terrible</i> ; torpilles MU 90 et F21; SYLVER, ARTEMIS; patrouilleurs Skjold (Norvège).
NEXTER	1 076	100	2 688	84 % systèmes 14 % munitions 2 % MCO	Artillerie et équipements: CAESAR (155 mm), canon léger tracté de 105 mm LG1 MkII; canons et tourelles de moyen calibre (usage terrestre, naval ou aéronautique); équipement du FÉLIN (notamment FAMAS surbaissé); systèmes d'autoprotection pour véhicules blindés; tourelle ARX20. Véhicules blindés et génie: char Leclerc; valorisation AMX-10 RC; VBCI (versions VPC et VCI), ARAVIS (transport blindé); dépanneur Leclerc, char de déminage AMX-30B2 DT téléopéré, disperseur de mines antichars MINOTAUR et engins du génie. Munitions: moyen calibre (20 mm, 25 mm, 30 mm et 40 mm CTA en qualification); gros calibre (90 mm, 100 mm, 105 mm, 120 mm) et artillerie (155 mm); obus BONUS, munitions intelligentes et insensibles. Systèmes d'information terminaux SIT et FINDERS (aide au commandement).
SAFRAN	10 760	11	54 256	52 % propulsion aérospatiale 27 % équipements aérospatiaux 21 % défense et sécurité	Système de navigation SIGMA; Armement air-sol modulaire (AASM); drones SPERWER/SDTI; système du combattant FÉLIN; participation au Laser mégajoule (LMJ); viseurs Strix; système de communication SITEL, jumelles multifonctions JIM LR. Moteurs civils: CFM56, SaM 146, GP7000, GE90. Moteurs militaires: M 53 (Mirage 2000), M 88 (Rafale), TP400 (A400M); propulsion spatiale: Vulcain (Ariane), HM7, Mistral, Vinci; propulseur des missiles balistiques (M51). Turbomoteur (Turbomeca): Arrius, Arriel, MTR390, RTM 322; trains d'atterrissage (Messier Dowty) des A320, D787, Falcon, Rafale, A400M; nacelle et inverseurs de poussée (Aircelle): A380, A320.
SNPE	543	46	2 912	43,3 % matériaux énergétiques de propulsion 21,6 % chimie fine 22,1 % poudre et explosifs 12,7 % spécialités chimiques 0,3 % autres	Propulsion: stratégique: M45, M51; spatiale: Ariane 5; tactique: ASMP-A, Aster, Mica, GM LRS, Exocet, MdCN. Poudres: Leclerc, CAESAR, moyens calibres, douilles combustibles. Explosifs: Mica, Exocet, Scalp EG, 76 mm marine, bombes aéroportées.
Groupe THALES	13 125	57	63 734	57,5 % défense et sécurité 42 % aéronautique et transport 0,5 % autres	Plus de 600 M€: frégates Fremm (France, Italie), Rafale (France). Entre 400 M€ et 600 M€: signalisation du métro de Londres (Roy.-Uni); systèmes de défense aérienne FSAF (France/Italie). Entre 200 M€ et 400 M€: hélicoptère NH90, porte-avions CVF (Roy.-Uni), Rocade Nord d'Alger, satellites Sentinel 3, Syracuse 3 (France), Yahsat (Émirats Arabes Unis), systèmes de défense aérienne ADAPT (Roy.-Uni), système de drones Watchkeeper (Roy.-Uni).
Renault Trucks Defense	309	100	526	100 % terrestre	Cabines blindées SEA et armée de terre, CAESAR, Commission gestion configuration (VAB), MCO VAB, Otan/NAMSA, SYRACUSE 3, VAB, VBCI, Sherpa range.

Source: DGA, Service des affaires industrielles et de l'intelligence économique, Calepin international mars 2012

5.1.2 Les paiements aux entreprises marchandes en 2011

En 2011, le ministère de la Défense a versé 13,5 Md€ TTC à des entreprises du secteur marchand.

La plus grande partie des paiements est versée à des entreprises appartenant à des secteurs industriels liés à l'armement. Avec le secteur des activités spécialisées (ingénierie et recherche), ces entreprises perçoivent 70 % des montants totaux. En particulier, les fabricants de matériel de transport (naval, aéronautique et terrestre) reçoivent 32 % des montants versés et ne représentent que 1 % des unités juridiques bénéficiaires d'un paiement. C'est moins qu'en 2010, les dépenses de fonctionnement occupant une part plus importante.

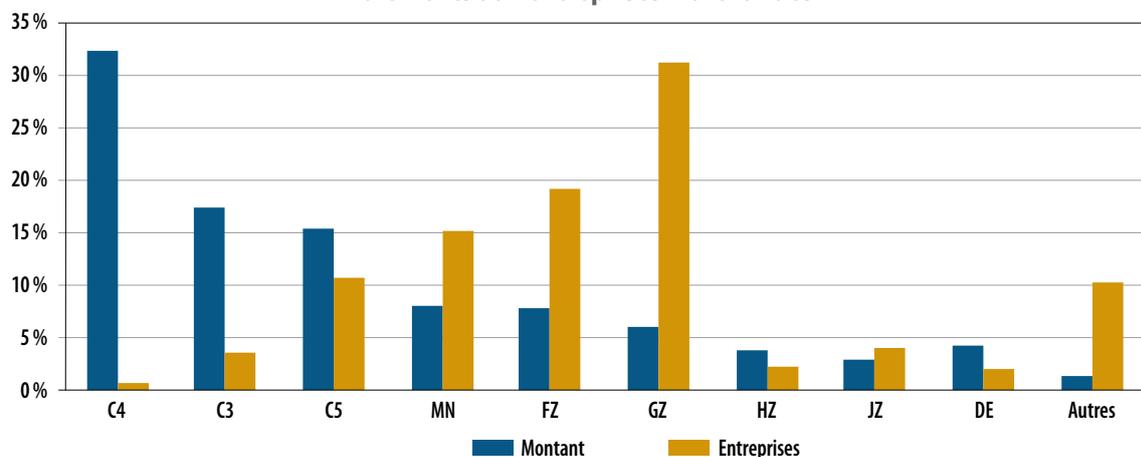
Paievements aux entreprises marchandes

Activité principale de l'entreprise recevant le paiement	Montants en M€	Nombre d'entreprises
C4 Fabrication de matériels de transport	4 366	222
C3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques – fabrication de machines	2 354	1 069
C5 Fabrication d'autres produits industriels (dont armes et munitions, maintenance hors ordinateurs et automobile)	2 080	3 208
MN Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien (dont recherche, holdings, interprètes)	1 094	4 574
FZ Construction et LZ Activités immobilières	1 069	5 779
GZ Commerce (tous produits) - réparation d'automobiles et motocycles	817	9 333
HZ Transport et entreposage (dont poste et courrier)	526	701
JZ Information et communication (dont services informatiques)	403	1 240
DE Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution et C2 Cokéfaction et raffinage	565	635
Autres activités (agriculture et industries agroalimentaires, hébergement et restauration, enseignement, santé, financier, services personnels, réparation de PC)	197	3 109
Total général	13 471	29 870

Source: Chorus, retraitement OED/DAF

Le secteur d'activité uniquement civil dont le poids est le plus notable est la construction. Il représente 18 % des entreprises. Le commerce a le plus gros contingent d'entreprises, avec 32 %.

Paievements aux entreprises marchandes



Concentration des dépenses

Les entreprises de la construction et du commerce contribuent à plus de la moitié des unités juridiques bénéficiaires mais à 10 % des paiements. Le commerce inclut le négoce interentreprise, les concessionnaires et garages automobiles.

La concentration des paiements est élevée : 8 % des unités juridiques reçoivent 90 % des montants versés en 2011 par le ministère.

En raison même de leur nature, les fournisseurs d'armement comportent quelques entreprises de grande taille qui reçoivent des paiements importants : même à l'échelle de l'unité juridique (repérée par le SIREN), l'essentiel des versements concerne peu d'unités. Une plus grande concentration serait constatée à l'échelle des groupes d'entreprises.

À l'inverse, il y a davantage d'émiettement des contrats pour la construction et, dans une moindre mesure, dans le commerce (hors produits pétroliers).

Nombre d'entreprises dans le secteur d'activité principale du bénéficiaire

	Entreprises percevant 90 % des dépenses	Entreprises percevant 10 % des dépenses	Total	Répartition du nombre d'entreprises
Industries (C3 C4 C5 + activités spécialisées et recherche)	1 %	99 %	100 %	21 %
Transport et courrier	2 %	98 %	100 %	2 %
Énergie (dont négoce des carburants)	3 %	97 %	100 %	3 %
Informatique, information et communication	7 %	93 %	100 %	3 %
Commerce (sauf carburants, matériel pour la construction)	8 %	92 %	100 %	28 %
Construction (y compris fournitures et services)	17 %	83 %	100 %	28 %
Autres (alimentaire, services non spécialisés aux entreprises, services personnels)	7 %	93 %	100 %	13 %
Total	8 %	92 %	100 %	100 %

Source: Chorus, retraitement OED/DAF

Tous secteurs confondus, une entreprise concentre 10 % des paiements. Avec 13 autres, elles perçoivent 50 % des montants versés en 2011.

700 sociétés ont reçu 90 % des paiements versés par le ministère aux unités marchandes résidentes en 2011. Les 12 Md€ vont essentiellement vers des unités appartenant aux secteurs incluant des industries de l'armement et les services liés, hors informatique : la part de celles-ci représente 70 % des paiements totaux (13,5 Md€) et près de 300 unités juridiques.

Les autres 20 %, qui participent aux 90 %, concernent majoritairement des unités dont l'activité principale est la production ou la distribution de carburants, la construction, le négoce, les transports ou la communication (y compris informatique).

29 200 sociétés se partagent les 10 % résiduels (1,3 Md€), dont 23 000 le premier 1 %. Toutes les activités s'y trouvent, mais avec une très nette surreprésentation des montants versés aux agriculteurs et aux métiers de l'enseignement et de la santé.

Les paiements aux entreprises marchandes de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) en 2011

La Base industrielle et technologique de défense (BITD) est composée des unités qui concourent à la production des systèmes d'armes et des équipements létaux, de la R&D jusqu'à l'entretien⁽¹⁾. Parmi ces entreprises, 2 174 ont reçu un versement du ministère de la Défense en 2011. Ces paiements se sont élevés à 10,6 Md€.

(1) Cf. le Bulletin d'économie de la Défense Écodef 58 DAF/QEFI/OED.

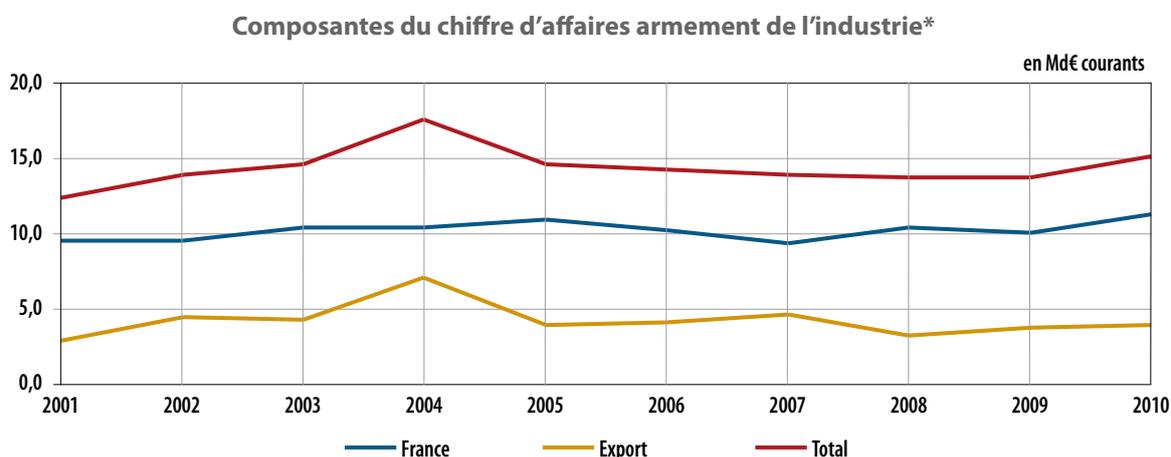
Paiements aux entreprises marchandes de la BITD

Activité principale de l'entreprise recevant le paiement	Montants en M€	Nombre d'entreprises
C4 Fabrication de matériels de transport	4 350	84
C3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques – fabrication de machines	2 276	291
C5 Fabrication d'autres produits industriels (dont armes et munitions, maintenance hors ordinateurs et automobile)	1 824	331
MN Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien (dont recherche, holdings, interprètes)	695	344
FZ Construction et LZ Activités immobilières	310	229
GZ Commerce (tous produits) - réparation d'automobiles et de motocycles	379	648
HZ Transport et entreposage (dont poste et courrier)	214	35
JZ Information et communication (dont services informatiques)	305	147
DE Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution et C2 Cokéfaction et raffinage	211	37
Autres activités (agriculture et industries agroalimentaires, hébergement et restauration, enseignement, santé, financier, services personnels, réparation de PC)	23	28
Total général	10 587	2 174

Source: Chorus, retraitement OED/DAF

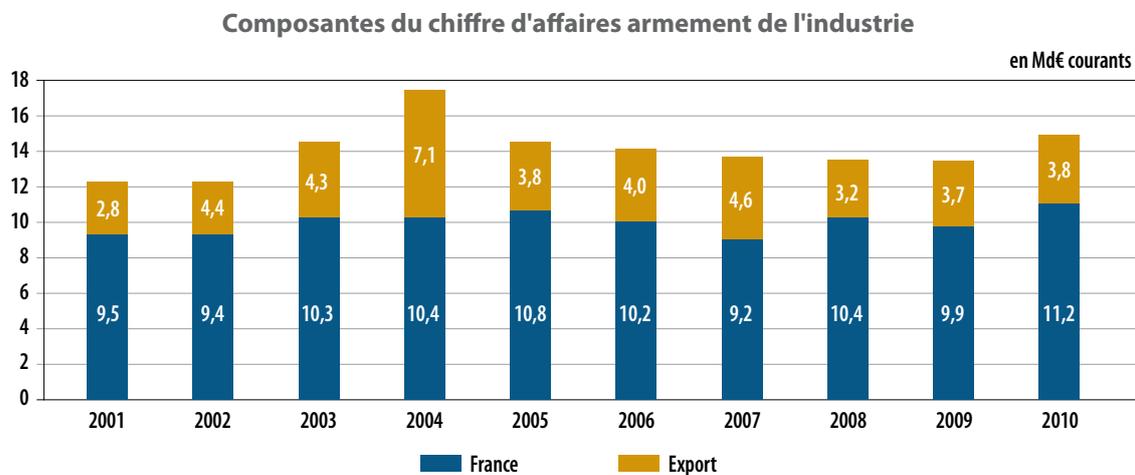
5.1.3 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense

L'indicateur calculé par la DGA pour la France est une mesure des dépenses d'armement de l'État (hors taxes) plus qu'un véritable chiffre d'affaires comptable.



Source: DGA, Direction du développement international

* Le chiffre d'affaires France correspond ici au flux des dépenses de l'année auquel est retranché le report de charges N-1 sur N et ajouté le report de charges de N sur N+1.



Source: DGA, Direction du développement international

5.2 Les importations et les exportations d'armement

5.2.1 Les échanges extérieurs de matériels militaires au sens des douanes

(importations CAF et exportations FAB)

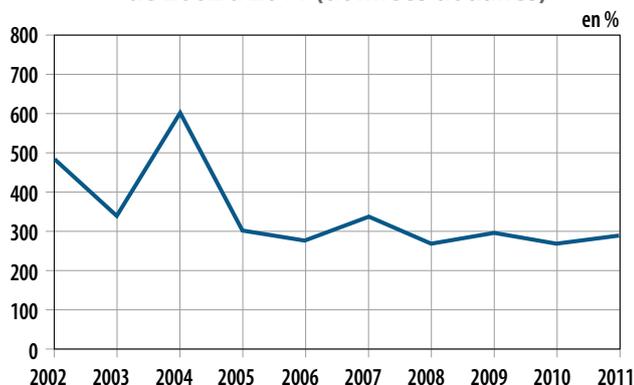
Les douanes intègrent dans le périmètre « armement » les « **matériels militaires** » qui sont constitués uniquement de biens définis selon le critère de leur nature physique. La valeur des importations et exportations est comptabilisée au moment du passage des frontières (voir le glossaire pour plus de précisions).

données brutes, en M€ courants

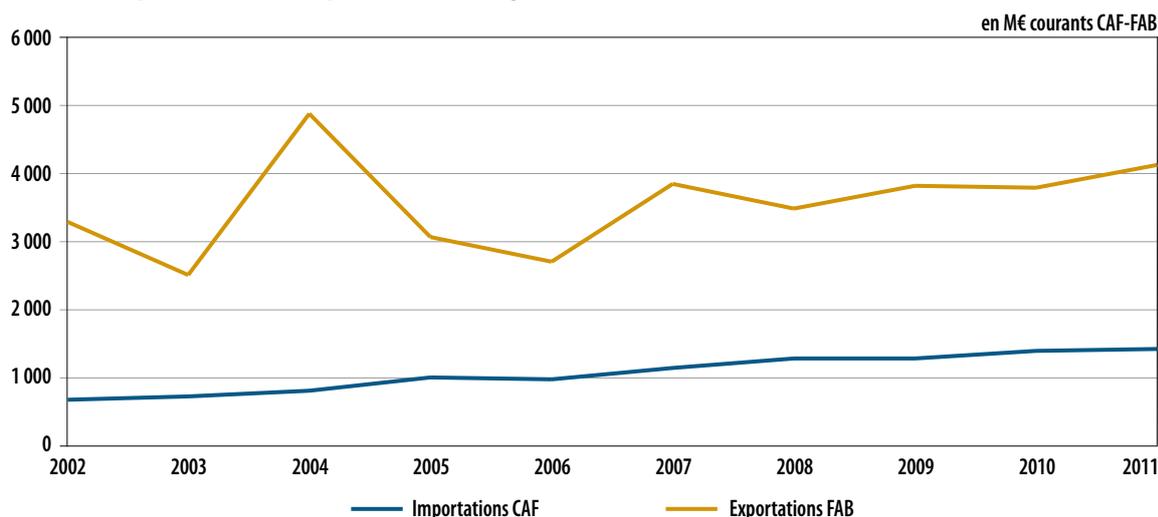
Année	Importations CAF	Exportations FAB	Taux de couverture en %
2002	685	3 287	480
2003	737	2 499	339
2004	810	4 873	602
2005	1 006	3 060	304
2006	985	2 719	276
2007	1 141	3 839	336
2008	1 297	3 480	268
2009	1 294	3 810	294
2010	1 404	3 789	270
2011	1 420	4 123	290

Source: Direction générale des douanes et des droits indirects

Évolution du taux de couverture de 2002 à 2011 (données douanes)



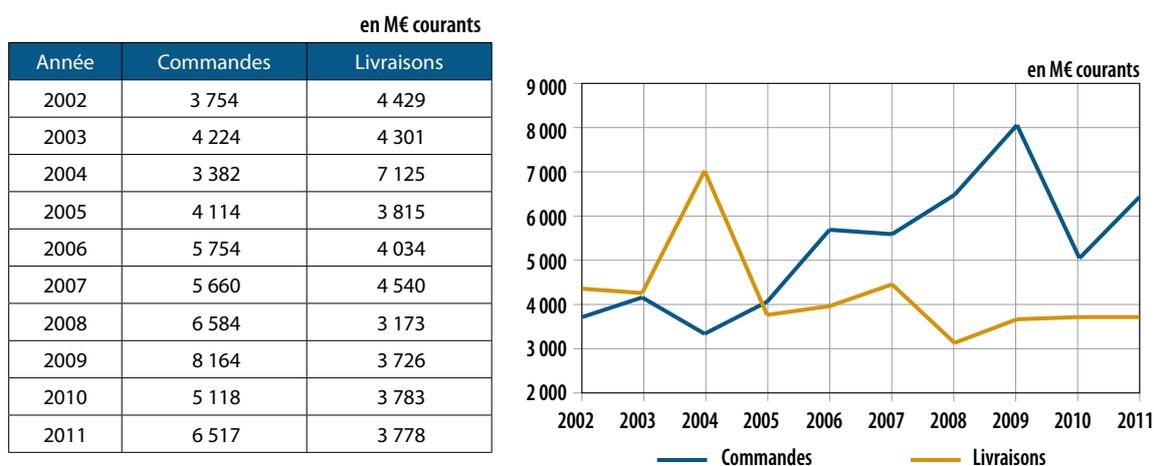
Importations et exportations françaises de matériels militaires au sens des douanes



5.2.2 Les importations et exportations françaises d'armement au sens du ministère de la Défense

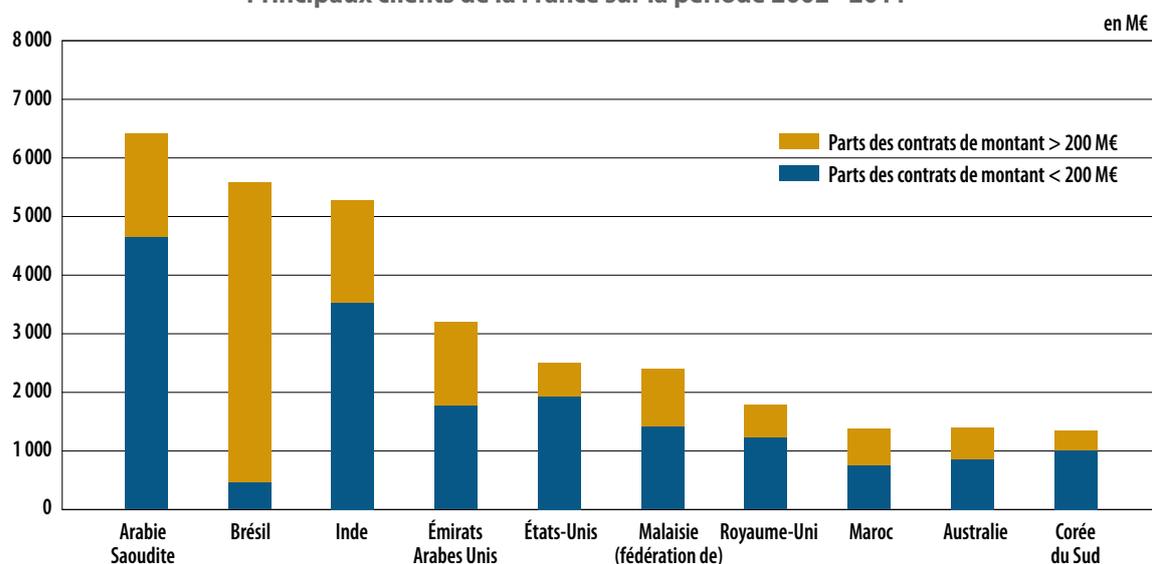
Le ministère de la Défense (DGA, Direction du développement international) définit un périmètre « armement » qui comprend à la fois des biens et des services, et qu'il ventile selon des critères liés à leur nature physique mais aussi en fonction du destinataire « armée ». Les exportations sont comptabilisées à la commande et à la livraison, c'est-à-dire lors de l'entrée en vigueur du contrat (date du premier versement) pour les commandes, et à la réception du matériel militaire par le client pour les livraisons.

Exportations françaises d'armement au sens de la DGA (commandes et livraisons)



Source: DGA, Direction du développement international

Principaux clients de la France sur la période 2002 - 2011



Source: DGA, Direction du développement international

5.2.3 Montant des Autorisations d'exportation de matériels de guerre (AEMG) délivrées en 2011 par catégorie de la Military List (ML)

Répartition des commandes par type de matériel

en M€ courants

Type de matériel*	2011
Armes, munitions	414
Missiles, radars	1 606
Véhicules, chars	113
Détection, protection NBC	13
Navires, sous-marins	824
Avions, hélicoptères, drones	4 672
Transmissions, contre-mesures	1 115
Autres	1 740
Total	10 498

* *Armes, munitions:* ML1: armes légères < 12,7 mm;
ML2: canons > 12,7 mm, mortiers, armes antichars;
ML3: munitions;
ML8: explosifs ou matériaux de propulsion.

Missiles et radars: ML4: missiles (hors antichars);
ML5: conduites de tir, radars.

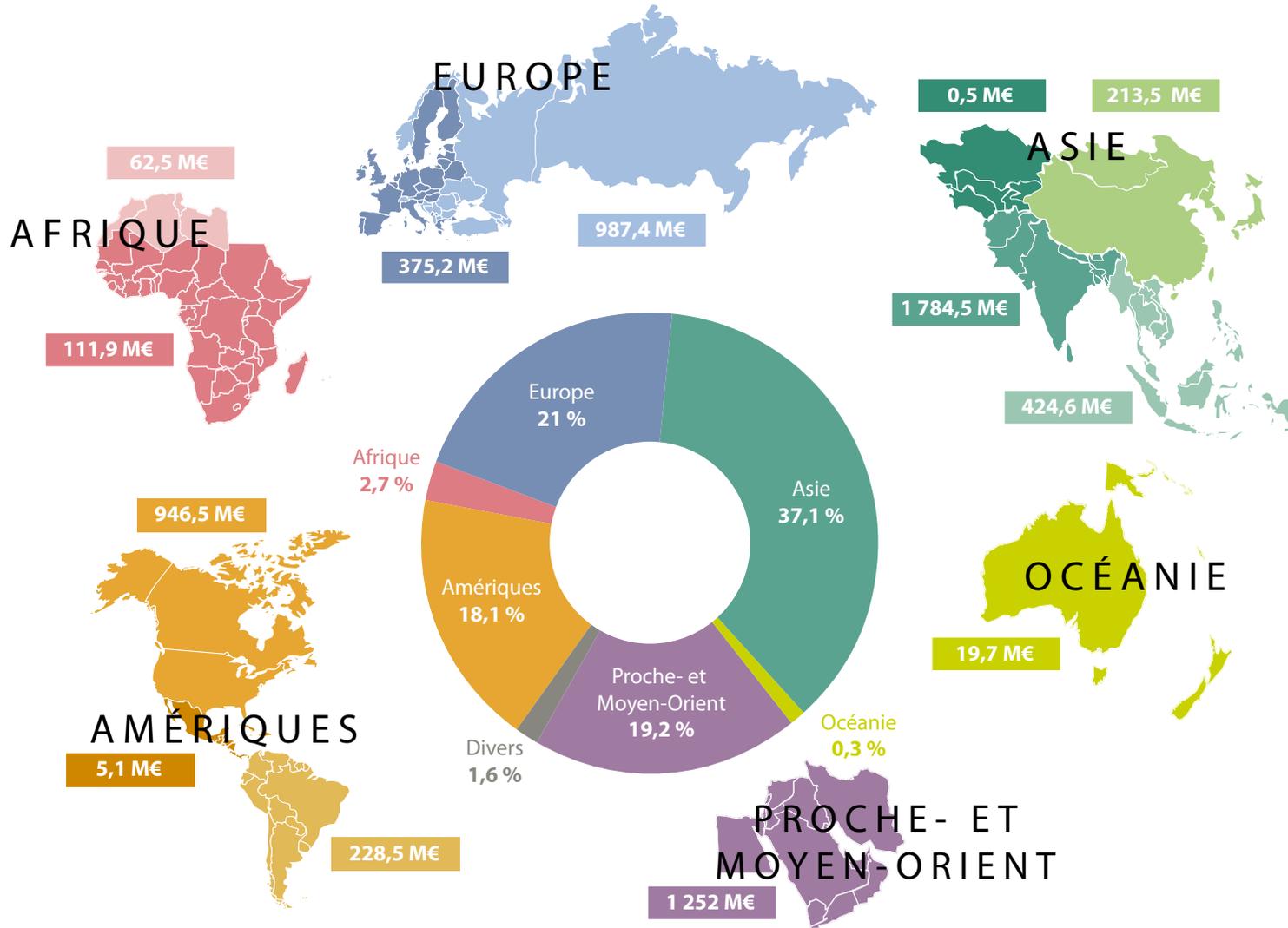
Autres: ML13: matériaux de blindage, casques, gilets;
ML14: entraînement, simulateurs;
ML15: imagerie, optronique;
ML16: pièces de forge ou de fonderie;
ML17: appareils de plongée, matériel du génie, robots;
ML18: matériaux de production d'armement;
ML19: armes à énergie dirigée;
ML20: matériel cryogénique;
ML21: logiciels;
ML22: technologies.

Source: DGA, Direction du développement international
(Rapport au Parlement 2012 sur les exportations d'armement de la France)

La valeur cumulée des Autorisations d'exportation de matériels de guerre (AEMG) peut différer des prises de commande ainsi que des livraisons.

En effet, une prise de commande ne donne pas nécessairement lieu à la délivrance d'une AEMG dans l'année.

De même, une AEMG ne sera pas obligatoirement suivie, durant sa période de validité, d'une livraison de matériel.

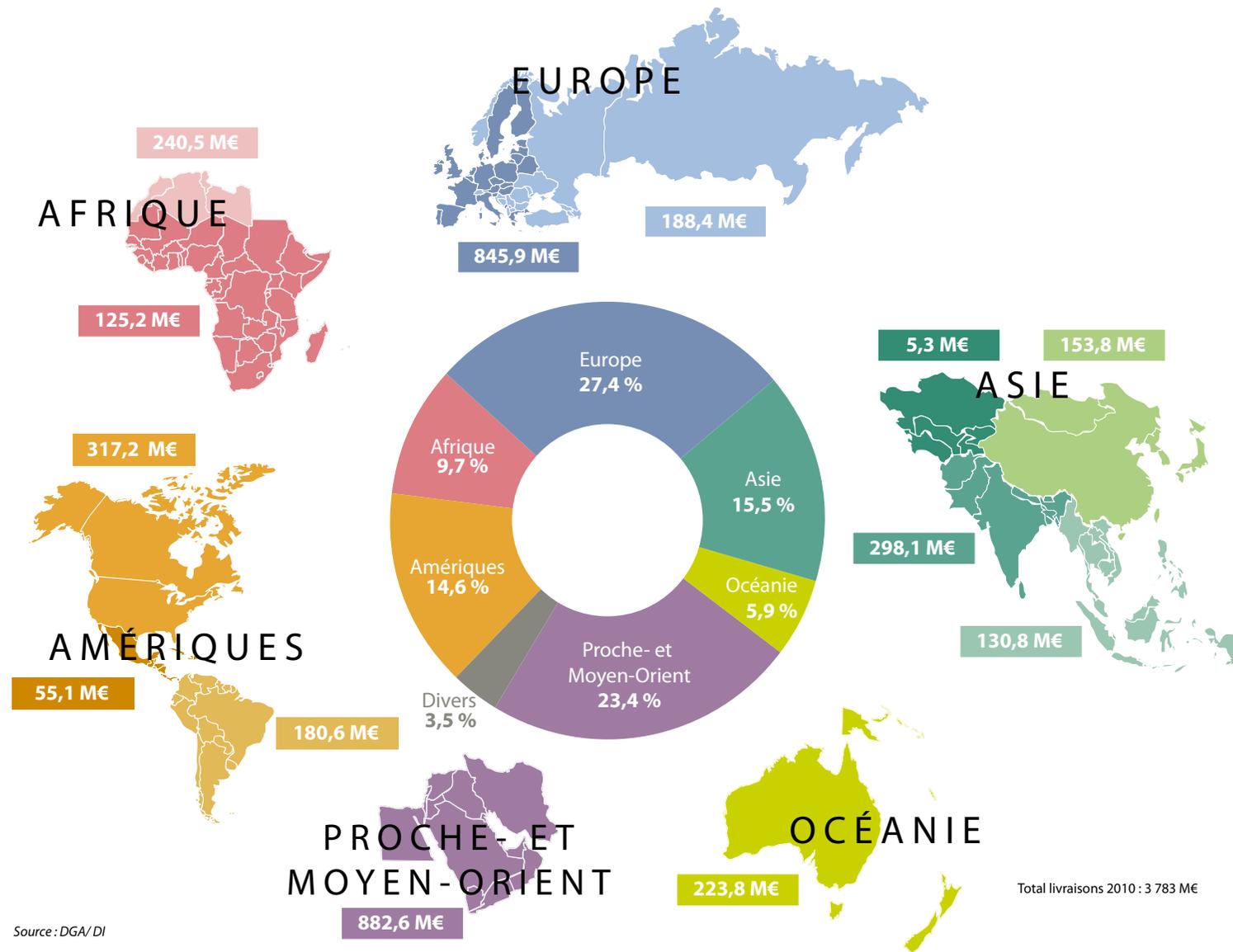


Source : DGA/DI

Total commandes 2010 : 5 117,6 M€

Total commandes 2011 : 6 516,9 M€

5.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique



Total livraisons 2011 : 3 778,2 M€

Total livraisons 2010 : 3 783 M€

Source : DGA/DI

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 2002 à 2011 par région géographique

en M€ constants 2011

Zone géographique ⁽¹⁾	Commandes		Livraisons	
	Total	%	Total	%
Afrique du Nord	2 452,1	4,32	1 217,3	2,63
Afrique subsaharienne	808,5	1,43	732,8	1,58
Amérique du Nord	2 922,3	5,15	1 798,2	3,89
Amérique centrale et Caraïbes	537,1	0,95	206,2	0,45
Amérique du Sud	6 729,2	11,87	1 158,5	2,50
Asie centrale	393,1	0,69	54,0	0,12
Asie du Nord-Est	2 689,1	4,74	1 820,7	3,93
Asie du Sud-Est	3 753,6	6,62	3 623,5	7,83
Asie du Sud	7 530,1	13,28	3 420,8	7,39
Proche- et Moyen-Orient	13 379,9	23,60	18 015,2	38,93
Union européenne	8 705,1	15,35	9 806,1	21,19
Autres pays européens	3 495,9	6,17	1 863,0	4,03
Océanie	1 802,0	3,18	1 480,0	3,20
Divers*	1 499,9	2,65	1 077,8	2,33
Total	56 697,8	100,00	46 274,4	100,00

Source: DGA, Direction du développement international

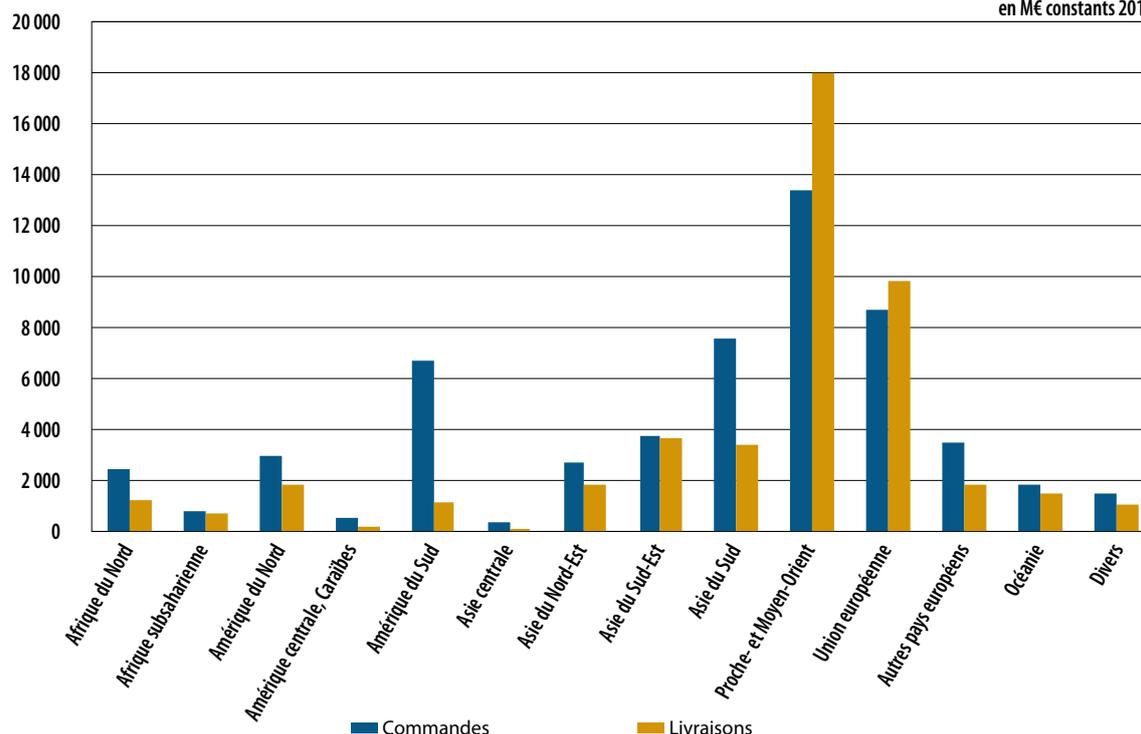
(Rapport au Parlement 2012 sur les exportations d'armement de la France)

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du groupe de coopération en matière d'armement (COARM) et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 2002 à 2011 par région géographique

en M€ constants 2011



5.3 La Recherche et développement (R&D)

5.3.1 L'effort de recherche et développement de défense

L'effort de Recherche et développement (R&D) du ministère de la Défense est appréhendé de deux façons, correspondant à des périmètres différents :

- 1) l'agrégat R&T (Recherche et technologie) mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement. Il correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquies l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement ;
- 2) l'agrégat études de défense concerne seulement la recherche et pas le développement ;
- 3) l'agrégat R&D comprend la R&T/études de défense et les travaux de développement des matériels, dont ceux des programmes d'armement déjà lancés.

Les montants correspondant à la R&T et la R&D sont inscrits en crédits de paiement de la Loi de finances initiale (LFI) du budget de la défense. Ils sont estimés TTC par la DGA et comprennent la contribution du ministère de la Défense à la Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (MIREs) (nommée « Budget civil de recherche et développement » jusqu'en 2005).

Effort de R&D de défense

en Md€ TTC

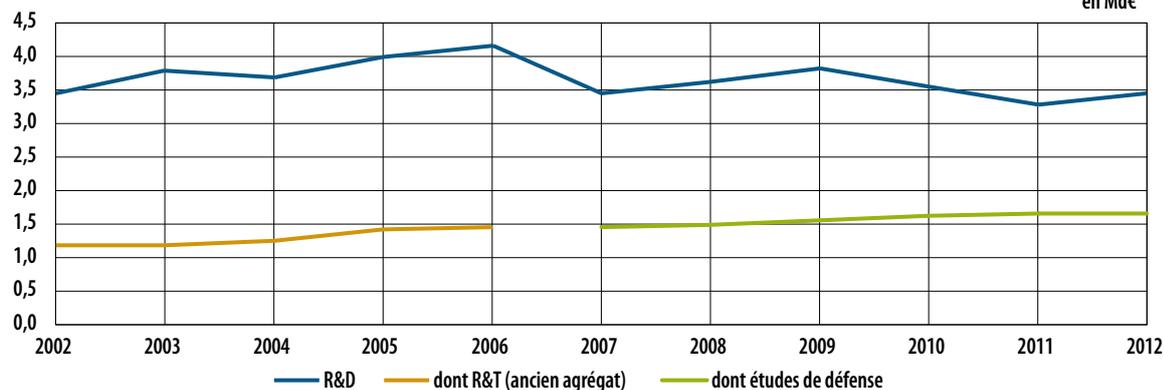
Année	R&D	dont R&T (ancien agrégat)	dont études de défense	dont contribution à la MIREs
2002	3,45	1,17		0,19
2003	3,79	1,18		0,19
2004*	3,70	1,27		0,20
2005*	3,98	1,41		0,20
2006	4,16	1,47		0,20
2007	3,46		1,45	0,20
2008	3,61		1,48	0,20
2009*	3,82		1,57	0,20
2010	3,57		1,62	0,20
2011	3,28		1,65	0,20
2012	3,45		1,65	0,20

Sources : ministère de la Défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

* Y compris Loi de finances rectificative (LFR).

R&D, R&T et études de défense de 2002 à 2012

en Md€



Sources : ministère de la Défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

5.3.2 La place de la R&D de défense dans l'économie

La R&D totale exécutée en France (au sens de la définition internationale dite « de Frascati », qui couvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental) est mesurée par les enquêtes du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Ces enquêtes déterminent notamment, sans double compte et hors taxes, la Dépense nationale de recherche et développement (DNRD), c'est-à-dire la R&D du point de vue de son financement (quel que soit le lieu d'exécution).

R&D mesurée par la DNRD (dépense nationale = financements)

en M€

Année	DNRD	dont entreprises (DNRDE)	dont administrations civiles (DNRDAC)	dont défense (DNRDD) ¹	DNRDD/DNRD en %	DNRD/PIB en %
1999	29 885	16 618	10 760	2 507	8,4	2,2
2000	31 438	17 166	11 738	2 534	8,1	2,2
2001	33 570	18 897	12 163	2 510	7,5	2,2
2002	34 759	19 082	12 896	2 781	8,0	2,2
2003	34 395	18 505	13 060	2 830	8,2	2,2
2004	35 327	19 088	13 330	2 909	8,2	2,1
2005	36 654	19 733	13 813	3 108	8,5	2,1
2006	38 738	21 193	14 650	2 895	7,5	2,1
2007	40 106	22 116	15 360	2 630	6,6	2,1
2008	42 190	22 866	16 223	3 101	7,3	2,2
2009 ^{sd}	44 351	24 481	17 204	2 666	6,7	2,3
2010 ^e	45 326	24 498	17 943	2 885	6,4	2,3

Source: ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

(1) La DNRDD diffère du montant de R&D donné au tableau 5.3.1 du fait de la TVA et d'un mode de collecte différent.

sd: semi-définitif e: estimé

Les dépenses de R&D financées par le ministère de la Défense se décomposent en R&D exécutée par les laboratoires de la défense (ou dépense intérieure de R&D de défense) et en R&D effectuée en dehors du ministère (ou dépense extérieure de R&D de défense). Cette dernière est essentiellement réalisée par le secteur des entreprises, en général à travers des contrats. Ces financements s'élèvent, en 2009, à 1,537 Md€.

Le deuxième secteur d'exécution est le secteur de l'État qui rassemble les grands établissements publics civils effectuant des travaux de recherche au profit du ministère de la Défense.

Dépenses extérieures de R&D du ministère de la Défense

en M€

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{sd}
Dépenses totales	2 534	2 510	2 781	2 830	2 909	3 108	2 895	2 630	3 101	2 666
Dépenses extérieures du ministère de la Défense	1 757	1 662	1 907	1 837	1 834	1 933	2 010	1 745	2 216	1 781
DONT EXÉCUTÉES PAR:										
le secteur des entreprises	1 497	1 432	1 604	1 608	1 680	1 790	1 845	1 595	2 068	1 537
le secteur de l'État (hors défense)	234	206	278	205	130	119	142	125	124	210
le secteur de l'enseignement supérieur	7	6	7	8	6	6	5	7	7	15
le secteur des associations	0	0	0	0	1	1	1	1	0	1
le secteur de l'étranger	18	17	18	15	18	17	17	17	17	18

Source: ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

sd: semi-définitif

5.4 Les marchés publics de la défense

5.4.1 Le recensement des marchés publics de l'État, du secteur public local et de la défense en 2011

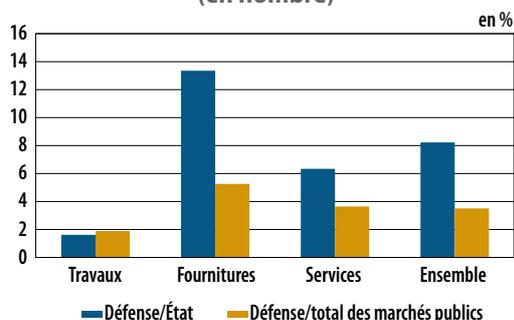
	État		Collectivités territoriales		Total des marchés publics	
	Nombre	Montant (en K€)	Nombre	Montant (en K€)	Nombre	Montant (en K€)
Travaux	14 754	11 397 191	36 228	15 834 378	50 982	27 231 569
Fournitures	15 346	19 085 588	23 151	8 494 912	38 497	27 580 500
Services	26 691	24 430 883	18 728	8 554 864	45 419	32 985 747
Total	56 791	54 913 662	78 107	32 884 154	134 898	87 797 816

Source: Recensement des marchés publics, Observatoire économique de l'achat public (ministère de l'Économie et des finances)

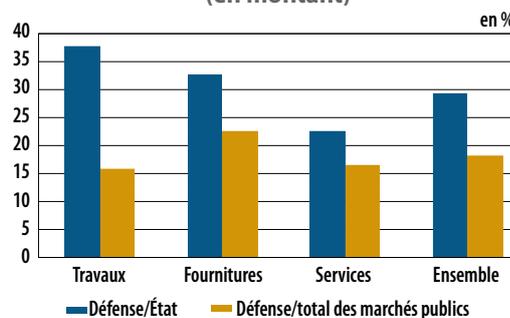
	Défense		Défense/État		Défense/total des marchés publics	
	Nombre	Montant (en K€)	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Travaux	955	4 277 577	1,7 %	37,5 %	1,9 %	15,7 %
Fournitures	2 066	6 187 096	13,4 %	32,4 %	5,4 %	22,4 %
Services	1 698	5 490 089	6,4 %	22,5 %	3,7 %	16,6 %
Total	4 719	15 954 762	8,3 %	29,1 %	3,5 %	18,2 %

Source: Recensement des marchés publics, Observatoire économique de l'achat public (ministère de l'Économie et des finances)

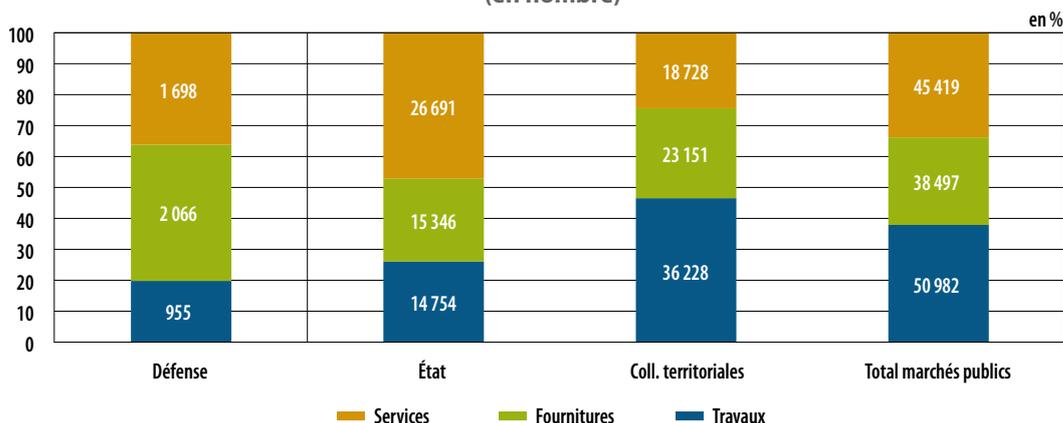
Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et le total des marchés publics (en nombre)



Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et le total des marchés publics (en montant)



Répartition des marchés par nature (en nombre)



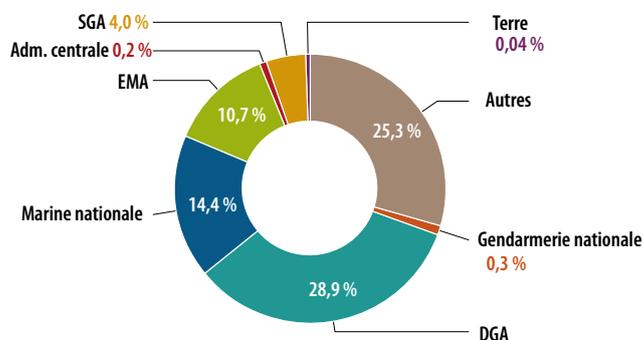
5.4.2 La répartition des marchés recensés par organisme contractant

Montant et nombre des marchés par organisme contractant

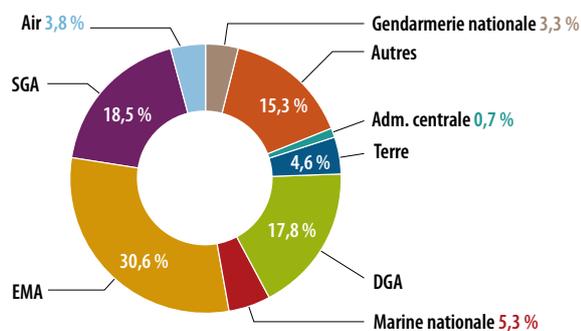
Organisme	Montant des contrats					Nombre de contrats				
	Fournitures	Services	Travaux	Total	%	Fournitures	Services	Travaux	Total	%
DGA	3 152	1 147	309	4 608	28,88	430	355	56	841	17,82
Marine nationale	408	1 886	3	2 297	14,40	166	70	13	249	5,28
EMA	1 310	315	90	1 715	10,75	761	602	81	1 444	30,60
SGA	50	94	489	633	3,97	73	105	694	872	18,48
Air	460	1 433	1	1 894	11,87	116	56	8	180	3,81
Gendarmerie nationale	25	14	1	40	0,25	42	106	9	157	3,33
Autres	456	205	3 379	4 040	25,32	288	349	87	724	15,34
Adm. centrale	21	8	5	34	0,21	12	18	4	34	0,72
Terre	305	388	1	694	4,35	176	39	3	218	4,62
Total général	6 187	5 490	4 278	15 955	100	2 064	1 700	955	4 719	100

Source: Recensement des marchés publics, Observatoire économique de l'achat public (ministère de l'Économie et des finances)

Part de chaque organisme dans le montant total des marchés de la défense en 2011



Part de chaque organisme dans le nombre total des marchés de la défense en 2011



6. COMPARAISONS INTERNATIONALES: LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

Ce chapitre présente une comparaison des dépenses et des effectifs de défense des principaux partenaires de la France (Allemagne, Espagne, États-Unis, Italie et Royaume-Uni).

Plusieurs définitions de l'« effort de défense » sont possibles. Elles peuvent être plus ou moins pertinentes lorsqu'il s'agit de procéder à des comparaisons internationales.

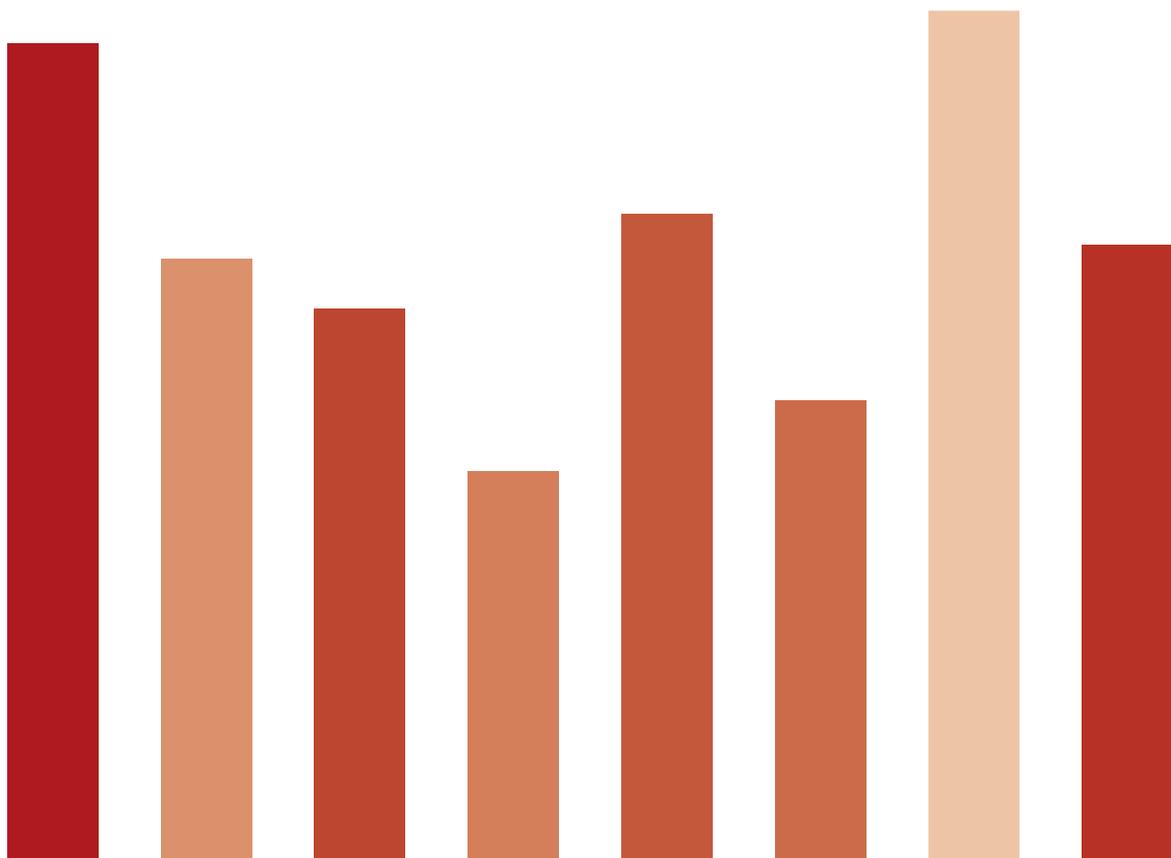
Il existe, au moins, trois périmètres différents pour mesurer l'effort français en 2012⁽¹⁾ :

- l'ensemble du périmètre du ministère de la défense : 41,2 Md€, soit 2 % du PIB ;
- le périmètre Otan (c'est-à-dire défense hors anciens combattants), pensions comprises (dit V1) : 39,1 Md€ d'euros, soit 1,9 % du PIB ;
- le périmètre Otan, hors pensions (dit V2) : 31,5 Md€, soit 1,54 % du PIB.

Dans le but de comparer les pays sur leurs activités strictement militaires, et du fait de régimes de pension différents entre pays, on retient dans ce chapitre le périmètre le plus restreint.

En France, toutes dépenses confondues, la défense selon cette définition représente 1,54 % du PIB, soit environ 480 € par habitant. L'effort de dépense en France reste moins important qu'aux États-Unis (4,3 % du PIB) et qu'au Royaume-Uni (2,3 %).

(1) Au 31 décembre 2012.



6.1 Les dépenses de défense en norme Otan

Nota : les séries historiques concernant la France ont été rétropolées « Hors gendarmerie nationale ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabiniers) sont prises en compte à hauteur de 15 %. L'Espagne n'a pas communiqué le détail de ses chiffres pour 2012.

Évolution des budgets de défense en volume et en norme Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat

en Md€ français constants 2012

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2003	31,8	29,0	39,5	11,3	17,7	425,5
2004	33,1	28,4	39,1	11,7	16,8	464,1
2005	32,0	28,1	41,4	11,5	16,3	487,3
2006	32,9	28,7	42,1	12,2	14,7	495,9
2007	32,6	28,8	44,2	12,7	16,5	508,4
2008	31,8	30,3	46,5	13,0	17,5	625,9
2009	34,4	31,2	46,1	12,1	16,1	617,0
2010	33,2	31,5	46,9	10,8	15,7	634,2
2011	31,7	31,1	45,2	9,9	15,7	580,5
2012	31,5	31,7	44,8	nc	12,8	580,6

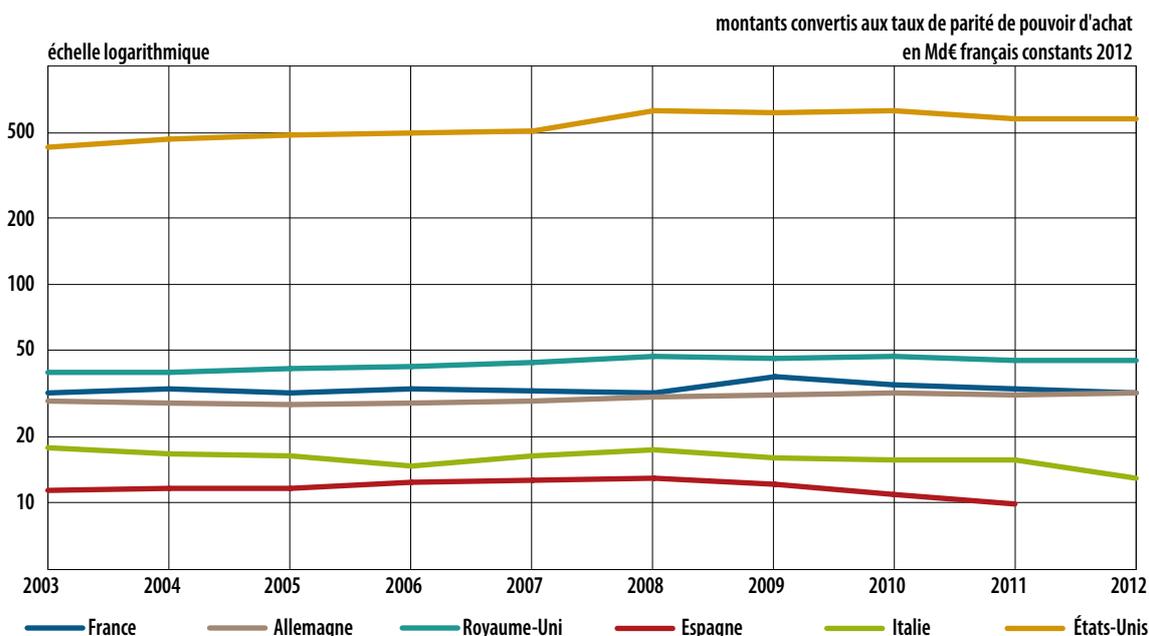
Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB : toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France.

Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Évolution des budgets de défense en norme Otan (hors pensions)



Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2003	1,72	1,13	2,20	0,97	1,02	3,61
2004	1,74	1,10	2,11	0,97	0,95	3,80
2005	1,65	1,08	2,18	0,92	0,91	3,87
2006	1,66	1,06	2,16	0,94	0,80	3,84
2007	1,61	1,03	2,19	0,94	0,89	3,86
2008	1,57	1,08	2,32	0,96	0,96	4,77
2009	1,75	1,17	2,40	0,93	0,93	4,85
2010	1,66	1,14	2,40	0,83	0,89	4,87
2011	1,56	1,08	2,29	0,76	0,89	4,38
2012	1,54	1,09	2,27	nc	0,74	4,28

Sources: Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

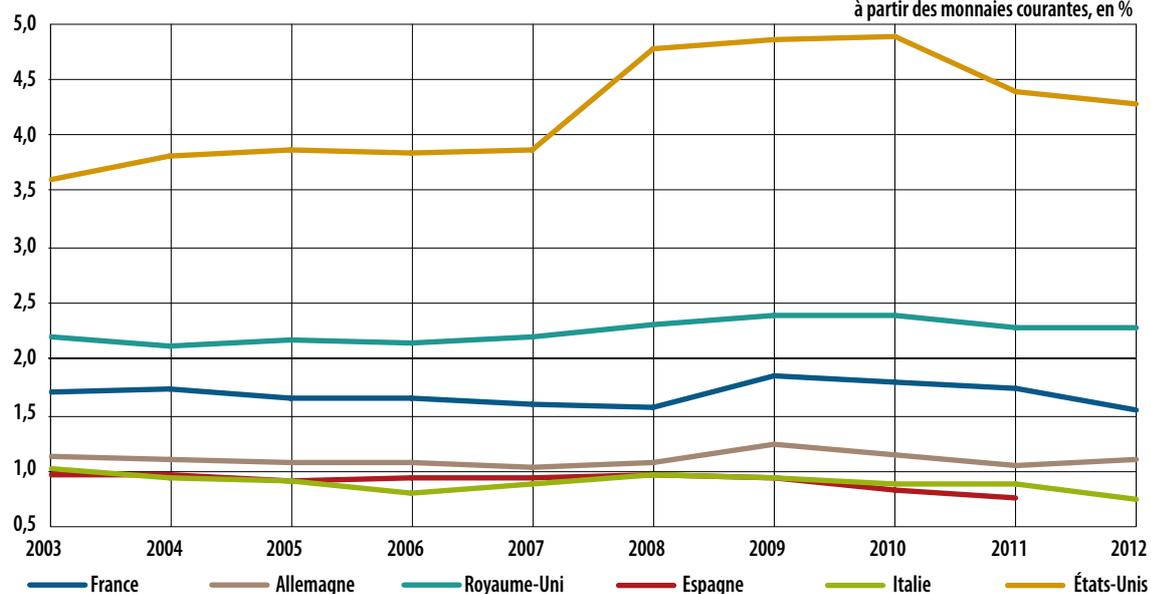
* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre): ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB: toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France.

Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %



Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2012

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2003	513	351	664	269	307	1 464
2004	530	344	653	274	288	1 583
2005	509	341	687	264	278	1 646
2006	519	348	695	278	249	1 659
2007	511	351	725	283	278	1 685
2008	496	369	757	285	292	2 055
2009	533	381	746	264	267	2 008
2010	512	386	754	235	259	2 047
2011	486	380	720	215	258	1 860
2012	480	387	710	nc	209	1 847

Sources: Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

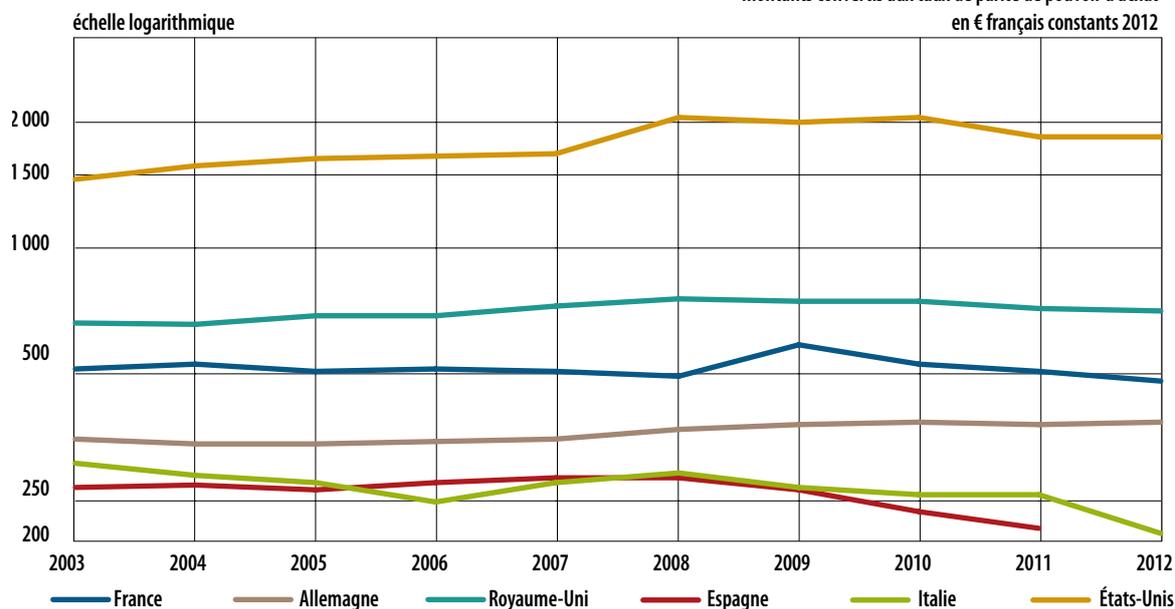
* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre): ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB: toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de leuro en France.

Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2012



6.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan

Nota : les séries historiques concernant la France ont été réropolées « Hors gendarmerie nationale ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabiniers) sont prises en compte à hauteur de 15 %.

L'Espagne n'a pas communiqué le détail de ses chiffres pour 2012.

Dépenses de fonctionnement en volume et en norme Otan (hors pensions)

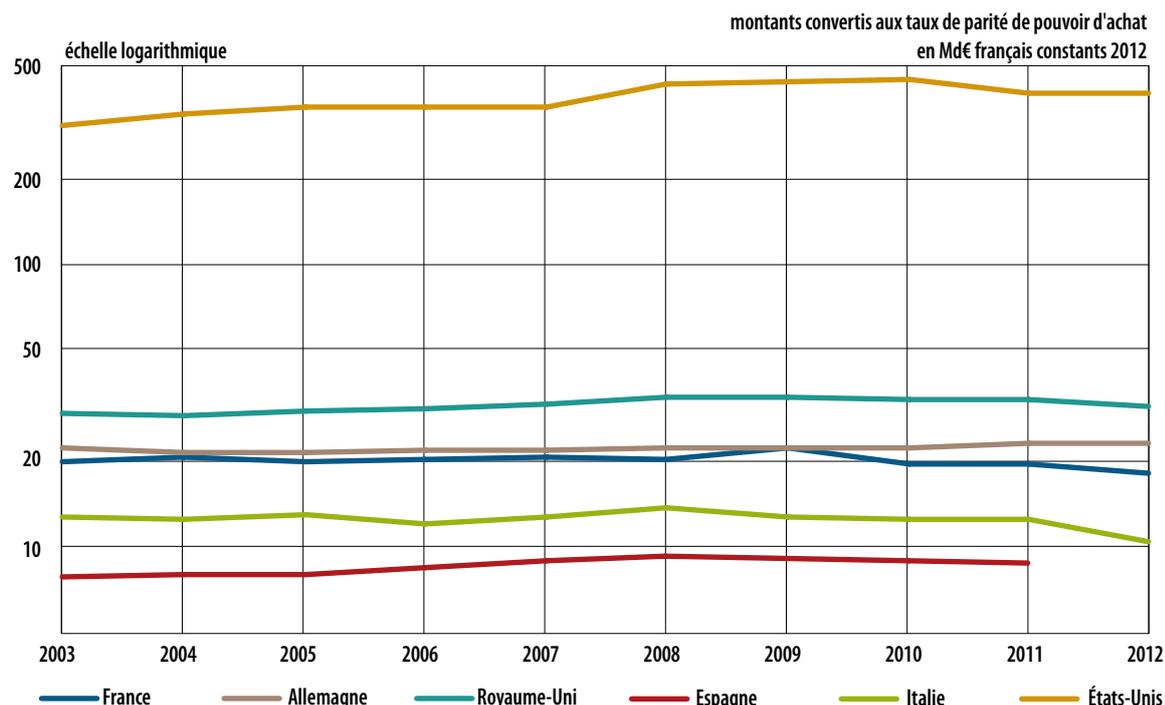
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2012

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	20,2	22,4	29,7	7,8	12,9	311,7
2004	20,7	21,7	28,8	8,0	12,6	340,0
2005	19,9	21,7	30,5	8,0	13,0	359,0
2006	20,5	22,1	30,8	8,5	12,2	362,0
2007	20,8	22,2	31,9	9,0	12,7	365,7
2008	20,5	22,4	33,8	9,3	13,7	439,1
2009	18,9	22,6	33,7	9,2	12,9	444,1
2010	18,5	22,7	33,3	9,0	12,6	456,7
2011	18,3	23,2	33,1	8,9	12,5	403,0
2012	18,2	23,5	31,8	nc	10,5	403,4

Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM).

Dépenses de fonctionnement en norme Otan (hors pensions)



Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %

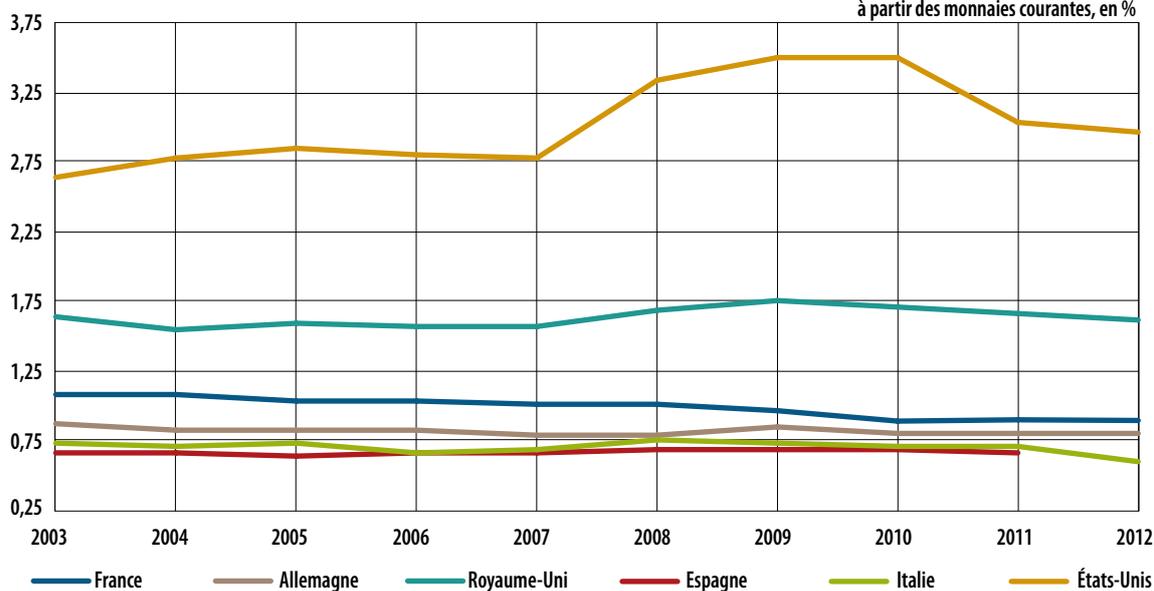
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	1,09	0,87	1,65	0,67	0,74	2,64
2004	1,09	0,84	1,55	0,67	0,71	2,78
2005	1,03	0,83	1,60	0,64	0,73	2,85
2006	1,03	0,82	1,58	0,66	0,67	2,80
2007	1,02	0,80	1,58	0,67	0,69	2,78
2008	1,01	0,79	1,69	0,68	0,75	3,35
2009	0,96	0,85	1,75	0,70	0,75	3,49
2010	0,92	0,82	1,70	0,69	0,72	3,51
2011	0,90	0,81	1,68	0,68	0,71	3,04
2012	0,89	0,81	1,61	nc	0,61	2,98

Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM).

Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %



Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

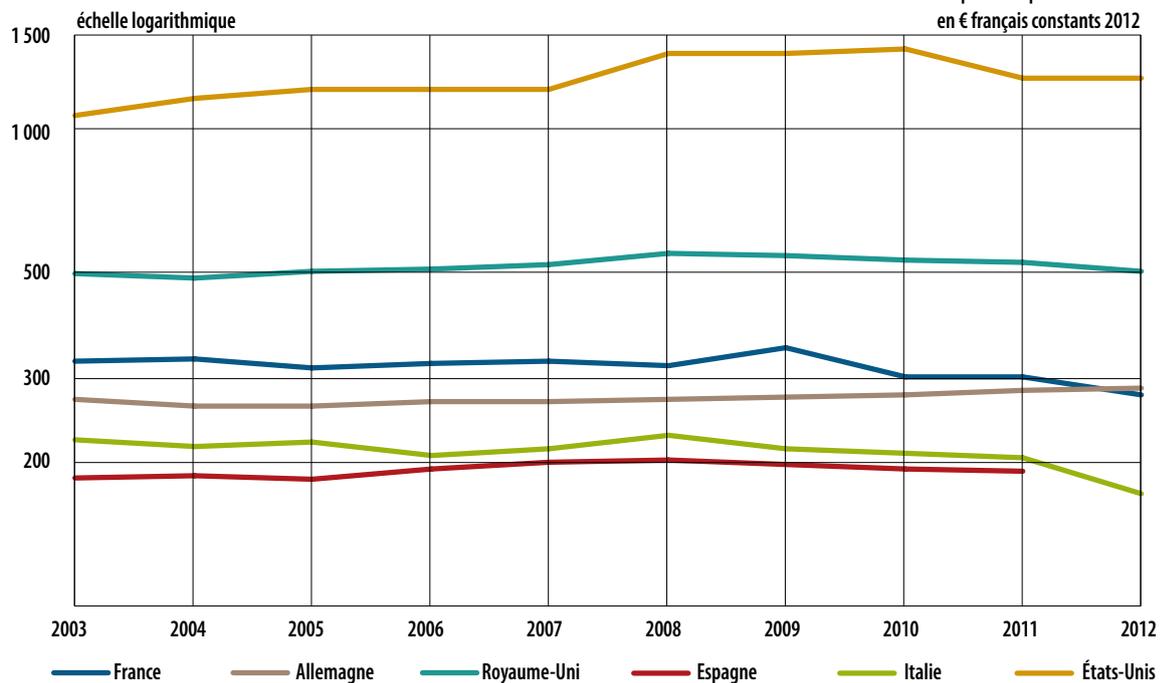
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2012

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	326	271	499	187	224	1 073
2004	331	263	481	188	216	1 159
2005	317	263	507	185	222	1 213
2006	324	269	509	194	206	1 211
2007	326	270	523	201	215	1 212
2008	319	272	550	203	230	1 442
2009	293	276	545	199	214	1 445
2010	285	277	535	195	209	1 474
2011	281	284	528	192	206	1 292
2012	277	287	504	nc	172	1 283

Sources: Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital: munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM).

Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2012

Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan (hors pensions)

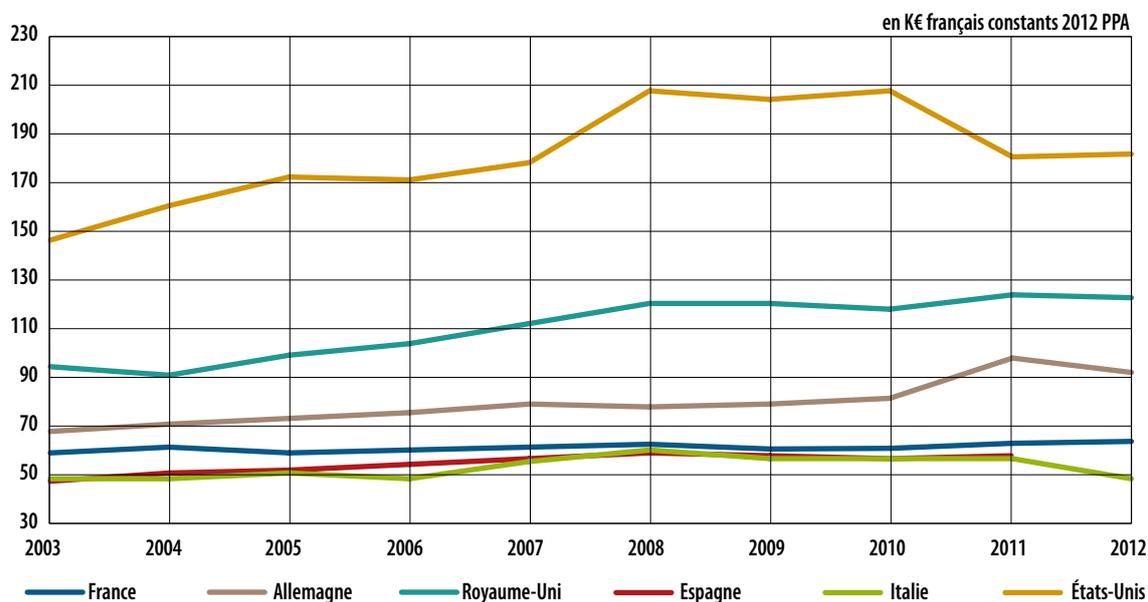
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en K€ français constants 2012

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	59,5	67,9	94,8	47,5	47,9	146,5
2004	61,0	70,8	91,0	50,5	48,2	160,8
2005	59,0	72,7	99,4	52,5	50,8	172,0
2006	60,1	76,0	104,3	54,4	49,0	171,8
2007	61,7	79,1	112,2	57,2	55,8	178,1
2008	62,6	77,6	120,9	59,7	60,4	207,7
2009	59,2	79,6	120,1	57,3	56,3	204,7
2010	61,3	81,8	118,2	57,1	56,3	208,4
2011	62,3	98,3	124,1	57,9	56,3	180,9
2012	64,0	92,5	123,1	nc	48,0	181,5

Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital: munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM).

Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan (hors pensions)



6.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan

Nota : les séries historiques concernant la France ont été réévaluées « Hors gendarmerie nationale ». Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de police à statut militaire (carabinieri) sont prises en compte à hauteur de 15 %.

L'Espagne n'a pas communiqué le détail de ses chiffres pour 2012.

Dépenses en capital en volume et en norme Otan

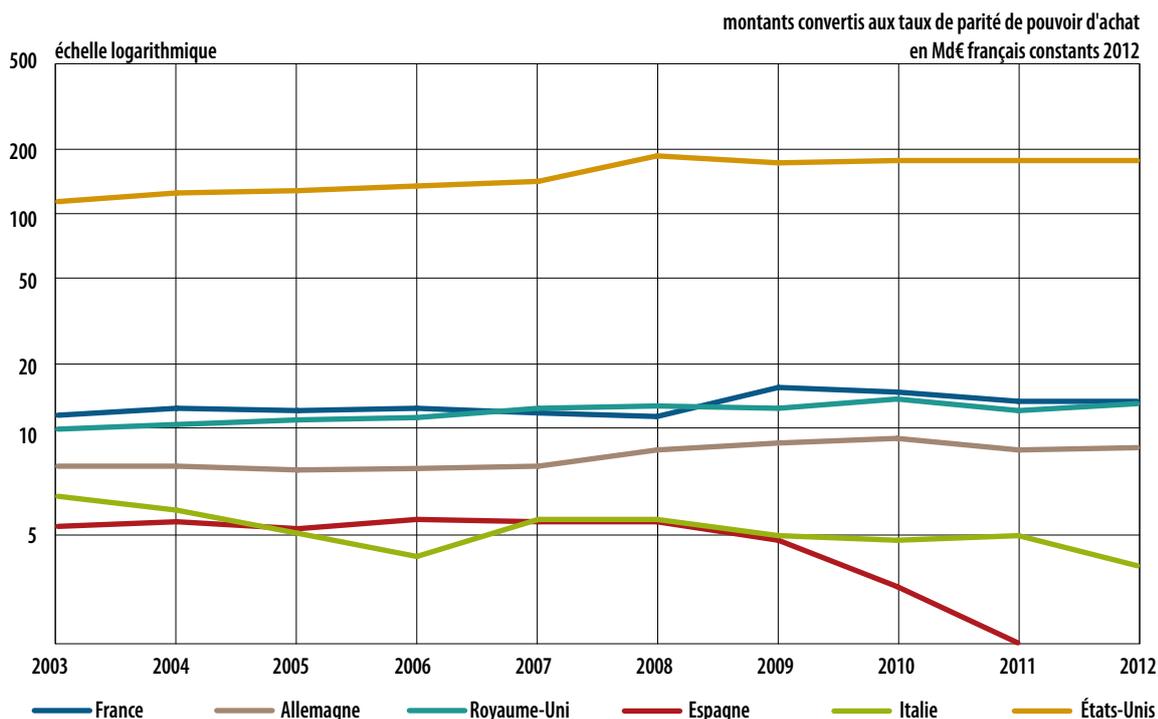
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2012

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	11,6	6,6	9,8	3,5	4,8	113,8
2004	12,4	6,7	10,3	3,7	4,2	124,1
2005	12,1	6,4	10,9	3,4	3,3	128,3
2006	12,4	6,6	11,3	3,7	2,5	133,9
2007	11,8	6,6	12,3	3,7	3,7	142,7
2008	11,3	7,9	12,7	3,7	3,7	186,8
2009	15,5	8,6	12,4	3,0	3,2	172,9
2010	14,7	8,9	13,6	1,8	3,0	177,5
2011	13,4	7,9	12,1	1,1	3,2	177,5
2012	13,3	8,2	13,0	nc	2,3	177,2

Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital en norme Otan



Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %

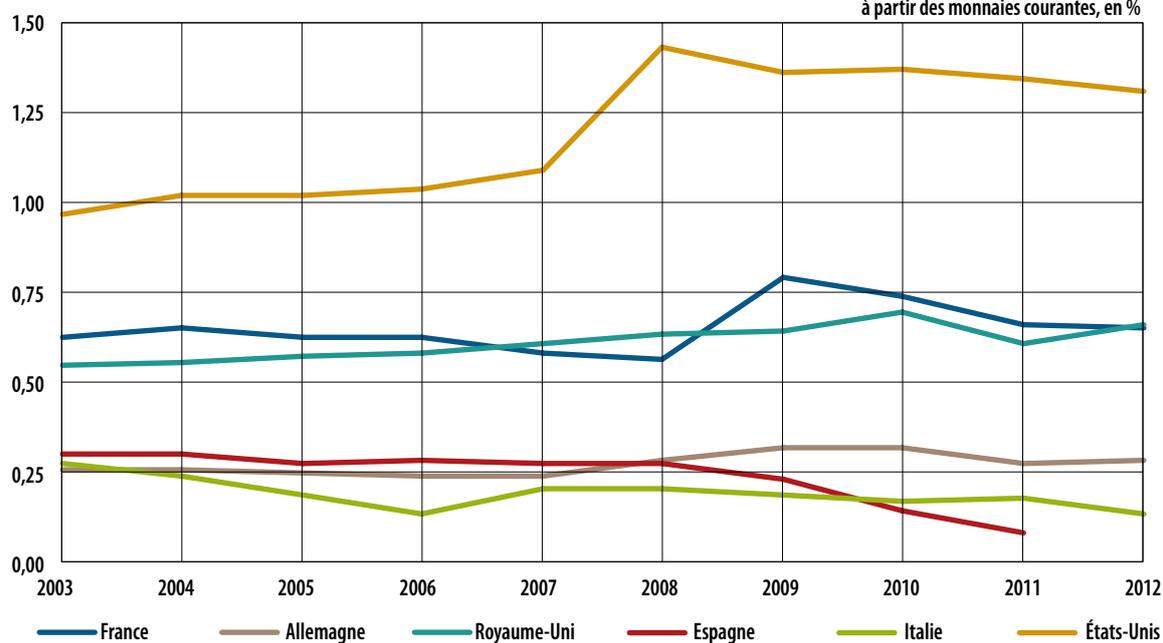
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	0,62	0,26	0,55	0,30	0,28	0,96
2004	0,65	0,26	0,56	0,30	0,24	1,02
2005	0,62	0,25	0,57	0,28	0,18	1,02
2006	0,63	0,24	0,58	0,29	0,14	1,04
2007	0,58	0,24	0,61	0,27	0,20	1,08
2008	0,56	0,28	0,63	0,27	0,20	1,42
2009	0,79	0,32	0,64	0,23	0,18	1,36
2010	0,74	0,32	0,69	0,14	0,17	1,36
2011	0,66	0,27	0,61	0,08	0,18	1,34
2012	0,65	0,28	0,66	nc	0,13	1,31

Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %



Dépenses en capital par habitant en norme Otan

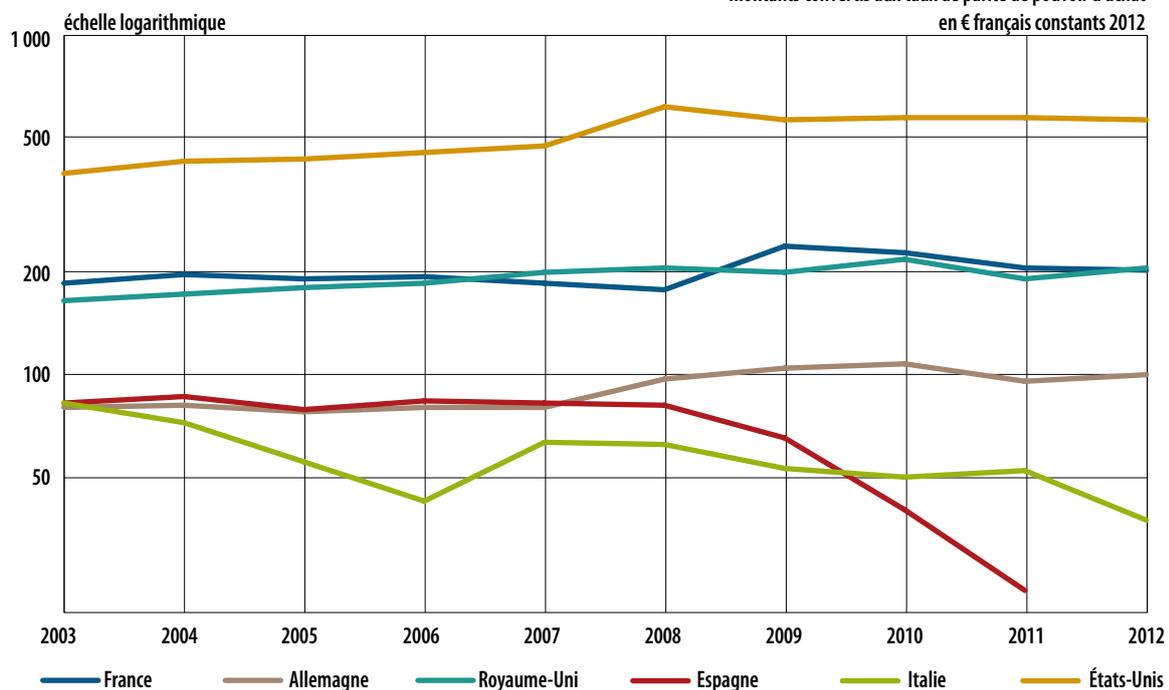
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2012

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	187	80	165	82	83	391
2004	198	81	172	86	72	423
2005	192	77	181	79	56	433
2006	196	80	186	84	42	448
2007	185	81	202	82	63	473
2008	177	97	207	81	63	613
2009	240	105	200	65	53	563
2010	227	108	218	40	50	573
2011	206	96	192	23	52	569
2012	203	100	206	nc	37	564

Sources: Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital par habitant en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2012

Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en K€ français constants 2012

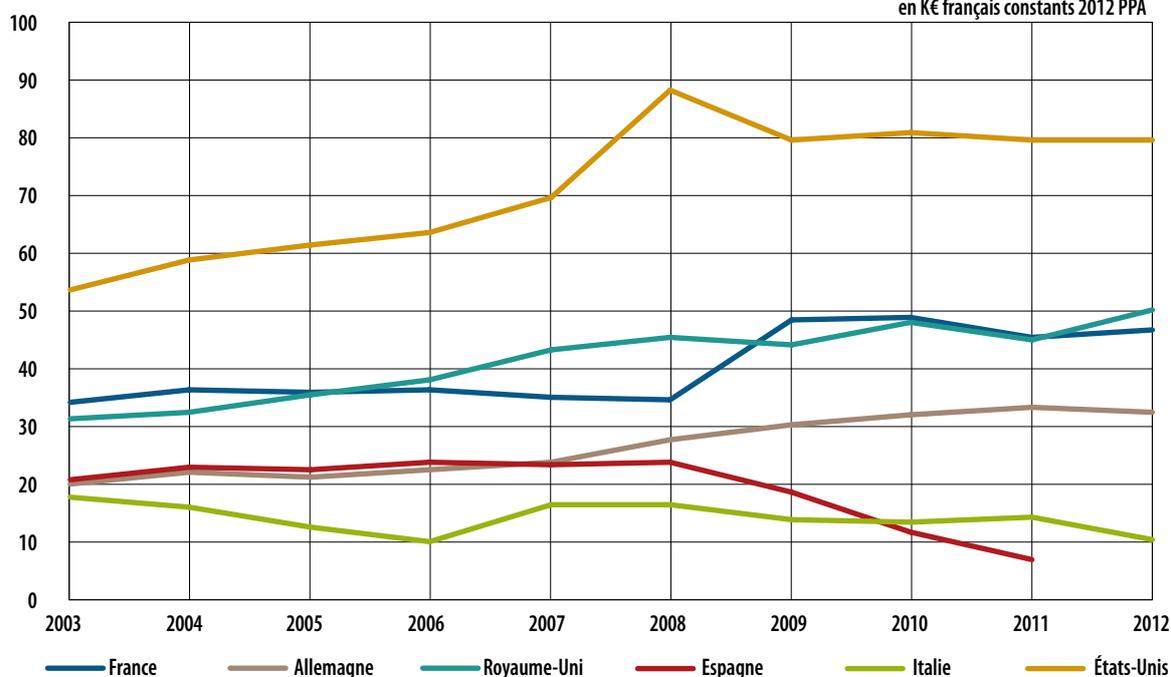
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	34,0	20,0	31,3	20,9	17,8	53,5
2004	36,5	21,9	32,5	23,1	16,1	58,7
2005	35,8	21,4	35,4	22,5	12,8	61,4
2006	36,4	22,5	38,1	23,7	10,1	63,6
2007	35,0	23,6	43,2	23,5	16,4	69,5
2008	34,7	27,5	45,5	23,9	16,5	88,3
2009	48,6	30,2	44,1	18,7	13,9	79,7
2010	48,9	32,0	48,2	11,7	13,5	81,0
2011	45,6	33,3	45,1	7,0	14,3	79,7
2012	46,8	32,3	50,4	nc	10,4	79,7

Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense Budget en norme Otan

en K€ français constants 2012 PPA



6.2 Comparaison internationale des effectifs de défense : personnel civil et militaire

Évolution des effectifs totaux de la défense au sens de l'Otan

Année	France ⁽¹⁾	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	340 270	326 669	313 600	165 420	227 516	2 127 649
2004	339 315	323 070	316 100	158 715	232 300	2 114 262
2005	337 999	319 472	307 090	152 661	251 740	2 087 835
2006	341 563	316 679	295 480	156 700	248 165	2 107 004
2007	336 818	310 048	284 470	157 403	228 097	2 053 685
2008	327 221	301 187	279 500	155 297	227 455	2 114 197
2009	318 455	297 573	280 750	159 747	229 256	2 170 051
2010	301 070	296 697	281 950	157 374	224 552	2 191 699
2011	293 686	294 896	267 040	152 972	221 851	2 228 385
2012	283 943	287 219	258 070	150 108	218 390	2 222 794

Sources: Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

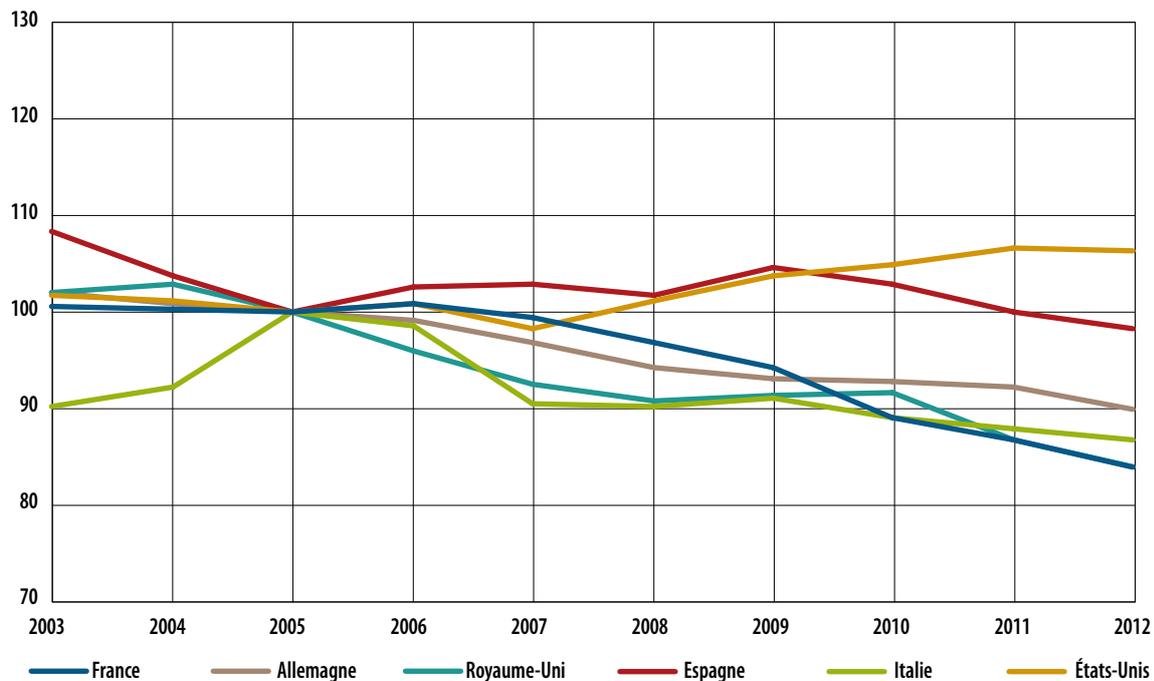
(1) Hors comptes de commerce.

Les chiffres reposent en général sur les données budgétaires nationales. Pour la France, l'Otan a strictement retenu les données LFI. (Les chiffres diffèrent donc de ceux qui figurent dans le chapitre 4.)

Les séries historiques concernant la France ont été rétropolées « Hors gendarmerie nationale ». Les forces de police à statut militaire (carabiniers en Italie) sont prises en compte à hauteur de 15 %, afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

Depuis 2011, aucun de ces pays ne compte d'appelés. Par souci de lisibilité et pour faciliter les comparaisons, toutes les séries sont donc présentées hors appelés.

Évolution des effectifs totaux de la défense (2005 = 100)



6.2.1 Les effectifs militaires en norme Otan

Évolution des effectifs militaires, au sens de l'Otan

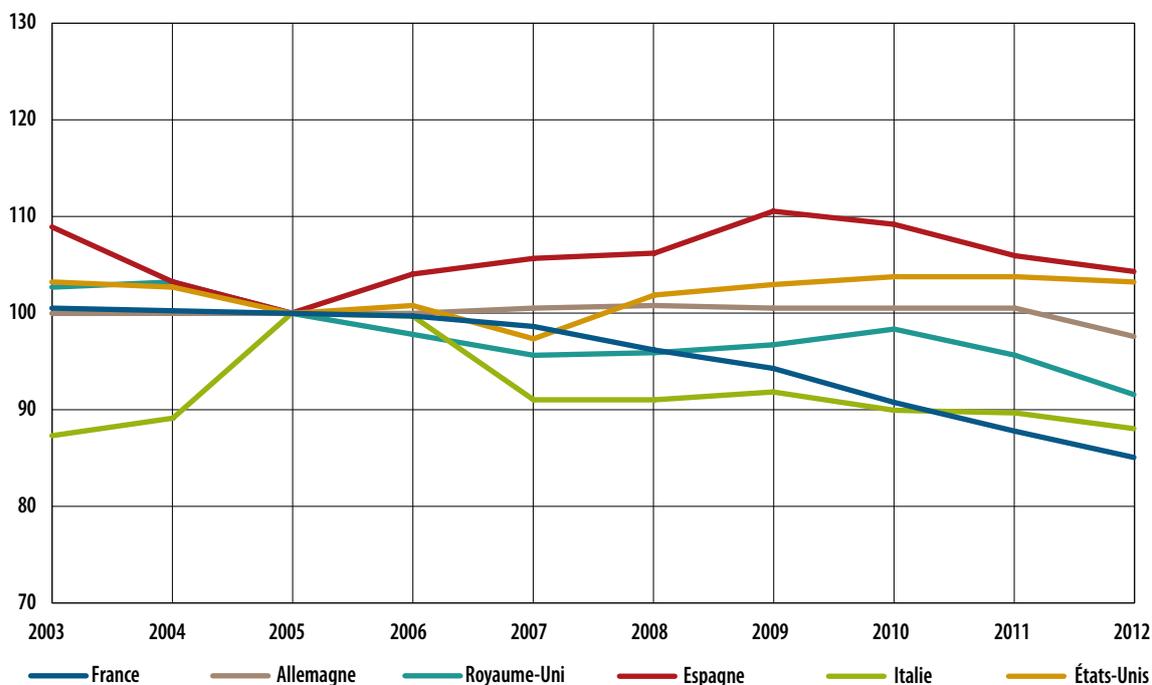
Année	France*	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis	Europe à 27
2003	258 802	199 494	206 400	130 420	187 229	1 421 792	2 101 990
2004	258 278	199 443	207 590	123 726	191 256	1 414 198	2 032 385
2005	257 721	199 324	200 940	119 832	214 433	1 376 538	1 999 234
2006	257 081	199 379	196 300	124 767	213 660	1 387 815	1 996 464
2007	254 203	200 589	191 910	126 599	194 961	1 339 932	1 858 827
2008	248 027	200 632	192 530	127 112	195 398	1 401 430	1 817 144
2009	242 977	200 160	194 550	132 486	196 978	1 418 166	1 688 548
2010	233 559	200 175	197 770	130 726	192 600	1 426 964	1 668 992
2011	226 563	200 164	192 290	126 924	192 160	1 427 181	1 578 721
2012	218 886	194 510	183 950	125 110	188 870	1 422 457	1 533 060

Sources : Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

* Voir notes de la page précédente.

Les séries historiques concernant la France ont été rétropolées « Hors gendarmerie nationale ». Les forces de police à statut militaire (carabinieri en Italie) sont prises en compte à hauteur de 15 %, afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

Évolution des effectifs militaires (2005 = 100)



6.2.2 Les effectifs civils en norme Otan

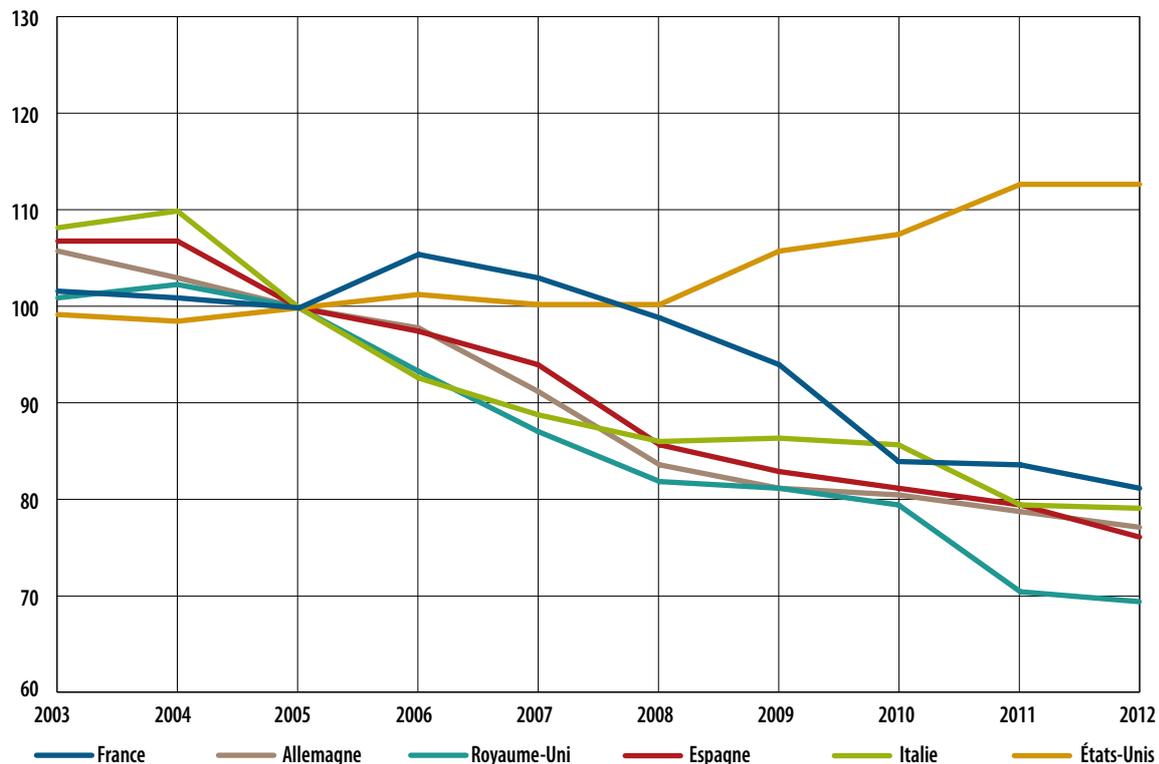
Évolution des effectifs civils, au sens de l'Otan

Année	France ⁽¹⁾	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2003	81 468	127 175	107 200	35 000	40 287	705 857
2004	81 037	123 627	108 510	34 989	41 044	700 064
2005	80 278	120 148	106 150	32 829	37 307	711 297
2006	84 482	117 300	99 180	31 933	34 505	719 189
2007	82 615	109 459	92 560	30 804	33 136	713 753
2008	79 194	100 555	86 970	28 185	32 057	712 767
2009	75 478	97 413	86 200	27 261	32 278	751 885
2010	67 511	96 522	84 180	26 648	31 952	764 735
2011	67 123	94 732	74 750	26 048	29 691	801 204
2012	65 057	92 709	74 120	24 998	29 520	800 337

Sources: Otan - Memorandum statistique de février 2013 (retraitement DAF)

(1) Hors comptes de commerce.

Évolution des effectifs civils (2005 = 100)



6.3 L'effort de défense dans l'Union européenne

Dépenses de défense (hors pensions) en 2012

	en Md€ PPA
Royaume-Uni	45,3
Allemagne	31,7
France	31,5
Italie	12,9
Pologne	11,3
Espagne	11,0
Pays-Bas	7,0
Grèce	4,7
Suède	3,4
Belgique	2,9
Roumanie	2,4
République tchèque	2,2
Danemark	2,2
Autriche	2,1
Finlande	2,0
Portugal	1,9
Hongrie	1,5
Bulgarie	1,1
République slovaque	1,0
Irlande	0,8
Slovénie	0,5
Estonie	0,5
Lituanie	0,4
Chypre	0,3
Lettonie	0,3
Luxembourg	0,2
Malte	0,1
Ensemble Union européenne	181

Dépenses de défense (hors pensions) en 2012

	en % du PIB
Royaume-Uni	2,30
Grèce	1,91
Estonie	1,83
Chypre	1,69
France	1,55
Pologne	1,53
Finlande	1,18
Bulgarie	1,12
Pays-Bas	1,12
Allemagne	1,10
Danemark	1,06
Slovénie	1,04
Suède	1,00
République tchèque	0,91
Espagne	0,85
Portugal	0,84
République slovaque	0,82
Hongrie	0,81
Lettonie	0,80
Roumanie	0,80
Belgique	0,77
Italie	0,75
Lituanie	0,69
Autriche	0,68
Malte	0,55
Irlande	0,47
Luxembourg	0,41
Ensemble Union européenne	1,25

Dépenses d'équipement en 2012

	en M€ PPA
France	13 294
Royaume-Uni	13 003
Allemagne	8 189
Pologne	3 124
Italie	2 280
Pays-Bas	1 244
Espagne	1 172
Suède	1 124
Grèce	918
Finlande	689
Danemark	468
République tchèque	444
Autriche	335
Portugal	323
Roumanie	316
Belgique	252
Hongrie	118
Estonie	105
République slovaque	101
Chypre	88
Irlande	87
Luxembourg	76
Bulgarie	60
Lettonie	53
Lituanie	52
Slovénie	22
Malte	3
Ensemble Union européenne	47 940

Dépenses d'équipement de défense en 2012

en % de la dépense totale de défense

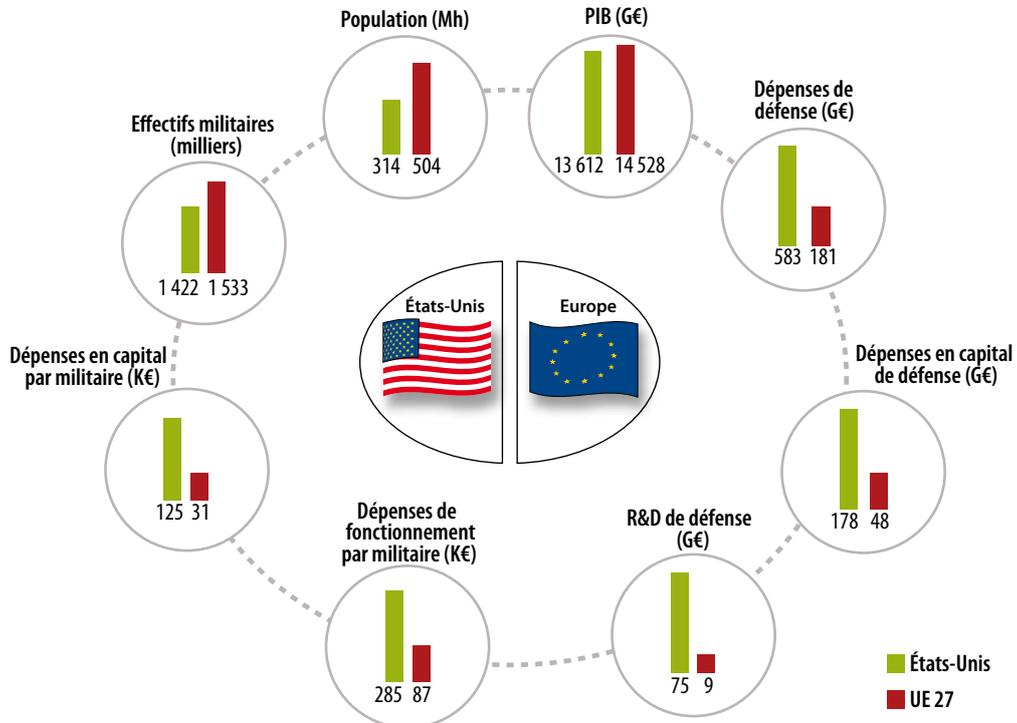
Luxembourg	39,0
France	34,0
Finlande	27,2
Suède	26,8
Royaume-Uni	25,8
Pologne	22,4
Allemagne	21,1
Chypre	19,9
Estonie	19,5
Danemark	18,2
République tchèque	16,5
Lettonie	15,9
Grèce	14,9
Pays-Bas	14,9
Autriche	12,8
Italie	11,0
Lituanie	11,0
Portugal	9,7
Irlande	9,2
Espagne	8,6
Roumanie	8,2
République slovaque	7,7
Hongrie	6,5
Belgique	6,4
Bulgarie	4,7
Malte	4,5
Slovénie	3,3
Ensemble Union européenne	21,3

Effectif militaire en 2012

en milliers de personnes

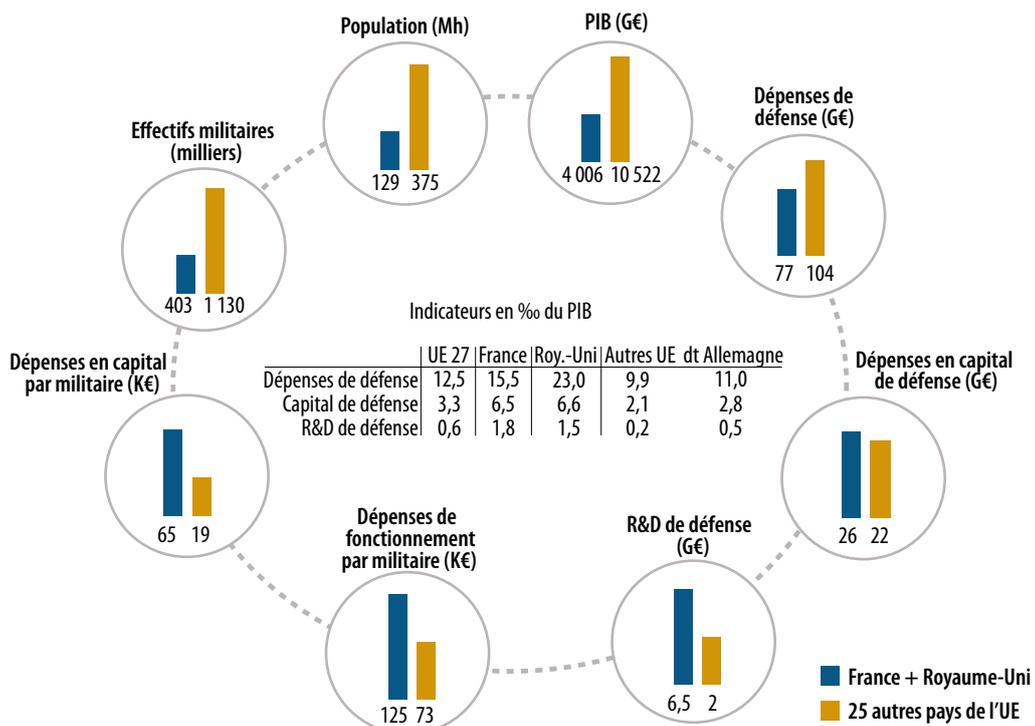
France	218,9
Allemagne	191,7
Italie	188,9
Royaume-Uni	184,0
Espagne	125,1
Grèce	110,6
Pologne	97,9
Roumanie	65,2
Pays-Bas	42,8
Autriche	38,5
Portugal	35,3
Belgique	30,8
Finlande	27,4
Bulgarie	25,7
Suède	25,5
République tchèque	21,7
Danemark	19,4
Hongrie	18,3
République slovaque	15,9
Irlande	9,8
Chypre	9,7
Lituanie	9,2
Slovénie	7,1
Estonie	6,0
Lettonie	5,0
Malte	2,0
Luxembourg	0,8
Ensemble Union européenne	1 533,1

L'asymétrie de l'effort de défense entre l'Union européenne et les États-Unis



Données 2012 exprimées en parité de pouvoir d'achat en France hors pensions

La disparité de l'effort de défense des pays de l'Union européenne



Données 2012 exprimées en parité de pouvoir d'achat en France hors pensions

6.4 Les principaux programmes en coopération

Principaux programmes en coopération (en grisé, programmes intégrés à l'OCCAr)

Programme	PLF 2013 en M€		Pays partenaires								
	AE	CP	Alle- magne	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Portugal	Royaume- Uni	Suède	Autres
Avion de transport futur (A400M)	334,28	217,21	X	X ⁽¹⁾	X				X		Tur- quie
Famille de système sol-air futurs (FSAF)	373,93	115,75				X					
Frégate antiaérienne Horizon	0	13,91				X					
Frégate multimission (FREMM)	0	651,14				X					
Hélicoptère Tigre (HAP-HAD)	0	211,21	X		X						
Comcept (satellite)	0	0				X					
Hélios II (satellite)	0	1,35		X	X	X					
Syracuse III (satellite)	0	0				X					
MUSIS (satellite) ⁽⁵⁾	0	169,84				X					
Lance-roquette unitaire (LRU)	0	31,68	X			X					
Missile d'interception à domaine élargi (MIDE)	0	1,64	X		X	X			X ⁽²⁾	X	
Hélicoptère NH 90	0	427,78	X	X		X	X	X ⁽³⁾			
Système principal de missiles antiaériens (PAAMS) ⁽⁴⁾	0	11,18				X			X		
Torpille MU 90	0	0,95				X					

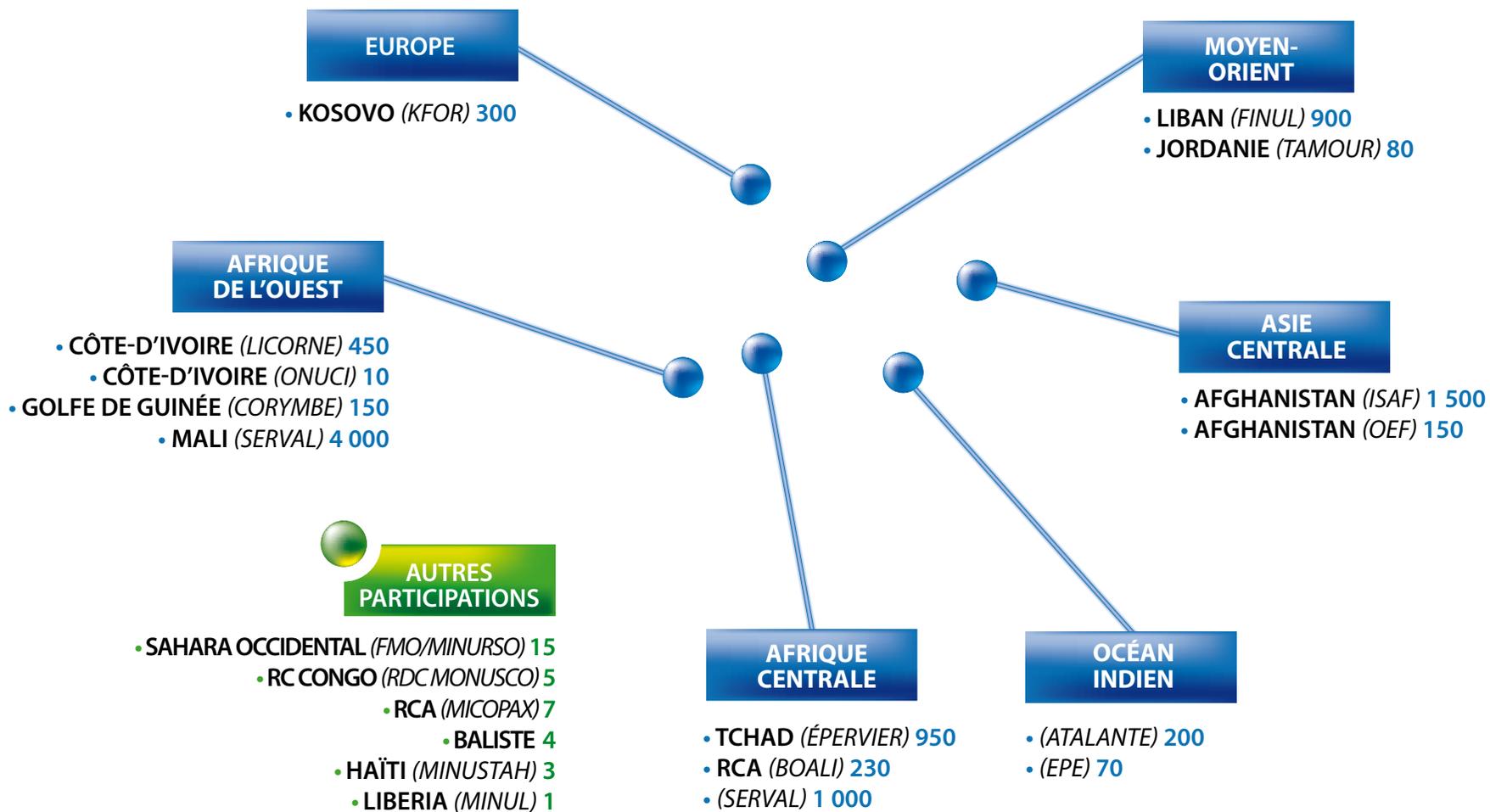
(1) La Belgique agit également pour le compte du Luxembourg.

(2) Programme piloté par le Royaume-Uni.

(3) Uniquement pour la production.

(4) Coopération OCCAr uniquement pour la partie missiles.

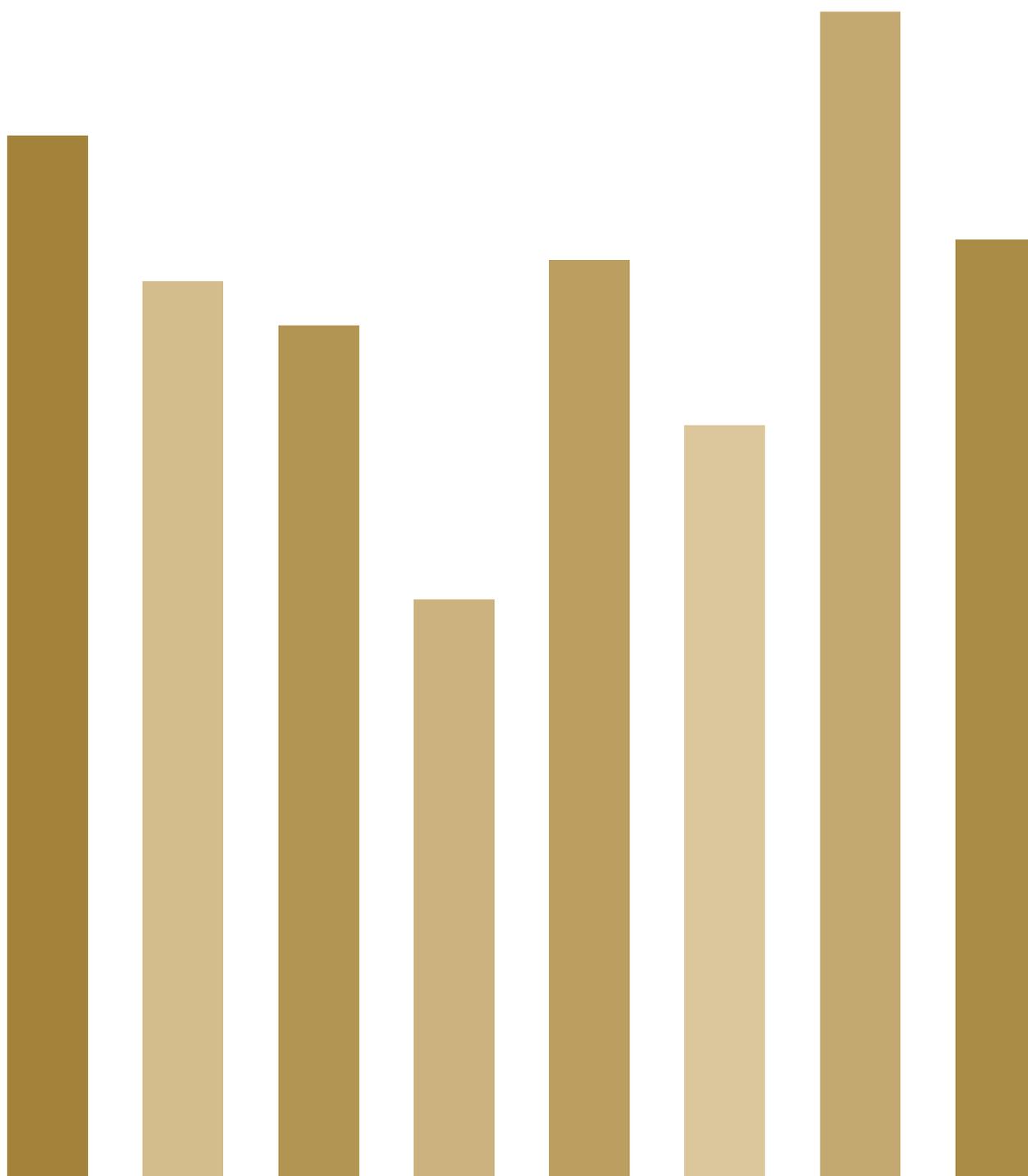
(5) Coopération OCCAr uniquement pour la couche d'interopérabilité franco-italienne.



Forces françaises en opération extérieure (au 14 février 2013)

6.5 Les forces françaises déployées hors du territoire national

ANNEXES : SÉRIES LONGUES



Année	PIB	FBCF*		Consommation finale				Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI**	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU***	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages			
1980	444 706	98 264	49 162	347 482	245 544	95 104	6 835	5 615	95 167	102 177
1981	501 425	107 545	53 862	403 545	284 621	111 170	7 754	-2 420	112 419	120 051
1982	575 686	119 393	60 614	467 668	328 348	130 530	8 790	2 856	125 834	140 452
1983	639 445	124 020	62 831	518 735	363 251	145 876	9 608	-1 749	146 378	148 457
1984	695 042	129 484	65 535	565 443	395 366	159 817	10 260	-989	169 116	168 546
1985	744 465	137 895	70 708	609 987	427 559	171 676	10 753	-661	177 277	180 606
1986	800 920	149 070	77 709	649 102	455 487	182 358	11 257	3 732	166 611	168 193
1987	841 068	161 151	84 906	686 484	484 233	190 432	11 820	2 886	168 394	178 458
1988	909 152	181 520	95 800	727 855	513 337	201 893	12 624	6 040	189 190	196 112
1989	979 417	200 333	106 942	775 794	550 123	212 124	13 548	10 243	216 897	224 619
1990	1 032 780	213 112	115 651	818 007	578 933	224 455	14 620	9 989	221 854	231 021
1991	1 071 173	218 894	118 937	852 003	598 853	237 786	15 364	3 840	233 636	237 993
1992	1 107 985	214 588	114 840	888 182	618 486	252 585	17 111	-2 063	241 630	235 054
1993	1 119 833	201 590	104 905	913 385	627 364	268 307	17 715	-13 961	237 384	219 251
1994	1 157 881	205 636	107 183	937 336	644 513	274 162	18 661	-1 932	255 118	238 960
1995	1 196 181	208 936	109 717	964 261	660 972	282 812	20 477	4 643	274 587	256 959
1996	1 226 607	211 855	110 450	997 849	682 412	293 502	21 936	-3 668	286 874	266 999
1997	1 264 843	213 793	111 535	1 015 561	690 453	302 560	22 549	-1 653	327 919	291 568
1998	1 321 104	229 337	122 114	1 047 746	718 097	305 576	24 073	9 654	349 666	316 190
1999	1 367 005	249 333	133 702	1 080 734	738 884	316 583	25 267	6 776	360 267	331 111
2000	1 439 603	271 953	147 635	1 138 911	782 187	329 904	26 820	13 367	414 805	400 475
2001	1 495 554	282 433	154 553	1 186 090	816 336	340 976	28 778	8 994	424 143	407 144
2002	1 542 928	281 089	151 394	1 232 540	840 599	361 851	30 090	4 791	424 375	400 837
2003	1 587 903	290 657	152 379	1 280 560	872 487	377 986	30 087	1 751	411 442	397 232
2004	1 655 572	309 191	159 810	1 330 732	906 609	393 362	30 761	8 121	432 826	426 132
2005	1 718 047	332 319	169 659	1 385 833	946 116	408 147	31 570	9 806	452 871	463 750
2006	1 798 116	360 376	181 990	1 441 776	986 594	421 742	33 440	13 733	485 914	504 713
2007	1 886 792	394 622	203 211	1 501 588	1 030 452	435 652	35 484	18 741	506 724	535 937
2008	1 933 195	411 879	214 005	1 549 583	1 063 662	449 934	35 987	11 496	520 974	561 663
2009	1 885 763	367 485	185 053	1 562 873	1 057 738	467 210	37 925	-10 664	440 683	475 139
2010	1 937 261	376 721	198 448	1 606 243	1 084 600	481 828	39 815	-4 229	495 274	537 422
2011	1 996 583	401 202	213 379	1 640 602	1 110 080	489 346	41 175	10 110	538 191	594 295

A.1.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en valeur (en M€ courants)

A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries en francs, divisées par le taux fixe euro/franc (6,55957).

* Formation brute de capital fixe.

** Sociétés non financières et entrepreneurs individuels.

*** Administrations publiques.

A.1.1.2 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en volume (base 2005, en M€ 2005, aux prix de l'année précédente, chaînés)

Année	PIB	FBCF*		Consommation finale				Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI**	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU***	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages			
1980	1 032 187	199 711	91 290	831 735	573 229	241 558	15 761	6 692	139 903	145 587
1981	1 042 292	195 952	89 390	850 842	585 381	248 590	15 780	-9 400	146 692	143 634
1982	1 067 489	192 957	89 774	880 745	604 265	259 534	15 997	80	145 039	148 831
1983	1 080 640	185 985	86 428	892 486	609 410	266 202	16 153	-7 415	151 865	144 909
1984	1 096 791	183 191	85 495	902 619	614 102	271 949	16 057	-6 436	162 193	149 904
1985	1 114 452	187 490	88 542	922 468	625 999	280 007	16 120	-6 082	165 500	157 103
1986	1 139 594	196 060	93 913	952 597	648 442	287 391	16 219	-180	163 878	167 663
1987	1 166 813	205 598	99 728	981 984	669 180	295 201	16 941	-145	168 533	180 584
1988	1 221 276	224 825	109 576	1 014 325	690 201	305 725	17 815	2 812	182 848	195 858
1989	1 272 420	241 562	118 855	1 040 606	711 096	310 035	18 480	6 288	200 832	211 645
1990	1 305 760	251 085	125 923	1 067 916	727 827	319 824	19 461	5 775	209 064	222 173
1991	1 319 332	250 417	126 288	1 082 003	731 063	330 696	20 242	-1 976	221 855	228 621
1992	1 338 830	245 472	122 766	1 099 169	736 949	341 005	21 931	-5 448	234 761	232 479
1993	1 329 896	230 727	113 234	1 108 580	735 303	352 952	22 108	-18 160	235 303	224 493
1994	1 359 784	234 634	115 789	1 121 336	746 004	353 894	22 936	-4 430	254 045	244 321
1995	1 387 623	238 845	118 812	1 134 365	757 530	353 538	24 422	2 178	274 947	262 330
1996	1 402 437	240 425	119 254	1 154 362	769 034	361 015	25 590	-8 996	284 889	268 224
1997	1 433 064	241 638	121 333	1 161 003	771 423	365 385	25 670	-4 360	321 454	289 350
1998	1 481 477	259 417	133 417	1 188 610	799 466	362 922	26 908	6 689	347 779	323 031
1999	1 530 247	281 571	146 127	1 222 476	826 861	368 160	27 842	5 494	363 719	344 473
2000	1 586 562	300 656	156 006	1 258 401	854 446	375 019	29 178	12 495	408 694	395 566
2001	1 615 685	307 244	161 866	1 284 458	874 310	379 919	30 362	7 510	419 196	404 462
2002	1 630 693	301 255	157 211	1 309 643	889 641	387 084	33 011	3 857	425 970	411 472
2003	1 645 361	307 957	158 272	1 332 811	906 538	394 380	31 933	-1 361	420 286	414 875
2004	1 687 230	318 293	163 542	1 357 304	922 816	403 077	31 434	9 834	440 321	439 282
2005	1 718 047	332 319	169 659	1 385 833	946 116	408 147	31 570	9 806	452 871	463 750
2006	1 760 429	345 467	176 061	1 413 128	967 089	413 789	32 251	11 782	476 348	487 193
2007	1 800 659	367 327	192 042	1 443 256	989 609	420 041	33 593	15 686	487 451	514 009
2008	1 799 206	368 473	197 077	1 451 100	992 240	425 387	33 476	11 588	485 942	518 745
2009	1 742 584	329 524	170 081	1 464 530	993 555	436 122	34 944	-9 121	427 133	468 749
2010	1 771 563	333 571	180 801	1 487 945	1 007 798	443 955	36 263	-7 820	468 340	510 303
2011	1 801 639	345 221	189 978	1 491 992	1 010 349	444 756	36 950	6 679	492 951	535 549

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries en francs, divisées par le taux fixe euro/franc (6,55957).

* Formation brute de capital fixe.

** Sociétés non financières et entrepreneurs individuels.

*** Administrations publiques.

Année	PIB	FBCF		Consommation finale				Exportations de biens et services	Importations de biens et services
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU	dont dépense de conso finale des instit. ss but lucratif au serv. des ménages		
1980	43,1	49,2	53,9	41,8	42,8	39,4	43,4	68,0	70,2
1981	48,1	54,9	60,3	47,4	48,6	44,7	49,1	76,6	83,6
1982	53,9	61,9	67,5	53,1	54,3	50,3	54,9	86,8	94,4
1983	59,2	66,7	72,7	58,1	59,6	54,8	59,5	96,4	102,4
1984	63,4	70,7	76,7	62,6	64,4	58,8	63,9	104,3	112,4
1985	66,8	73,5	79,9	66,1	68,3	61,3	66,7	107,1	115,0
1986	70,3	76,0	82,7	68,1	70,2	63,5	69,4	101,7	100,3
1987	72,1	78,4	85,1	69,9	72,4	64,5	69,8	99,9	98,8
1988	74,4	80,7	87,4	71,8	74,4	66,0	70,9	103,5	100,1
1989	77,0	82,9	90,0	74,6	77,4	68,4	73,3	108,0	106,1
1990	79,1	84,9	91,8	76,6	79,5	70,2	75,1	106,1	104,0
1991	81,2	87,4	94,2	78,7	81,9	71,9	75,9	105,3	104,1
1992	82,8	87,4	93,5	80,8	83,9	74,1	78,0	102,9	101,1
1993	84,2	87,4	92,6	82,4	85,3	76,0	80,1	100,9	97,7
1994	85,2	87,6	92,6	83,6	86,4	77,5	81,4	100,4	97,8
1995	86,2	87,5	92,3	85,0	87,3	80,0	83,8	99,9	98,0
1996	87,5	88,1	92,6	86,4	88,7	81,3	85,7	100,7	99,5
1997	88,3	88,5	91,9	87,5	89,5	82,8	87,8	102,0	100,8
1998	89,2	88,4	91,5	88,1	89,8	84,2	89,5	100,5	97,9
1999	89,3	88,6	91,5	88,4	89,4	86,0	90,7	99,1	96,1
2000	90,7	90,5	94,6	90,5	91,5	88,0	91,9	101,5	101,2
2001	92,6	91,9	95,5	92,3	93,4	89,7	94,8	101,2	100,7
2002	94,6	93,3	96,3	94,1	94,5	93,5	91,2	99,6	97,4
2003	96,5	94,4	96,3	96,1	96,2	95,8	94,2	97,9	95,7
2004	98,1	97,1	97,7	98,0	98,2	97,6	97,9	98,3	97,0
2005	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2006	102,1	104,3	103,4	102,0	102,0	101,9	103,7	102,0	103,6
2007	104,8	107,4	105,8	104,0	104,1	103,7	105,6	104,0	104,3
2008	107,4	111,8	108,6	106,8	107,2	105,8	107,5	107,2	108,3
2009	108,2	111,5	108,8	106,7	106,5	107,1	108,5	103,2	101,4
2010	109,4	112,9	109,8	108,0	107,6	108,5	109,8	105,8	105,3
2011	110,8	116,2	112,3	110,0	109,9	110,0	111,4	109,2	111,0

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.1.2 La production des branches

A.1.2.1 La production des branches en valeur (base 2005, en M€ courants)

Année Code	Industrie											
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie	Construction	Services principalement marchands	Services principalement non marchands	Ensemble
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ	
1980	39 423	27 979	52 848	23 644	39 925	27 477	135 148	307 022	73 562	323 038	103 033	846 077
1981	43 969	32 924	60 383	28 965	44 579	30 760	146 535	344 145	80 246	366 325	119 984	954 669
1982	53 017	37 461	68 062	29 980	48 575	35 281	162 745	382 104	88 108	416 334	140 260	1 079 822
1983	55 862	42 019	73 863	30 836	52 616	38 503	176 653	414 489	90 497	463 316	156 734	1 180 898
1984	58 172	46 581	81 282	33 460	55 754	42 417	193 304	452 798	94 438	510 711	171 223	1 287 342
1985	61 338	50 786	85 713	33 755	59 308	43 924	206 020	479 506	97 768	552 014	183 479	1 374 104
1986	62 256	50 437	88 664	20 549	61 813	46 542	205 344	473 348	106 064	592 254	194 635	1 428 557
1987	62 751	49 758	89 990	16 965	62 483	49 298	209 292	477 786	113 157	629 530	203 842	1 487 066
1988	63 347	50 123	94 748	15 435	65 915	55 024	226 363	507 607	125 308	683 159	217 571	1 596 991
1989	69 483	52 815	101 039	17 473	70 256	61 463	246 079	549 125	134 855	756 512	228 785	1 738 761
1990	71 853	55 569	105 853	19 463	73 215	65 254	250 514	569 868	142 250	800 906	242 539	1 827 415
1991	66 902	60 231	108 608	20 076	75 238	66 132	251 551	581 834	146 390	834 610	256 467	1 886 203
1992	68 069	61 458	112 193	17 911	74 094	67 827	249 112	582 596	150 300	862 028	271 951	1 934 943
1993	64 930	62 446	110 669	18 005	70 628	62 503	236 396	560 646	141 065	876 039	287 897	1 930 577
1994	68 866	62 578	111 329	16 335	72 835	67 043	248 183	578 303	139 368	899 004	295 250	1 980 790
1995	71 729	64 566	114 745	16 912	79 158	67 878	268 174	611 432	141 640	935 468	305 107	2 065 376
1996	72 851	67 042	114 957	20 540	79 958	69 421	262 875	614 791	138 148	962 946	318 800	2 107 537
1997	74 170	67 389	118 855	22 292	84 255	78 557	276 725	648 072	137 576	999 557	328 740	2 188 114
1998	75 450	68 810	118 713	18 070	90 506	88 650	289 495	674 244	141 901	1 057 738	333 498	2 282 830
1999	74 670	70 178	119 037	20 697	94 712	101 227	294 519	700 370	151 615	1 127 716	344 429	2 398 800
2000	75 911	76 051	122 351	34 451	107 180	110 189	322 297	772 519	169 244	1 228 233	358 938	2 604 845
2001	77 509	81 014	128 374	31 022	105 784	120 005	328 946	795 145	177 678	1 298 927	370 335	2 719 593
2002	77 301	83 382	129 217	27 883	96 869	117 833	322 610	777 794	182 741	1 353 542	389 098	2 780 475
2003	72 704	87 941	128 504	28 537	92 179	112 510	318 656	768 326	190 527	1 393 855	404 305	2 829 717
2004	74 821	90 791	131 132	33 604	93 013	117 200	329 274	795 014	204 850	1 460 475	421 913	2 957 073
2005	74 705	101 833	130 589	42 038	92 575	122 934	339 856	829 824	222 125	1 528 605	438 965	3 094 223
2006	72 455	112 610	134 173	47 142	96 292	126 255	357 073	873 544	245 919	1 616 328	455 388	3 263 634
2007	78 723	130 241	143 462	47 306	99 389	126 776	373 970	921 144	269 888	1 696 926	472 862	3 439 543
2008	80 452	135 639	150 971	56 580	98 849	125 092	375 280	942 411	284 173	1 747 806	489 000	3 543 843
2009	74 759	133 724	140 703	35 941	80 438	104 624	321 866	817 296	265 318	1 705 718	507 917	3 371 007
2010	80 332	144 697	141 832	40 819	86 188	117 501	340 846	871 883	256 249	1 766 925	525 265	3 500 654
2011	85 740	148 050	151 129	50 592	91 230	126 969	361 651	929 621	269 807	1 827 084	535 105	3 647 356

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

Année Code	Industrie									Construction	Services principale- ment marchands	Services principale- ment non marchands	Ensemble
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie					
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ		
1980	58 950	55 888	91 645	60 115	38 699	52 700	238 027	517 298	173 824	715 704	269 732	1 743 809	
1981	58 698	55 704	94 072	54 303	40 073	54 142	233 550	515 023	172 179	728 641	276 337	1 756 479	
1982	63 842	55 217	96 064	48 072	40 344	56 878	232 756	513 563	169 422	748 405	286 930	1 786 154	
1983	61 938	56 798	96 385	46 479	41 633	57 654	234 237	518 099	162 346	764 419	294 075	1 803 547	
1984	63 571	58 434	99 741	47 043	42 260	59 062	236 753	527 830	159 666	785 175	299 518	1 839 049	
1985	65 763	60 264	102 320	45 764	43 862	58 612	238 484	534 656	159 132	800 921	307 662	1 871 110	
1986	66 087	62 345	104 418	44 131	45 372	59 803	239 246	541 233	166 444	832 051	314 689	1 920 593	
1987	69 180	63 704	106 217	40 609	46 290	61 171	241 657	547 375	171 856	864 762	323 990	1 975 406	
1988	68 345	64 535	109 629	40 095	48 717	65 909	251 712	569 290	184 247	913 648	336 295	2 068 206	
1989	68 418	66 494	112 424	38 579	51 478	71 236	262 204	592 809	193 539	970 929	340 638	2 162 745	
1990	71 631	67 913	116 184	38 997	53 988	71 160	268 236	607 618	198 174	1 005 833	350 746	2 230 155	
1991	68 046	71 802	118 122	40 035	56 429	68 950	270 616	617 185	196 833	1 014 821	361 916	2 253 702	
1992	72 442	71 917	119 783	40 267	56 528	69 751	270 198	619 572	198 445	1 030 920	372 252	2 287 559	
1993	69 974	71 747	119 562	41 500	56 308	64 273	261 582	605 364	183 296	1 027 350	383 781	2 261 886	
1994	70 649	71 407	121 241	40 496	59 637	68 381	271 741	624 987	180 057	1 046 155	385 933	2 301 670	
1995	72 118	73 587	123 850	42 325	64 950	69 253	283 119	649 603	181 701	1 082 159	385 277	2 366 649	
1996	74 284	75 907	124 732	45 553	65 927	70 779	280 394	654 117	175 096	1 103 365	395 362	2 398 243	
1997	75 328	75 758	125 927	45 785	71 018	80 074	293 452	684 554	170 869	1 142 495	399 652	2 470 962	
1998	76 739	78 393	128 070	46 141	78 459	91 253	309 449	726 194	174 375	1 198 373	398 302	2 574 189	
1999	78 499	81 310	130 032	44 322	84 727	104 598	318 786	761 303	183 424	1 263 041	403 367	2 690 347	
2000	78 809	85 589	128 932	44 740	96 438	111 637	336 553	803 911	198 978	1 345 861	410 491	2 838 816	
2001	76 592	88 242	129 296	45 695	97 434	119 200	341 011	820 851	203 771	1 396 258	414 517	2 912 632	
2002	78 276	90 602	130 293	42 810	92 746	115 812	336 954	809 273	203 518	1 421 866	420 139	2 933 102	
2003	69 141	93 440	129 185	42 540	90 516	113 447	331 980	800 784	206 121	1 439 783	424 840	2 940 030	
2004	76 765	95 389	130 619	42 952	92 836	117 960	336 441	816 059	211 934	1 485 262	434 002	3 023 974	
2005	74 705	101 833	130 589	42 038	92 575	122 934	339 856	829 824	222 125	1 528 605	438 965	3 094 223	
2006	73 266	104 353	132 303	41 778	95 707	124 740	348 673	847 554	233 390	1 591 760	444 327	3 190 296	
2007	73 937	117 458	135 841	40 742	98 249	122 027	356 939	871 653	245 773	1 640 909	451 022	3 283 474	
2008	75 253	115 403	133 815	41 020	97 525	119 408	348 617	856 259	243 455	1 655 031	454 691	3 284 465	
2009	75 540	113 021	131 552	34 900	79 544	99 276	310 462	770 686	226 940	1 588 943	463 450	3 123 640	
2010	73 910	119 284	132 690	32 128	86 566	111 055	324 073	807 836	215 032	1 625 308	471 220	3 189 815	
2011	75 543	114 610	135 221	32 115	90 968	117 307	333 115	824 077	218 137	1 664 357	472 040	3 250 290	

A.1.2.2 La production des branches en volume (en M€ 2005, aux prix de l'année précédente, chaînes)

A.1.2.3 Les indices de prix de la production (base 2005, en M€ 2005, aux prix de l'année précédente, chaînes)

Année Code	Industrie											Ensemble
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie	Construction	Services principalement marchands	Services principalement non marchands	
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ	
1980	67	50	58	39	103	52	57	59	42	45	38	48,519
1981	75	59	64	53	111	57	63	67	47	50	43	54,351
1982	83	68	71	62	120	62	70	74	52	56	49	60,455
1983	90	74	77	66	126	67	75	80	56	61	53	65,476
1984	92	80	81	71	132	72	82	86	59	65	57	70,000
1985	93	84	84	74	135	75	86	90	61	69	60	73,438
1986	94	81	85	47	136	78	86	87	64	71	62	74,381
1987	91	78	85	42	135	81	87	87	66	73	63	75,279
1988	93	78	86	38	135	83	90	89	68	75	65	77,216
1989	102	79	90	45	136	86	94	93	70	78	67	80,396
1990	100	82	91	50	136	92	93	94	72	80	69	81,941
1991	98	84	92	50	133	96	93	94	74	82	71	83,694
1992	94	85	94	44	131	97	92	94	76	84	73	84,585
1993	93	87	93	43	125	97	90	93	77	85	75	85,353
1994	97	88	92	40	122	98	91	93	77	86	77	86,059
1995	99	88	93	40	122	98	95	94	78	86	79	87,270
1996	98	88	92	45	121	98	94	94	79	87	81	87,878
1997	98	89	94	49	119	98	94	95	81	87	82	88,553
1998	98	88	93	39	115	97	94	93	81	88	84	88,682
1999	95	86	92	47	112	97	92	92	83	89	85	89,163
2000	96	89	95	77	111	99	96	96	85	91	87	91,758
2001	101	92	99	68	109	101	96	97	87	93	89	93,372
2002	99	92	99	65	104	102	96	96	90	95	93	94,796
2003	105	94	99	67	102	99	96	96	92	97	95	96,248
2004	97	95	100	78	100	99	98	97	97	98	97	97,788
2005	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100,000
2006	99	108	101	113	101	101	102	103	105	102	102	102,299
2007	106	111	106	116	101	104	105	106	110	103	105	104,753
2008	107	118	113	138	101	105	108	110	117	106	108	107,897
2009	99	118	107	103	101	105	104	106	117	107	110	107,919
2010	109	121	107	127	100	106	105	108	119	109	111	109,745
2011	113	129	112	158	100	108	109	113	124	110	113	112,216

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

à prix courants

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	30,0			30,0
Produits d'armement	14,4	1,3	0,5	16,3
Reste de l'économie	3 231,7	506,0	192,2	3 929,8
Total	3 276,1	507,3	192,7	3 976,1

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

Année 2006

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie de l'armement	Reste de l'économie	Total
10,6	6,2		16,9
3,7	5,0	1 635,8	1 644,5
14,3	11,3	1 635,8	1 661,4

15,7	3,1	1 595,8	1 614,7
18,9			
30,0	14,4	3 231,7	3 276,1
44,4			

base 2000, en Md€

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
30,0			30,0
	-4,7	4,1	16,3
392,6	1 412,3	480,4	3 929,8
422,6	1 407,6	484,5	3 976,1

* Consommation finale des administrations publiques

Valeurs ajoutées	1 614,7
Impôts sur produits	192,7
PIB	1 807,4

Source: Insee, traitement OED

à prix courants

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	30,3			30,3
Produits d'armement	17,0	1,5	0,4	18,9
Reste de l'économie	3 407,8	536,1	196,9	4 140,8
Total	3 455,1	537,6	197,3	4 190,0

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

Année 2007

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie de l'armement	Reste de l'économie	Total
10,3	9,0		19,3
4,1	4,4	1 729,8	1 738,4
14,4	13,5	1 729,8	1 757,7

15,9	3,5	1 678,1	1 697,4
19,4			
30,3	17,0	3 407,8	3 455,1
47,3			

base 2000, en Md€

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
30,3			30,3
	-5,3	4,8	18,9
406,6	1 498,3	497,5	4 140,8
436,9	1 493,0	502,3	4 190,0

* Consommation finale des administrations publiques

Valeurs ajoutées	1 697,4
Impôts sur produits	197,3
PIB	1 894,6

Source: Insee, traitement OED

à prix courants

Année 2008

base 2000, en M€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	30,0			30,0
Produits d'armement ¹	13,6	1,3	1,0	15,9
Reste de l'économie	3 519,8	561,9	194,9	4 276,6
Total	3 563,4	563,2	196,0	4 322,6

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie de l'armement	Reste de l'économie	Total
10,9	6,9		17,8
3,4	3,9	1 785,8	1 793,1
14,3	10,8	1 785,8	1 810,9

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
30,0			30,0
	-5,0	3,2	15,9
421,4	3 356,3	516,7	4 276,6
451,4	3 351,3	519,9	4 322,6

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

15,7	2,8	1 734,0	1 752,5
18,5			
30,0	13,6	3 519,8	3 563,4
43,6			

Valeurs ajoutées 1 752,5
Impôts sur produits 196
PIB 1 948,5

Source : Insee/DGA, traitement OED

¹ La production de produits d'armement est estimée à partir de l'indicateur de la DGA (cf. 5.1.3).

à prix courants

Année 2009

base 2000, en M€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	27,9			27,9
Produits d'armement ¹	13,6	1,3	1,0	15,9
Reste de l'économie	3 337,4	473,9	183,6	3 994,8
Total	3 379,0	475,2	184,7	4 038,8

Consommations intermédiaires			
Ministère de la Défense	Industrie de l'armement	Reste de l'économie	Total
13,5	6,3		19,8
2,7	3,7	1 648,2	1 654,6
16,2	10,0	1 648,2	1 674,4

Emplois finals			
CF des APU*	Autres	Exportations	Total des emplois
27,9			27,9
	-7,5	3,7	15,9
439,1	3 138,4	437,2	3 994,9
467,0	3 130,9	440,9	4 038,8

* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée
dont valeur ajoutée de défense
Production disponible
dont production de défense

11,7	3,6	1 689,2	1 704,5
15,3			
27,9	13,6	3 337,4	3 379,0
41,5			

Valeurs ajoutées 1 704,5
Impôts sur produits 184,7
PIB 1 889,2

Source : Insee/DGA, traitement OED

¹ La production de produits d'armement est estimée à partir de l'indicateur de la DGA (cf. 5.1.3).

Année Code	Industrie								Construction	Services principale- ment marchands	Services principale- ment non marchands	Ensemble
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie				
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ	
1980	336,8	268,6	504,8	16,3	651,2	493,6	2 968,1	4 902,7	1 521,2	6 624,8	4 769,1	18 154,6
1981	323,6	271,1	510,7	15,5	635,4	475,3	2 845,9	4 753,9	1 497,1	6 715,0	4 898,1	18 187,6
1982	313,2	276,3	514,1	14,6	628,7	469,4	2 780,7	4 683,8	1 462,6	6 828,9	5 009,4	18 297,8
1983	300,2	284,6	519,2	13,6	615,7	463,6	2 708,4	4 605,0	1 401,0	6 904,1	5 089,1	18 299,4
1984	290,6	283,8	519,1	12,6	597,9	449,5	2 605,0	4 467,9	1 302,5	6 973,7	5 193,2	18 227,9
1985	284,2	280,2	515,6	11,9	584,7	432,7	2 528,1	4 353,2	1 259,9	7 014,2	5 298,0	18 209,6
1986	279,2	277,5	514,4	11,9	578,1	416,5	2 477,0	4 275,4	1 267,0	7 141,0	5 382,1	18 344,6
1987	273,9	275,3	514,0	12,4	564,0	397,9	2 415,1	4 178,6	1 281,7	7 347,3	5 480,4	18 561,8
1988	272,3	274,6	512,2	13,3	560,9	385,8	2 378,2	4 124,9	1 311,2	7 587,7	5 529,7	18 825,9
1989	272,3	271,3	513,3	14,2	569,0	383,8	2 397,7	4 149,3	1 355,6	7 873,7	5 626,1	19 277,0
1990	277,5	267,1	514,8	14,2	586,8	378,5	2 409,7	4 171,1	1 382,1	8 069,1	5 697,2	19 597,0
1991	279,0	263,7	511,9	13,3	587,8	369,1	2 358,4	4 104,2	1 376,7	8 125,1	5 807,6	19 692,5
1992	276,9	261,8	504,2	12,9	570,9	354,0	2 266,5	3 970,3	1 315,7	8 168,0	5 905,2	19 636,1
1993	277,0	257,3	505,1	12,3	538,1	336,5	2 144,6	3 793,9	1 246,3	8 100,1	5 997,8	19 415,1
1994	284,3	258,7	510,6	11,6	523,2	319,6	2 071,3	3 695,1	1 214,8	8 237,5	6 108,1	19 539,7
1995	291,0	259,9	519,8	11,2	526,1	313,9	2 067,6	3 698,5	1 213,5	8 376,6	6 168,3	19 747,9
1996	297,3	260,7	527,7	11,1	523,0	310,2	2 034,9	3 667,5	1 182,8	8 447,9	6 233,2	19 828,7
1997	305,0	261,4	541,2	10,3	516,6	307,5	2 003,9	3 641,0	1 154,9	8 619,3	6 279,2	19 999,3
1998	311,4	259,8	547,8	9,0	520,4	307,2	1 991,9	3 636,1	1 149,7	8 935,1	6 331,6	20 363,9
1999	318,7	260,3	548,9	8,3	517,8	305,6	1 974,9	3 615,9	1 171,6	9 352,5	6 415,0	20 873,7
2000	319,4	272,5	551,9	9,3	523,7	316,3	1 973,8	3 647,4	1 225,1	9 845,8	6 479,4	21 517,1
2001	323,3	277,7	551,2	9,1	526,8	320,0	1 988,0	3 672,8	1 262,7	10 216,2	6 515,3	21 990,3
2002	322,9	275,7	561,6	8,5	495,7	316,5	1 942,2	3 600,1	1 291,1	10 457,6	6 532,4	22 204,2
2003	321,6	271,4	570,0	8,7	477,3	311,1	1 889,7	3 528,3	1 300,2	10 516,9	6 585,3	22 252,3
2004	325,0	274,5	552,6	8,8	456,7	300,4	1 824,9	3 417,9	1 324,9	10 590,9	6 613,2	22 271,9
2005	326,9	275,2	550,6	8,5	438,3	301,4	1 776,8	3 350,9	1 376,5	10 693,2	6 666,2	22 413,5
2006	325,5	274,6	555,0	8,5	430,5	294,7	1 731,8	3 295,2	1 436,0	10 860,3	6 753,4	22 670,4
2007	321,6	277,4	551,2	8,4	428,7	288,5	1 705,2	3 259,4	1 495,9	11 079,2	6 828,7	22 984,7
2008	318,8	271,5	547,7	8,3	426,8	281,0	1 677,5	3 212,7	1 537,2	11 170,7	6 819,0	23 058,3
2009	308,3	286,2	536,5	7,6	383,7	263,9	1 595,0	3 072,9	1 537,1	10 941,8	6 795,3	22 655,4
2010	304,3	289,5	533,5	7,4	363,9	250,3	1 522,8	2 967,5	1 505,8	10 999,8	6 811,7	22 589,0
2011	296,3	295,1	531,3	7,1	358,0	250,3	1 507,9	2 949,7	1 493,7	11 178,8	6 787,0	22 705,6

A.1.4.1 L'emploi intérieur salarié par branche
(en milliers de personnes, « en équivalent temps plein »)

A.1.4 L'emploi intérieur salarié par branche

A.1.4.2 L'emploi intérieur salarié par branche (en milliers de personnes)

Année Code	Industrie								Construction	Services principa- lement marchands	Services principa- lement non marchands	Ensemble
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électriques, électroniques, informa- tiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie				
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE				
1980	404,5	272,5	526,8	17,2	680,1	515,1	3 107,6	5 119,3	1 585,0	7 143,2	4 966,4	19 218,4
1981	389,7	275,0	532,1	16,4	663,0	495,2	2 975,7	4 957,4	1 556,3	7 228,9	5 098,4	19 230,8
1982	377,0	280,3	536,0	15,4	656,0	489,1	2 906,0	4 882,7	1 519,9	7 350,0	5 215,7	19 345,3
1983	360,9	288,5	539,8	14,4	642,6	483,4	2 830,3	4 799,0	1 455,3	7 436,2	5 307,5	19 358,9
1984	347,9	287,0	539,0	13,2	624,0	468,6	2 719,8	4 651,6	1 352,4	7 498,3	5 440,8	19 291,0
1985	341,0	282,9	535,3	12,6	610,1	451,0	2 638,9	4 530,9	1 307,3	7 537,1	5 587,9	19 304,2
1986	336,9	279,7	534,6	12,6	603,0	433,8	2 585,1	4 448,8	1 313,3	7 665,4	5 688,8	19 453,1
1987	331,0	277,0	533,6	12,9	587,6	414,3	2 516,1	4 341,4	1 325,8	7 879,5	5 804,5	19 682,2
1988	328,0	276,1	531,9	13,7	583,5	401,0	2 472,5	4 278,7	1 352,8	8 128,6	5 843,7	19 931,7
1989	327,7	272,4	532,9	14,6	591,0	398,4	2 488,7	4 298,0	1 394,5	8 416,4	5 944,5	20 381,2
1990	328,7	267,7	533,5	14,6	608,8	392,4	2 497,4	4 314,4	1 418,2	8 605,4	6 000,7	20 667,4
1991	334,8	264,2	530,7	13,6	609,8	382,7	2 445,4	4 246,4	1 411,8	8 695,0	6 123,6	20 811,7
1992	335,8	262,4	524,6	13,2	591,6	367,3	2 351,1	4 110,1	1 351,3	8 747,1	6 240,4	20 784,8
1993	340,0	257,6	525,4	12,6	558,1	348,8	2 225,4	3 927,9	1 281,2	8 725,3	6 373,3	20 647,6
1994	349,2	259,3	534,0	11,9	543,8	331,6	2 153,8	3 834,4	1 250,4	8 912,2	6 502,4	20 848,6
1995	359,3	261,1	545,3	11,5	548,7	326,7	2 153,3	3 846,7	1 248,5	9 110,6	6 586,8	21 152,0
1996	372,9	262,3	556,1	11,4	545,7	323,3	2 120,7	3 819,6	1 216,9	9 262,9	6 685,2	21 357,4
1997	388,0	265,1	568,3	10,7	538,9	320,5	2 087,3	3 790,8	1 186,6	9 467,1	6 742,2	21 574,7
1998	402,6	267,4	578,3	9,3	542,9	320,5	2 078,0	3 796,5	1 184,0	9 846,5	6 804,3	22 034,0
1999	411,7	269,4	581,0	8,6	540,1	318,7	2 064,0	3 781,8	1 210,8	10 317,9	6 890,7	22 612,9
2000	394,4	280,9	583,7	9,5	545,5	329,6	2 061,3	3 810,4	1 269,8	10 820,6	6 975,7	23 270,8
2001	385,1	287,6	583,2	9,3	548,8	333,2	2 076,3	3 838,3	1 309,7	11 152,6	6 996,7	23 682,4
2002	370,5	286,1	595,8	8,7	517,2	329,6	2 028,4	3 765,8	1 339,5	11 311,9	7 038,0	23 825,8
2003	370,1	282,9	600,9	8,9	498,1	323,9	1 974,0	3 688,8	1 347,2	11 349,8	7 103,3	23 859,2
2004	382,4	285,5	584,1	9,1	476,7	312,6	1 907,2	3 575,2	1 371,2	11 430,0	7 118,6	23 877,4
2005	380,1	287,6	581,5	8,8	457,5	313,5	1 854,9	3 503,9	1 428,0	11 522,8	7 179,5	24 014,3
2006	370,4	288,2	582,3	8,8	448,8	306,4	1 806,1	3 440,6	1 486,3	11 720,0	7 254,6	24 271,9
2007	362,2	290,1	578,0	8,7	446,9	300,3	1 777,7	3 401,8	1 550,3	11 961,2	7 346,2	24 621,7
2008	347,9	285,4	575,3	8,6	445,1	292,8	1 750,8	3 358,0	1 594,7	12 063,7	7 370,2	24 734,5
2009	336,5	301,4	566,1	7,9	401,6	275,9	1 668,6	3 221,6	1 598,0	11 846,5	7 367,3	24 369,9
2010	326,8	305,0	562,2	7,7	381,0	261,7	1 592,9	3 110,5	1 567,8	11 954,0	7 390,5	24 349,6
2011	316,7	310,1	559,9	7,4	374,8	261,7	1 577,9	3 091,8	1 555,3	12 138,9	7 369,4	24 472,2

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

Année Code	Industrie											Ensemble
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie	Construction	Services principalement marchands	Services principalement non marchands	
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ	
1980	2 037,1	272,1	580,0	16,3	664,8	494,3	3 096,6	5 124,0	1 941,9	7 891,7	5 000,0	21 994,6
1981	1 965,8	274,3	584,3	15,5	649,0	476,0	2 970,9	4 970,0	1 919,5	7 970,5	5 135,9	21 961,6
1982	1 902,9	279,4	587,8	14,6	642,2	470,2	2 903,1	4 897,3	1 878,9	8 069,6	5 254,7	22 003,3
1983	1 847,7	287,6	593,4	13,6	629,4	464,5	2 828,0	4 816,5	1 807,3	8 160,9	5 339,0	21 971,4
1984	1 791,6	286,6	593,5	12,6	611,5	450,4	2 720,7	4 675,3	1 696,5	8 227,1	5 447,4	21 837,8
1985	1 733,0	283,0	589,2	11,9	597,8	433,5	2 639,7	4 555,2	1 646,9	8 255,0	5 561,1	21 751,1
1986	1 679,0	280,3	587,3	11,9	590,5	417,3	2 586,9	4 474,2	1 654,3	8 401,8	5 651,5	21 860,8
1987	1 617,2	278,0	585,8	12,4	576,5	398,6	2 523,8	4 375,1	1 671,1	8 621,8	5 756,5	22 041,6
1988	1 557,4	277,4	582,7	13,3	573,2	386,5	2 485,4	4 318,5	1 702,3	8 892,3	5 811,3	22 281,9
1989	1 495,1	274,1	582,0	14,2	581,1	384,5	2 502,6	4 338,6	1 747,1	9 199,2	5 911,1	22 691,2
1990	1 431,7	270,0	581,1	14,2	598,1	379,3	2 510,7	4 353,3	1 766,3	9 391,0	5 984,9	22 927,3
1991	1 375,9	266,5	574,5	13,3	598,8	369,9	2 457,1	4 280,1	1 744,0	9 420,6	6 093,0	22 913,7
1992	1 315,6	264,5	563,0	12,9	581,8	354,7	2 363,2	4 140,1	1 659,5	9 415,0	6 186,5	22 716,6
1993	1 252,4	260,1	560,8	12,3	548,0	337,2	2 236,8	3 955,1	1 561,1	9 298,4	6 281,8	22 348,8
1994	1 214,5	261,5	564,0	11,6	533,0	320,3	2 159,8	3 850,1	1 513,5	9 399,2	6 398,9	22 376,1
1995	1 182,9	262,8	572,4	11,2	536,0	314,5	2 155,6	3 852,5	1 507,8	9 501,3	6 463,9	22 508,3
1996	1 152,8	263,6	579,8	11,1	532,8	310,9	2 119,4	3 817,5	1 470,8	9 545,3	6 532,8	22 519,2
1997	1 125,0	264,4	592,8	10,3	526,3	308,2	2 084,2	3 786,2	1 434,1	9 701,1	6 580,3	22 626,7
1998	1 104,0	262,9	599,6	9,0	528,8	307,7	2 070,1	3 778,1	1 421,6	10 007,1	6 634,3	22 945,0
1999	1 085,5	263,4	600,7	8,3	526,1	306,2	2 051,5	3 756,2	1 443,6	10 424,8	6 721,0	23 431,1
2000	1 060,0	275,8	603,7	9,3	532,1	317,3	2 050,7	3 788,8	1 500,1	10 930,7	6 788,7	24 068,2
2001	1 045,1	281,1	602,9	9,1	535,2	321,0	2 064,6	3 813,9	1 541,0	11 294,7	6 822,2	24 517,0
2002	1 026,1	279,2	613,5	8,5	504,1	317,5	2 019,0	3 741,8	1 576,1	11 537,6	6 838,7	24 720,4
2003	1 006,8	274,9	621,1	8,7	485,6	312,1	1 965,1	3 667,6	1 586,4	11 603,3	6 894,9	24 758,9
2004	990,6	278,0	603,0	8,8	464,9	301,3	1 898,8	3 554,8	1 618,2	11 705,5	6 933,3	24 802,4
2005	973,7	278,7	601,3	8,5	446,6	302,4	1 851,0	3 488,5	1 681,5	11 832,7	6 995,4	24 971,9
2006	954,2	278,2	606,8	8,5	439,0	295,7	1 807,4	3 435,6	1 759,2	12 017,3	7 090,8	25 257,1
2007	933,9	281,0	603,2	8,4	437,3	289,4	1 780,2	3 399,6	1 835,4	12 251,4	7 175,5	25 595,8
2008	912,6	274,9	599,9	8,3	435,2	281,9	1 752,1	3 352,3	1 885,3	12 362,6	7 172,3	25 685,2
2009	885,9	289,6	587,9	7,6	392,1	264,8	1 669,1	3 211,1	1 884,7	12 140,9	7 167,0	25 289,6
2010	865,8	292,9	584,6	7,4	372,1	251,2	1 595,8	3 104,1	1 851,5	12 199,1	7 201,5	25 221,9
2011	848,8	298,5	581,9	7,1	366,1	251,1	1 579,9	3 084,7	1 840,9	12 383,7	7 184,8	25 342,9

A.1.4.3 L'emploi intérieur total par branche
(en milliers de personnes, en « équivalent temps plein »)

A.1.4.4 L'emploi intérieur total par branche (en milliers de personnes)

Année Code	Industrie									Construction	Services principale- ment marchands	Services principale- ment non marchands	Ensemble
	Agriculture	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	Fabrication denrées alimentaires, boissons, produits à base de tabac	Cokéfaction et raffinage	Fabrication équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Total industrie					
	AZ	DE	C1	C2	C3	C4	C5	BE	FZ	GU	OQ		
1980	1 897,3	279,6	598,7	17,2	693,9	515,7	3 226,4	5 331,6	1 949,8	8 444,5	5 221,8	22 845,0	
1981	1 831,8	281,6	602,4	16,4	676,9	495,9	3 091,6	5 164,7	1 923,7	8 524,4	5 361,6	22 806,2	
1982	1 766,9	286,6	606,0	15,4	669,6	489,9	3 018,6	5 086,2	1 880,6	8 629,5	5 485,9	22 849,0	
1983	1 708,2	294,6	610,0	14,4	656,5	484,2	2 940,3	4 999,9	1 806,7	8 729,0	5 580,7	22 824,6	
1984	1 650,7	292,8	609,0	13,2	637,6	469,4	2 825,6	4 847,7	1 693,5	8 782,6	5 716,9	22 691,4	
1985	1 594,1	288,4	604,5	12,6	623,2	451,7	2 740,9	4 721,3	1 641,8	8 804,1	5 871,8	22 633,1	
1986	1 544,2	285,0	602,7	12,6	615,4	434,6	2 684,9	4 635,2	1 646,7	8 946,6	5 977,7	22 750,3	
1987	1 486,8	282,3	600,4	12,9	600,0	415,0	2 614,7	4 525,2	1 659,8	9 170,0	6 099,4	22 941,2	
1988	1 431,5	281,3	597,4	13,7	595,7	401,6	2 569,6	4 459,3	1 686,3	9 439,4	6 143,0	23 159,5	
1989	1 375,4	277,5	596,5	14,6	602,9	399,0	2 583,4	4 474,0	1 726,1	9 735,7	6 246,2	23 557,4	
1990	1 314,0	272,6	594,7	14,6	619,9	393,1	2 588,0	4 482,9	1 739,9	9 923,8	6 305,1	23 765,7	
1991	1 257,0	269,0	588,5	13,6	620,7	383,4	2 534,4	4 409,6	1 718,0	9 986,7	6 426,8	23 798,0	
1992	1 199,4	267,0	578,7	13,2	602,4	367,9	2 438,8	4 267,9	1 636,5	9 990,5	6 539,4	23 633,7	
1993	1 143,4	261,9	576,6	12,6	567,8	349,4	2 309,3	4 077,5	1 541,4	9 922,1	6 675,5	23 359,9	
1994	1 097,2	263,4	583,3	11,9	553,5	332,2	2 234,7	3 979,0	1 496,0	10 073,3	6 813,9	23 459,4	
1995	1 061,7	265,2	593,7	11,5	558,6	327,3	2 234,3	3 990,7	1 490,5	10 231,9	6 904,6	23 679,4	
1996	1 035,5	266,0	604,1	11,4	555,5	323,9	2 198,8	3 959,7	1 453,9	10 355,5	7 007,1	23 811,7	
1997	1 018,4	268,8	615,9	10,7	548,6	321,1	2 161,8	3 926,9	1 416,5	10 543,0	7 067,8	23 972,6	
1998	1 003,0	270,8	626,1	9,3	551,3	321,1	2 150,7	3 929,4	1 407,3	10 910,7	7 132,8	24 383,1	
1999	988,7	272,7	628,8	8,6	548,4	319,3	2 135,3	3 913,1	1 433,0	11 384,3	7 223,7	24 942,7	
2000	955,7	284,3	631,3	9,5	553,8	330,6	2 132,6	3 942,1	1 493,2	11 887,7	7 308,7	25 587,5	
2001	937,3	290,9	630,8	9,3	557,1	334,1	2 147,6	3 969,9	1 535,6	12 203,6	7 323,7	25 970,1	
2002	914,6	289,5	643,3	8,7	525,5	330,6	2 099,8	3 897,4	1 570,4	12 358,9	7 363,1	26 104,5	
2003	898,4	286,2	647,9	8,9	506,4	324,9	2 044,5	3 818,8	1 580,0	12 407,2	7 432,6	26 137,0	
2004	900,5	288,8	630,6	9,1	484,8	313,5	1 976,8	3 703,6	1 606,6	12 508,2	7 456,7	26 175,5	
2005	888,9	290,9	628,3	8,8	465,7	314,4	1 925,1	3 633,3	1 673,0	12 625,5	7 528,0	26 348,7	
2006	863,7	291,6	630,1	8,8	457,2	307,3	1 877,9	3 572,9	1 746,6	12 838,5	7 611,8	26 633,5	
2007	838,8	293,5	625,9	8,7	455,3	301,3	1 849,6	3 534,3	1 825,3	13 097,1	7 710,2	27 005,6	
2008	812,8	288,8	622,6	8,6	453,4	293,7	1 821,8	3 488,9	1 877,0	13 218,0	7 740,6	27 137,3	
2009	792,4	304,7	613,2	7,9	409,9	276,8	1 739,4	3 352,0	1 880,7	13 001,2	7 756,5	26 782,7	
2010	765,2	308,3	608,7	7,7	389,1	262,6	1 662,7	3 239,1	1 850,0	13 111,3	7 800,6	26 766,2	
2011	746,3	313,4	605,9	7,4	382,9	262,6	1 647,0	3 219,1	1 838,3	13 299,8	7 787,7	26 891,2	

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux (en Md€ courants)

Année	État			ODAC			APUL			Adm SS			Total APU		
	Dépenses	Re- cettes	Capacité de finan- cement	Dépenses	Recettes	Capacité de finan- cement									
1980	98,1	97,8	-0,3	15,0	16,0	1,0	35,4	30,5	-5,0	88,6	91,7	3,1	204,390	203,205	-1,2
1981	116,9	111,5	-5,4	18,1	18,7	0,6	41,4	35,1	-6,3	105,4	104,6	-0,8	243,351	231,379	-12,0
1982	138,0	128,7	-9,3	22,2	22,8	0,7	49,1	41,4	-7,8	125,4	125,0	-0,4	287,100	270,356	-16,7
1983	153,6	140,6	-13,0	24,1	24,7	0,6	55,6	48,0	-7,6	139,6	143,1	3,5	321,241	304,774	-16,5
1984	168,0	152,2	-15,8	29,0	28,2	-0,8	57,3	52,1	-5,2	152,7	155,1	2,5	356,013	336,548	-19,5
1985	183,4	164,3	-19,1	31,5	32,5	1,0	63,3	57,6	-5,7	164,0	165,0	1,0	386,260	363,349	-22,9
1986	191,4	176,4	-15,0	27,8	26,3	-1,5	70,2	64,9	-5,3	174,8	170,2	-4,6	410,734	384,288	-26,4
1987	198,5	185,6	-12,8	28,4	28,2	-0,2	73,8	69,3	-4,5	182,1	181,8	-0,3	426,514	408,633	-17,9
1988	211,4	192,5	-18,9	28,0	28,6	0,6	80,5	75,0	-5,4	194,2	193,4	-0,9	455,090	430,552	-24,5
1989	219,0	203,3	-15,7	28,4	30,6	2,2	87,0	81,0	-6,0	207,4	208,3	0,9	479,201	460,565	-18,6
1990	231,2	210,0	-21,2	30,9	32,8	1,9	93,0	87,8	-5,2	221,3	220,2	-1,0	512,090	486,524	-25,6
1991	240,4	219,5	-20,9	32,8	34,6	1,8	101,2	93,2	-7,9	236,0	231,1	-5,0	543,001	511,041	-32,0
1992	255,8	218,9	-36,8	35,2	37,1	1,9	106,3	98,5	-7,7	252,7	244,3	-8,4	576,159	525,147	-51,0
1993	278,8	219,9	-58,9	38,9	40,3	1,4	108,3	104,4	-3,9	265,6	254,7	-10,9	613,248	540,910	-72,3
1994	279,5	225,0	-54,4	36,9	38,3	1,4	113,8	109,5	-4,3	273,2	267,3	-5,9	626,055	562,766	-63,3
1995	280,4	232,6	-47,8	46,3	40,5	-5,7	117,8	114,2	-3,7	285,0	276,9	-8,1	650,606	585,256	-65,3
1996	291,8	247,8	-44,0	41,3	40,9	-0,4	123,2	122,4	-0,8	295,2	290,9	-4,3	668,507	619,096	-49,4
1997	304,0	256,0	-48,0	41,8	49,3	7,6	122,6	124,2	1,6	302,8	299,7	-3,1	685,333	643,450	-41,9
1998	301,3	263,7	-37,6	43,1	43,6	0,4	126,2	129,0	2,8	311,8	311,4	-0,4	697,011	662,268	-34,7
1999	316,4	281,4	-35,0	42,9	44,2	1,3	131,7	134,7	3,0	320,8	326,7	5,9	719,046	694,311	-24,7
2000	318,6	284,5	-34,1	46,0	45,3	-0,7	141,3	142,6	1,4	331,7	343,2	11,5	744,119	722,181	-21,9
2001	329,9	294,3	-35,5	50,5	49,5	-1,0	144,7	145,9	1,2	347,9	358,5	10,6	772,649	747,903	-24,7
2002	350,3	293,1	-57,2	54,1	55,1	1,0	154,1	155,8	1,7	367,3	371,0	3,7	815,807	765,109	-50,7
2003	354,6	293,7	-60,9	55,9	55,1	-0,8	163,0	163,6	0,7	386,6	382,7	-3,9	847,956	783,004	-65,0
2004	375,6	323,4	-52,2	53,7	59,2	5,5	177,6	175,1	-2,5	406,2	395,4	-10,8	881,769	821,887	-59,9
2005	386,4	334,9	-51,5	58,7	62,0	3,3	187,1	184,1	-3,0	426,1	426,4	0,3	920,351	869,394	-51,0
2006	379,8	331,5	-48,4	59,9	66,6	6,7	198,5	195,1	-3,5	438,9	441,3	2,4	952,566	909,840	-42,7
2007	378,9	338,9	-39,9	68,3	59,4	-8,9	212,9	205,2	-7,7	461,6	466,2	4,6	992,619	940,720	-51,9
2008	397,4	333,9	-63,6	64,6	59,4	-5,1	222,4	213,0	-9,4	475,1	488,6	13,5	1 030,025	965,400	-64,6
2009	405,8	288,7	-117,1	72,8	68,1	-4,6	229,8	223,9	-5,9	497,2	482,2	-15,0	1 070,585	927,955	-142,6
2010	454,1	332,4	-121,8	79,8	88,9	9,1	229,2	227,8	-1,4	515,3	492,0	-23,3	1 095,602	958,250	-137,4
2011	414,3	326,8	-87,5	81,8	79,1	-2,7	234,4	233,5	-0,9	531,8	519,1	-12,7	1 118,728	1 014,830	-103,9

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

ODAC : Organismes divers d'administration centrale, regroupent des organismes de statut juridique varié – souvent des Établissements publics à caractère administratif (EPA), auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Fonds de réserve des retraités (FRR), l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC-VG), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), etc. font notamment partie des ODAC ainsi que Charbonnages de France depuis 2001.

APUL : Administrations publiques locales, comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale.

Adm SS : Administrations de sécurité sociale, comprennent les régimes d'assurance sociale (caisses de sécurité sociale, UNEDIC, fonds spéciaux tels que le FSV et le FOREC) et des organismes dépendant des assurances sociales (ODASS essentiellement les hôpitaux publics ainsi que les hôpitaux privés participant au service public hospitalier).

APU : Administrations publiques - "La somme État + ODAC + APUL + Adm SS est consolidée pour faire le « total APU ». Cependant, la consolidation de certaines opérations (telles que les intérêts, les transferts en capital et les transferts courants) sont particulièrement fragiles sur la période 1980-1993.

A.2.2 Le budget de l'État : Lois de finances initiales (LFI) et exécution budgétaire

en Md€

LFI		Exécution budgétaire (hors FMI)								
Année	Solde général (hors budgets annexes)	Solde général (hors budgets annexes)	Solde du budget général	Dépenses du budget général ⁽¹⁾	Recettes du budget général ⁽²⁾	dont				Soldes des comptes spéciaux du Trésor ⁽³⁾
						Recettes fiscales nettes ⁽²⁾	Prélèvements sur recettes	Recettes non fiscales	Fonds de concours	
1980	-4,8	-4,4	-5,3	87,0	81,7	83,0	-8,8	4,4	3,1	1,8
1981	-4,4	-11,9	-11,4	105,2	93,8	94,3	-9,9	5,9	3,5	1,5
1982	-14,1	-14,7	-13,0	123,8	110,2	110,2	-11,9	7,9	4,0	-0,6
1983	-17,5	-19,4	-20,6	138,8	118,2	120,0	-15,0	8,8	4,4	-0,6
1984	-19,0	-22,4	-22,4	150,3	127,8	129,2	-16,3	10,2	5,4	-1,4
1985	-21,1	-23,3	-23,3	160,0	136,7	138,9	-18,2	10,2	5,8	-0,7
1986	-21,9	-21,1	-22,7	169,1	146,4	148,7	-20,4	11,0	7,0	0,8
1987	-19,8	-18,2	-17,3	170,9	154,4	159,4	-23,1	11,6	7,4	-4,1
1988	-17,8	-17,8	-16,0	176,2	160,2	168,2	-26,7	13,3	6,2	0,9
1989	-15,3	-15,3	-13,4	185,4	172,1	177,8	-28,7	16,3	5,7	-2,9
1990	-14,1	-14,1	-15,1	195,8	180,7	183,7	-28,3	19,2	7,1	0,0
1991	-12,6	-19,9	-16,8	203,6	186,8	186,8	-32,5	24,1	8,4	-3,1
1992	-14,1	-34,8	-31,5	217,3	185,8	185,8	-33,7	25,0	8,7	-2,2
1993	-25,3	-48,5	-45,2	229,1	184,0	184,0	-35,3	26,4	8,8	-3,3
1994	-45,9	-45,6	-42,0	236,6	194,6	190,9	-36,6	30,9	9,1	-3,4
1995	-41,9	-49,2	-46,3	243,3	196,9	198,4	-35,8	25,0	9,3	-2,9
1996	-43,9	-45,0	-45,2	250,2	205,0	207,3	-37,0	24,2	10,6	0,2
1997	-43,4	-40,8	-41,0	252,2	211,2	216,0	-38,5	23,9	9,8	0,2
1998	-39,3	-37,7	-38,5	251,6	213,2	221,4	-38,8	24,0	9,9	0,7
1999	-36,1	-31,4	-32,8	260,7	227,8	238,7	-40,8	23,1	6,9	1,4
2000	-32,8	-29,2	-29,3	259,3	230,0	240,0	-43,5	27,4	6,0	0,2
2001	-28,4	-32,1	-31,6	266,0	234,4	244,8	-46,2	31,2	4,6	-0,4
2002	-30,4	-49,3	-50,0	277,5	227,5	240,2	-49,6	32,8	4,1	0,7
2003	-44,6	-56,9	-56,7	278,3	221,6	239,8	-52,9	30,2	4,5	-2,3
2004	-55,0	-43,9	-45,4	288,4	243,0	265,7	-61,2	33,8	4,8	1,5
2005	-45,2	-43,5	-45,2	294,3	249,1	271,6	-64,4	36,1	5,8	1,7
2006	-47,0	-39,0	-42,5	272,9	230,4	267,9	-65,8	24,8	3,6	3,5
2007*	-42,0	-34,7	-38,2	337,4	299,2	272,3	-66,8	23,1	3,8	3,5
2008*	-41,7	-56,3	57,0	348,1	291,1	265,1	-69,9	22,8	3,2	0,7
2009	-67,0	-138,0	-129,9	367,1	237,2	214,3	-76,2	19,5	3,5	-8,1
2010	-117,4	-148,8	-150,8	425,7	274,9	253,6	-102,9	18,2	3,1	2,0
2011	-91,6	-90,8	-90,2	365,4	275,2	255,0	-74,1	16,4	3,8	-3,4

Source : ministère de l'Économie et des finances, Direction du budget

(1) Hors remboursements et dégrèvements.

(2) Nettes des remboursements et dégrèvements.

(3) Hors opérations d'ordre relatives à la dette.

* Les données 2007 et 2008 sont retraitées en nouvelle nomenclature 2009, qui reclassse en recettes fiscales un certain nombre de recettes classées jusqu'alors en recettes non fiscales.

Année	Dépenses hors équipement (Titre 3 au sens de l'ordonnance de 1959)					Dépenses d'équipement (Titres 5 et 6 au sens de l'ordonnance de 1959)					Total hors pensions
	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total	
1980	1 142	2 136	864	1 503	5 644	1 685	1 581	1 456	1 877	6 599	12 243
1981	1 410	2 450	1 016	1 865	6 741	1 973	1 874	1 786	2 100	7 733	14 474
1982	1 632	2 854	1 200	2 289	7 975	2 325	2 153	2 146	2 454	9 078	17 053
1983	1 785	3 138	1 328	2 310	8 561	2 578	2 321	2 312	2 632	9 843	18 404
1984	1 826	3 308	1 386	2 374	8 894	2 773	2 542	2 573	2 842	10 730	19 624
1985	1 880	3 422	1 438	2 536	9 276	2 939	2 694	2 781	3 091	11 506	20 781
1986	1 925	3 558	1 497	2 787	9 767	3 157	2 904	3 006	3 086	12 153	21 920
1987	1 861	3 613	1 479	2 826	9 779	3 585	3 267	3 372	3 506	13 730	23 509
1988	1 833	3 661	1 478	2 771	9 743	3 647	3 273	3 597	3 965	14 481	24 224
1989	1 859	3 740	1 515	2 777	9 891	3 954	3 533	3 911	4 079	15 477	25 368
1990	1 930	3 883	1 575	2 786	10 174	4 097	3 653	4 145	4 210	16 105	26 279
1991	2 008	4 061	1 658	3 032	10 759	4 131	3 562	4 203	4 241	16 137	26 896
1992	2 048	4 122	1 704	2 998	10 871	4 107	3 633	4 185	4 150	16 075	26 945
1993	2 099	4 209	1 787	3 124	11 219	4 171	3 717	4 107	3 981	15 976	27 195
1994	2 141	4 309	1 818	3 521	11 790	3 769	3 195	3 848	3 925	14 738	26 527
1995	2 150	4 418	1 867	3 461	11 897	3 687	3 118	3 731	4 089	14 625	26 522
1996	2 192	4 489	1 884	3 425	11 991	3 439	3 018	3 478	3 784	13 719	25 709
1997	2 185	4 479	1 868	3 805	12 337	3 441	3 000	3 549	3 529	13 519	25 856
1998	2 260	4 630	1 888	3 714	12 492	3 057	2 679	3 088	3 480	12 304	24 796
1999	2 276	4 658	1 885	3 705	12 523	3 181	2 841	3 288	3 671	12 982	25 505
2000	2 306	4 690	1 904	3 751	12 652	2 956	2 739	3 127	3 646	12 468	25 120
2001	2 338	4 693	1 890	3 756	12 676	2 924	2 701	3 209	3 668	12 503	25 179
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002	24 985
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276	26 814
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453	28 064
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739	28 438
2006 ⁽¹⁾	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270	1 132	991	1 176	11 576	14 875	29 145
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688	1 311	941	1 348	11 558	15 158	29 846
2008	2 597	5 571	2 246	4 474	14 887	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334	30 221
2009 ⁽²⁾	2 557	5 561	2 154	4 824	15 096	1 380	996	1 446	14 064	17 887	32 983
2010 ⁽³⁾	2 412	5 328	2 094	5 318	15 152	1 307	957	1 258	13 522	17 044	32 196
2011 ⁽⁴⁾	1 891	4 807	2 201	6 261	15 159	1 444	1 014	1 265	12 292	16 014	31 173
2012 ⁽⁴⁾	2 039	4 194	1 809	7 171	15 212	1 308	958	1 507	12 460	16 233	31 445
2013 ⁽⁴⁾	1 826	4 109	1 971	7 474	15 379	1 494	949	1 334	12 220	15 996	31 375

Source : ministère de la Défense

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).

A.2.3 Le budget de la défense
A.2.3.1 La répartition du budget de la défense par nature de dépense, par armée et service en LFI en M€ courants

A.2.3.2 Le budget de la défense par armée et service en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine nationale	Services communs	Total (hors pensions)
1980	2827	3716	2319	3380	12243
1981	3383	4323	2802	3965	14474
1982	3956	5007	3347	4743	17053
1983	4362	5459	3640	4942	18404
1984	4599	5850	3959	5216	19624
1985	4819	6116	4219	5627	20781
1986	5083	6462	4503	5872	21920
1987	5446	6880	4850	6333	23509
1988	5480	6934	5074	6736	24224
1989	5813	7273	5425	6856	25368
1990	6027	7536	5719	6996	26279
1991	6139	7623	5860	7273	26896
1992	6155	7755	5889	7147	26945
1993	6270	7927	5893	7105	27195
1994	5909	7505	5666	7446	26527
1995	5837	7537	5598	7550	26522
1996	5631	7507	5362	7210	25709
1997	5627	7479	5417	7334	25856
1998	5317	7309	4976	7194	24796
1999	5457	7499	5173	7376	25505
2000	5262	7429	5031	7397	25120
2001	5262	7394	5099	7424	25179
2002	5059	7248	4978	7699	24985
2003	5567	7644	5430	8172	26814
2004	6070	7955	5834	8205	28064
2005	6105	7988	5774	8572	28438
2006 ⁽¹⁾	3720	6561	3409	15455	29145
2007	3940	6437	3597	15872	29846
2008	3876	6580	3591	16175	30221
2009 ⁽²⁾	3938	6557	3601	18888	32983
2010 ⁽³⁾	3719	6285	3352	18840	32196
2011 ⁽⁴⁾	3334	5821	3465	18553	31173
2012 ⁽⁴⁾	3347	5152	3316	19630	31445
2013 ⁽⁴⁾	3320	5058	3304	19694	31376

Source: ministère de la Défense

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).

Année	Dépenses hors équipement					Dépenses d'équipement					Total hors pensions
	Alimentation	Carburant	Fonctionnement résiduel	Rémunérations et charges sociales	Total	Forces classiques		Espace	Nucléaire	Total	
						Total	dont fabrications				
1980	258	327	1 052	4 007	5 644	nc	nc	nc	nc	6 599	12 243
1981	290	563	1 205	4 684	6 741	nc	nc	nc	nc	7 733	14 474
1982	323	704	1 442	5 506	7 975	nc	nc	nc	nc	9 078	17 053
1983	361	702	1 569	5 928	8 561	nc	nc	nc	nc	9 843	18 404
1984	377	636	1 643	6 238	8 894	7 416	3 184	0	3 315	10 730	19 624
1985	392	637	1 643	6 604	9 276	7 940	3 341	0	3 565	11 506	20 781
1986	405	631	1 754	6 977	9 767	8 301	3 445	0	3 852	12 153	21 920
1987	416	523	1 780	7 059	9 779	9 377	3 933	116	4 238	13 730	23 509
1988	420	446	1 785	7 092	9 743	9 617	3 923	208	4 657	14 481	24 224
1989	425	419	1 806	7 241	9 891	10 369	4 171	301	4 806	15 477	25 368
1990	430	435	1 825	7 484	10 174	10 754	4 101	459	4 892	16 105	26 279
1991	446	408	1 907	7 998	10 759	10 931	4 288	470	4 736	16 137	26 896
1992	446	414	1 939	8 072	10 871	10 965	4 184	552	4 558	16 075	26 945
1993	441	389	1 958	8 432	11 219	11 355	4 496	589	4 032	15 976	27 195
1994	450	393	2 193	8 753	11 790	10 883	4 387	550	3 305	14 738	26 527
1995	454	339	2 166	8 937	11 897	10 844	4 452	619	3 163	14 625	26 522
1996	459	324	2 154	9 053	11 991	10 130	4 098	623	2 965	13 719	25 709
1997	422	309	2 127	9 480	12 337	10 097	4 057	503	2 919	13 519	25 856
1998	387	323	1 981	9 801	12 492	9 294	3 811	474	2 535	12 304	24 796
1999	337	279	1 833	10 074	12 523	10 049	3 953	399	2 534	12 982	25 505
2000	308	281	1 856	10 206	12 652	9 701	3 500	350	2 417	12 468	25 120
2001	252	360	1 824	10 240	12 676	9 713	3 699	416	2 373	12 503	25 179
2002	240	378	1 894	10 470	12 983	8 902	3 267	448	2 652	12 002	24 985
2003	252	361	2 012	10 913	13 538	9 878	3 824	435	2 963	13 276	26 814
2004	234	331	2 105	10 941	13 611	10 940	4 656	402	3 111	14 453	28 064
2005	242	347	2 110	11 001	13 699	11 126	4 750	465	3 148	14 739	28 438
2006 ⁽¹⁾	234	318	2 272	11 447	14 270	11 063	4 761	489	3 323	14 875	29 145
2007	236	383	2 500	11 568	14 688	11 419	4 795	469	3 271	15 158	29 846
2008	242	353	2 608	11 684	14 887	11 566	4 749	393	3 375	15 334	30 221
2009 ⁽²⁾	248	457	2 702	11 692	15 096	13 956	5 229	200	3 731	17 887	32 983
2010 ⁽³⁾	204	414	2 845	11 650	15 113	13 497	nd	nd	3 547	17 044	32 196
2011 ⁽⁴⁾	184	430	2 802	11 703	15 119	12 604	nd	nd	3 410	16 014	31 133
2012 ⁽⁴⁾	185	525	2 956	11 546	15 212	12 890	nd	nd	3 343	16 233	31 445
2013 ⁽⁴⁾	176	566	3 265	11 372	15 379	12 622	nd	nd	3 374	15 996	31 375

A.2.3.3 Le budget de la défense par catégorie de dépenses en LFI en M€ courants

Source : ministère de la Défense

(1) À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du programme 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le programme 146.

(2) Loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(3) Loi de finances pour 2010 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

(4) Loi de finances pour 2011, pour 2012 et pour 2013 - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires).

A.2.4 Les comparaisons internationales

PIB nominal,
en monnaie nationale à prix courants

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis	Pays-Bas	Belgique	Canada
	M€	M€	M£	M€	M€	M\$	M€	M€	M\$ canadiens
1988	889 853	1 071 658	469 760	241 359	562 950	4 853 962	207 686	139 135	600 840
1989	955 901	1 137 338	514 241	270 567	615 596	5 260 900	220 061	150 511	645 147
1990	1 009 345	1 240 394	554 486	301 379	676 899	5 743 825	234 400	162 479	668 181
1991	1 049 480	1 502 177	582 946	344 572	744 033	5 986 225	256 346	171 269	683 239
1992	1 086 356	1 613 228	608 165	369 009	783 773	6 318 950	267 483	180 312	698 544
1993	1 101 677	1 654 234	639 356	381 735	807 362	6 642 375	274 731	184 194	724 960
1994	1 142 214	1 735 500	681 327	406 010	853 910	7 054 250	290 236	195 300	770 873
1995	1 183 060	1 801 300	718 383	437 788	923 571	7 397 575	302 233	202 269	810 426
1996	1 212 223	1 833 700	762 610	464 251	982 259	7 816 800	315 059	206 241	836 864
1997	1 268 483	1 918 090	810 601	503 875	1 048 766	8 304 325	348 016	221 184	882 733
1998	1 323 654	1 965 380	865 710	539 493	1 091 362	8 747 000	362 464	229 572	914 973
1999	1 367 966	2 012 000	928 730	579 942	1 127 091	9 268 600	386 193	238 248	982 441
2000	1 443 014	2 062 780	976 533	630 263	1 191 058	9 951 475	417 960	252 163	1 076 577
2001	1 497 185	2 116 120	1 021 828	680 678	1 248 648	10 286 175	447 731	259 433	1 108 048
2002	1 542 928	2 135 640	1 075 368	729 258	1 301 873	10 642 300	465 804	268 559	1 152 905
2003	1 587 902	2 150 790	1 136 596	783 082	1 342 718	11 142 225	477 479	276 154	1 243 861
2004	1 655 571	2 188 990	1 199 881	841 294	1 396 257	11 853 250	490 829	291 204	1 324 598
2005	1 718 047	2 221 310	1 262 710	909 298	1 437 084	12 622 950	513 665	303 496	1 410 751
2006	1 798 115	2 314 840	1 333 157	985 547	1 494 766	13 377 200	540 760	318 901	1 485 921
2007	1 886 792	2 432 200	1 412 119	1 053 161	1 553 909	14 028 675	572 285	335 817	1 566 015
2008	1 933 195	2 470 730	1 440 931	1 087 749	1 574 808	14 291 550	594 712	346 261	1 645 875
2009	1 885 763	2 372 850	1 401 863	1 048 060	1 519 229	13 973 650	573 523	340 777	1 564 790
2010	1 937 261	2 491 250	1 466 569	1 048 883	1 551 965	14 498 925	588 677	356 122	1 664 762
2011	1 996 583	2 589 260	1 519 134	1 063 355	1 580 405	15 075 675	602 390	369 924	1 762 432
2012	2 033 703	2 649 024	1 549 262	1 052 757	1 563 818	15 698 988	601 954	377 031	1 815 356

Source: Memorandum Otan de février 2013

Des écarts avec les données nationales publiées par ailleurs peuvent être constatés du fait du décalage des publications.

L'euro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries divisées par les taux de conversion de l'euro.

Pour mémoire, taux de conversion

France	6,55957	Italie	1 936,27
Allemagne	1,95583	Pays-Bas	2,20371
Espagne	166,386	Belgique	40,3399

Chiffre d'affaires de l'industrie de défense

en Md€ courants

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
France	11,9	12,6	13,1	13,2	12,8	11,8	12,0	11,3	10,4	9,4	9,6	9,5	9,5	9,5	9,4	10,3	10,4	10,8	10,2	9,2	10,4	9,9	11,2
Export	5,8	5,7	5,9	4,3	4,4	3,1	2,6	2,9	4,5	6,6	6,4	3,9	2,7	2,8	4,4	4,3	7,1	3,8	4,0	4,6	3,2	3,7	3,8
Total	17,7	18,3	19,0	17,5	17,2	14,9	14,5	14,2	14,9	16,0	16,0	13,4	12,2	12,3	13,8	14,6	17,5	14,6	14,2	14,0	13,6	13,6	15,0
CA Export/ CA Total (en %)	32,8	31,1	31,1	24,8	25,5	21,0	17,6	20,4	30,1	41,3	39,9	29,0	22,5	23,0	31,9	29,5	40,6	26,0	28,2	32,9	23,3	27,2	25,3

Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

Part du chiffre d'affaires de l'industrie de défense dans le PIB total

en Md€ courants

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB*	909,2	979,4	1 032,8	1 071,2	1 108,0	1 119,8	1 157,9	1 196,2	1 226,6	1 264,8	1 321,1	1 367,0	1 439,6	1 495,6	1 542,9	1 587,9	1 655,6	1 718,0	1 798,1	1 886,8	1 933,2	1 885,8	1 937,3
CA France/ PIB (en %)	1,31	1,29	1,27	1,23	1,16	1,05	1,03	0,95	0,85	0,74	0,73	0,70	0,66	0,63	0,61	0,64	0,63	0,63	0,57	0,49	0,54	0,52	0,58
CA Export/ PIB (en %)	0,64	0,58	0,57	0,41	0,40	0,28	0,22	0,24	0,37	0,52	0,48	0,28	0,19	0,19	0,29	0,27	0,43	0,22	0,22	0,24	0,16	0,20	0,20
CA total/PIB (en %)	1,95	1,87	1,84	1,67	1,58	1,36	1,27	1,19	1,21	1,26	1,19	0,97	0,85	0,82	0,89	0,92	1,06	0,85	0,79	0,74	0,70	0,72	0,77

Source: Direction générale de l'armement, Direction du développement international

* Source Insee, Comptes nationaux (base 2005)

A.3.2 La destination des exportations françaises d'armement par région

Répartition des prises de commandes françaises par région géographique

en M€ constants 2011

Zone géographique ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total 2002-2011
Afrique du Nord	83,6	61,9	27,4	83,6	451,7	540,8	933,5	63,8	143,4	62,5	2 452,1
Afrique subsaharienne	42,0	30,5	17,3	274,4	54,5	49,3	19,9	147,6	61,1	111,9	808,5
Amérique du Nord	92,1	127,2	136,3	324,1	318,7	444,6	157,8	159,3	215,6	946,5	2 922,3
Amérique centrale et Caraïbes	23,9	60,6	31,4	11,1	8,6	5,3	2,5	177,7	211,0	5,1	537,1
Amérique du Sud	34,2	16,2	33,2	149,5	70,6	247,5	1 660,4	4 087,4	201,6	228,5	6 729,2
Asie centrale	25,0	2,8	2,5	1,2	2,2	4,4	3,3	4,1	347,0	0,5	393,1
Asie du Nord-Est	178,4	540,7	164,9	284,0	586,4	192,6	178,6	178,0	171,9	213,5	2 689,1
Asie du Sud-Est	453,6	519,4	225,2	146,0	544,7	133,0	420,7	423,0	463,4	424,6	3 753,6
Asie du Sud	1 005,9	632,6	283,6	1 646,2	449,0	290,2	353,6	271,4	813,2	1 784,5	7 530,1
Proche- et Moyen-Orient	626,5	608,5	1 456,6	469,1	1 828,5	2 622,7	1 587,7	1 693,9	1 234,3	1 252,0	13 379,9
Union européenne	902,8	1 411,0	1 024,6	544,1	862,2	1 143,5	1 067,9	825,3	548,4	375,2	8 705,1
Autres pays européens	526,5	695,2	124,3	217,5	204,1	94,1	220,6	94,2	331,9	987,4	3 495,9
Océanie	247,1	75,2	182,5	335,0	773,5	17,8	68,4	32,6	50,3	19,7	1 802,0
Divers*	159,7	68,0	105,5	72,7	77,7	200,7	115,1	202,3	393,2	105,0	1 499,9
Total	4 401,4	4 849,9	3 815,4	4 558,6	6 232,2	5 986,5	6 790,1	8 360,5	5 186,2	6 516,9	56 697,8

Source : Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2011), traitement OED
0,0 signifie un montant < 50 000 €.

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

Répartition des prises de livraisons françaises par région géographique

en M€ constants 2011

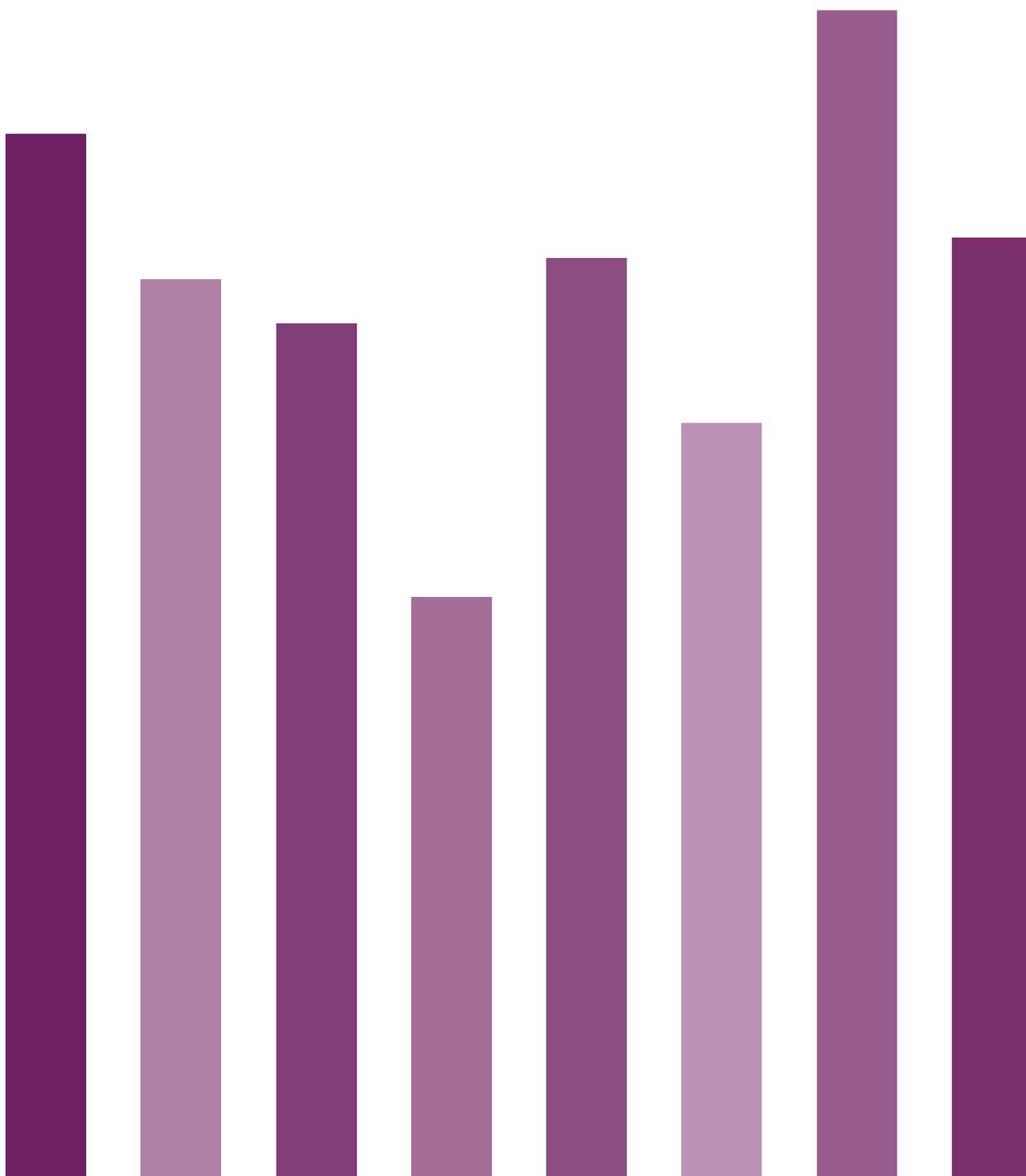
Zone géographique ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total 2002-2011
Afrique du Nord	20,6	32,3	27,0	28,0	71,6	84,3	100,3	300,8	312,0	240,5	1 217,3
Afrique subsaharienne	31,8	55,3	158,1	104,7	17,1	40,9	77,8	67,5	54,2	125,2	732,8
Amérique du Nord	105,0	100,6	188,3	144,2	213,5	113,7	211,3	198,2	206,3	317,2	1 798,2
Amérique centrale et Caraïbes	28,1	30,0	16,7	33,4	6,5	1,6	0,7	3,0	31,1	55,1	206,2
Amérique du Sud	76,0	301,4	113,4	82,5	57,3	58,9	71,1	81,9	135,5	180,6	1 158,5
Asie centrale	15,7	12,4	2,3	0,7	2,2	4,5	1,9	0,3	8,7	5,3	54,0
Asie du Nord-Est	70,7	92,1	233,8	184,2	387,0	207,0	210,4	142,5	139,1	153,8	1 820,7
Asie du Sud-Est	406,6	200,8	767,4	348,0	327,8	524,6	238,5	486,4	192,7	130,8	3 623,5
Asie du Sud	190,2	323,5	529,2	350,9	334,1	312,5	359,3	343,8	379,3	298,1	3 420,8
Proche- et Moyen-Orient	2 836,3	2 512,8	4 515,6	1 417,6	1 469,0	1 219,1	772,0	1 027,6	1 362,5	882,6	18 015,2
Union européenne	643,9	852,7	1 185,0	1 179,0	1 180,5	1 549,0	930,8	827,2	612,1	845,9	9 806,1
Autres pays européens	473,4	262,4	81,6	116,8	157,4	143,8	113,5	166,5	159,2	188,4	1 863,0
Océanie	9,1	7,7	58,6	123,7	92,5	518,0	152,1	133,8	160,6	223,8	1 480,0
Divers*	285,0	155,1	161,0	113,5	60,1	23,3	32,7	36,0	80,2	130,9	1 077,8
Total	5 192,4	4 939,2	8 038,1	4 227,0	4 376,6	4 801,2	3 272,3	3 815,7	3 833,7	3 778,2	46 274,4

Source : Direction générale de l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2011), traitement OED

(1) Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

GLOSSAIRE, NOMENCLATURE ET SIGLES



I. GLOSSAIRE

Administrations publiques (APU)

Le secteur institutionnel des Administrations publiques est défini en fonction de deux critères :

- sa fonction économique principale consiste à produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale ;
- la majeure partie de ses ressources provient de contributions obligatoires.

Le secteur des APU comprend l'État, les collectivités locales et les administrations de sécurité sociale.

Le secteur institutionnel des Administrations publiques (S13) est subdivisé en trois sous-secteurs selon l'étendue de leurs compétences et l'origine de leur financement. Chaque sous-secteur est à son tour subdivisé comme suit :

- S1311 Administrations publiques centrales (APUC) :
 - État (S13111)
 - Organismes divers d'administration centrale - ODAC - (S13112)
- S1313 Administrations publiques locales (APUL) :
 - Collectivités locales (S13131)
 - Organismes divers d'administration locale - ODAL - (S13132)
- S1314 Administrations de sécurité sociale (ASSO) :
 - Régimes d'assurance sociale (S13141)
 - Organismes dépendant des assurances sociales - ODASS - (S13142)

Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

Selon la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, les chômeurs correspondent aux personnes qui satisfont simultanément aux critères suivants :

- être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence) ;
- être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne) ;
- chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête), ou en avoir trouvé un qui débute ultérieurement.

Le niveau de chômage au sens du BIT est mesuré chaque année au mois de mars à partir de l'Enquête sur l'emploi réalisée par l'Insee.

En revanche, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ne recense que les seules personnes inscrites, ou Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM). Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des « communautés »), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers de l'ANPE.

Compte satellite de la défense

Un compte satellite considère généralement trois types de producteurs économiques nationaux :

- les producteurs du produit caractéristique ;
- les producteurs de produits connexes ;
- les autres producteurs.

Dans le cas de la défense, le produit caractéristique est le service de défense, assuré par l'État. Les produits connexes sont les produits d'armement, fournis dans le passé par deux types d'agents économiques : les établissements industriels de défense et les entreprises d'armement. La disparition des arsenaux et le changement de statut de DCNS rendent la première de ces catégories marginale, celle-ci se limitant à quelques activités d'entretien. Les autres producteurs représentent le reste de l'économie.

La comptabilité nationale ne considère pas les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Ils sont comptabilisés en consommation intermédiaire : en effet, ils ne servent pas à fabriquer d'autres biens, comme les biens d'équipement classiques, et ils sont destructibles par nature. Cela revient à les considérer comme entièrement consommés « intermédiairement » (c'est-à-dire pour produire un service de défense) dès leur achat, même s'ils peuvent servir plusieurs fois. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement.

La Formation brute de capital fixe (FBCF – c'est la notion comptable d'investissement) de la défense se limite en comptabilité nationale aux acquisitions d'équipements duaux, c'est-à-dire à ceux qui peuvent servir aussi bien dans la sphère civile que militaire (par exemple, les aérodromes, les installations portuaires ou la construction de logements). Il en résulte des montants très élevés de consommation intermédiaire, et beaucoup plus faibles d'investissements.

Coût de la main-d'œuvre (ou coût salarial)

Le coût de la main-d'œuvre est constitué par l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes, congés...), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) [approche exécution]

La Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), calculée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, représente l'ensemble des coûts (hors taxes) des travaux de R&D exécutés sur le territoire national, pendant une année donnée, quelles que soient l'origine et la nationalité des financements.

La DIRD totale se décompose en deux sous-agrégats : la Dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRDA) et celle exécutée par les entreprises (DIRDE). Au sein de la première, qui constitue la R&D publique, on distingue une dépense intérieure de R&D civile et une dépense intérieure de R&D de défense exécutée par les administrations (dénommées ici respectivement DIRDAC et DIRDD).

Dépense extérieure de recherche et développement (DERD)

La notion de Dépense extérieure de recherche et développement (DERD) a été élaborée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche afin de mettre en évidence les travaux de R&D financés par un organisme et exécutés en dehors de lui. Ces derniers comprennent principalement les sous-traitances de recherche exécutées à l'extérieur de l'organisme sur le territoire national et les dépenses de recherche effectuées à l'extérieur du territoire national, ainsi que les différentes contributions aux organisations internationales.

Dépense nationale de recherche et développement (DNRD) [approche financement]

La Dépense nationale de R&D représente l'effort financier (hors taxes) consacré dans l'année à la R&D par les agents nationaux, quelle que soit la destination des financements. L'écart entre le montant de la DIRD et celui de la DNRD constitue le solde des échanges en

matière de R&D entre la France et l'étranger (la DNRD est égale à la DIRD plus les financements de R&D accordés à l'étranger, moins les financements de R&D reçus de l'étranger).

On peut distinguer de la même manière une Dépense nationale de recherche et développement des administrations (DNRDA), qui inclut la partie financée par les administrations de défense (DNRDD), et une Dépense nationale de recherche et développement des entreprises (DNRDE).

Effectifs réels (données du Recensement des agents de l'État [RAE])

Les « effectifs réels » sont obtenus en comptabilisant le nombre de personnes recevant une rémunération imputée sur le budget de l'État, ainsi que des organismes publics en général. Dans la statistique issue du fichier de paie, les salariés sont affectés à leur ministère payeur, et non pas nécessairement à celui dans lequel ils sont en fonction. Les résultats agrégés sont collationnés *via* les services statistiques des ministères et diffusés par l'Insee, conjointement avec le ministère de l'Économie et des finances qui assure *in fine* la synthèse de l'ensemble des données relatives aux agents publics.

Au sein du ministère de la Défense, l'Observatoire économique de la défense (OED) assure annuellement le Recensement des agents de l'État (RAE) qui sont rémunérés par ce département, et réalise des synthèses détaillées à usage interne.

Effectifs en équivalent temps plein

Les effectifs civils et militaires figurant dans le 4.1 sont mesurés en « équivalent temps plein annuel ». Ainsi, un agent ayant travaillé durant six mois à temps complet compte pour 0,5 année-travail. Si ce même agent avait été à mi-temps, il aurait compté pour 0,25 année-travail.

Emploi intérieur

L'emploi intérieur est un concept des comptes nationaux qui correspond à celui de population active occupée intérieure. L'emploi intérieur, évalué en moyenne annuelle, comprend l'ensemble des personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. On passe donc de la population active occupée à l'emploi intérieur en intégrant les actifs non résidents occupés sur le territoire économique et en ne prenant pas en compte les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires.

L'emploi intérieur s'entend, depuis la base 1995 des comptes nationaux, pour la France entière, c'est-à-dire y compris les départements d'outre-mer. Il peut être présenté en nombre de personnes physiques ou en équivalents temps plein (correction due au temps partiel). Dans les deux cas, il s'agit d'une moyenne annuelle.

Dans les comptes nationaux, l'emploi intérieur est présenté selon deux types de ventilation : par branche et par secteur institutionnel.

Exportations (au sens des comptes nationaux)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes.

Comme celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages non résidents sur le territoire économique (achats effectués par les touristes par exemple), il est nécessaire de procéder en conséquence à une correction territoriale sur les dépenses de consommation des ménages.

Exportations (au sens des douanes)

Les douanes fournissent des statistiques sur les exportations et les importations de matériel militaire. Ces statistiques sont établies sur la base des flux physiques transfrontaliers. Une déclaration mensuelle doit être remplie dans la nomenclature des douanes par les exportateurs. Elle doit fournir leurs livraisons de matériel militaire à l'exportation selon la valeur en euros et les quantités en kilogrammes, et donner le pays d'origine et de destination. Ces chiffres ne prennent donc pas en compte les montants des services facturés ni ceux des prestations associées à la livraison du matériel. Les chiffres établis par le ministère de la Défense sont en général supérieurs à ceux établis par les douanes, l'écart représentant les services.

Enfin, des divergences notables existent sur la répartition par pays destinataire. En effet, dans le cas des matériels exportés chez un constructeur étranger pour être intégrés dans un système qu'il exporte à son tour, les douanes enregistrent le pays de première exportation et le ministère de la Défense le pays de destination finale, dans la mesure où il privilégie les équilibres stratégiques induits par les transferts d'armement.

FAB et CAF

Traditionnellement, l'enregistrement de la valeur en douane des flux de marchandises à leur passage à la frontière aboutit à deux modes de valorisation :

- FAB (Franco à bord) : prix des biens à la frontière (sortie) du pays exportateur ;
- CAF (Coût, assurance, fret) : prix des biens à l'entrée du pays importateur, qui inclut donc éventuellement les frais de transport et d'assurance entre les deux frontières. Ces coûts supplémentaires majorent d'autant le prix FAB de départ.

À partir de cette grille de mesure, deux systèmes concurrents de comptabilisation de la valeur des échanges ont été privilégiés :

- la méthode CAF/FAB, c'est-à-dire CAF pour les importations et FAB pour les exportations, qui présente l'avantage pour un pays considéré de ne comptabiliser les flux qu'à l'entrée et à la sortie de son territoire. Celle-ci a longtemps été privilégiée par la balance commerciale ;
- la méthode FAB/FAB, qui traite les importations comme les exportations (toujours enregistrées FAB). Elle permet de rendre plus homogènes et symétriques les deux flux et d'assurer une meilleure comparabilité au niveau international.

Les comptes nationaux, conjointement avec les douanes, appliquent désormais le principe de la valorisation FAB/FAB des flux extérieurs, ce qui permet ainsi d'harmoniser les différents modes de comptabilisation des échanges internationaux.

Fonction publique

La fonction publique comprend trois sous-ensembles :

- la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères, auxquels on ajoute ceux des établissements publics sous leur tutelle ainsi que les effectifs de l'enseignement privé sous contrat) ;
- la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) ;
- la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons de retraite publiques).

La notion d'emploi dans la fonction publique revêt certaines particularités :

- **Effectifs budgétaires** : lors du vote annuel de leur budget, le Parlement pour les agents de l'État, les instances territoriales (conseils municipaux, généraux...) pour les agents des collectivités locales et les conseils d'administration des hôpitaux pour leur personnel « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction

en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

- **Titulaires** (catégories statutaires): le personnel titulaire appartient à des corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement:
 - catégorie A, qui assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;
 - catégorie B, qui est chargée des fonctions d'application;
 - catégorie C, qui assure les tâches d'exécution.
- **Non titulaires**: ce sont les ouvriers d'État, les contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), les auxiliaires, les vacataires, les collaborateurs extérieurs, ou encore certains « emplois aidés » tels que les « contrats emploi-solidarité ».

Formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe, qui représentait en base 80 uniquement l'achat de biens de production durables qui sont par nature physiques, voit en nouvelle base son champ s'élargir sensiblement sous l'influence de nombreux économistes qui recherchent un rapprochement de ce concept avec celui d'investissement des entreprises, en y incluant en particulier certains investissements immatériels. Toutefois, l'intégration des dépenses de recherche et développement n'y a pas encore été réalisée, et ce point important fait toujours l'objet de débats au sein de la communauté internationale des comptes nationaux.

La FBCF comprend la valeur :

- des biens durables acquis par les unités de production afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production;
- de certains services correspondant à une partie des investissements immatériels: les logiciels informatiques et bases de données, les œuvres littéraires et artistiques (y compris dans le domaine audiovisuel avec en particulier les films de cinéma) au moment où elles sont produites;
- des dépenses d'équipement militaire susceptibles d'un usage *civil* équivalent, qui sont désignées parfois sous le terme de dépenses « duales »: les aérodromes, les équipements portuaires, les routes, les hôpitaux, les établissements scolaires, les camions de transport de troupes, etc.
- des dépenses de prospection minière et pétrolière, qu'elles aboutissent ou non.

Importations (au sens des comptes nationaux)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes.

Celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages résidents hors du territoire économique (achats effectués par les touristes français à l'étranger par exemple), et il est nécessaire d'en tenir compte dans la correction territoriale en accroissant d'autant les dépenses de consommation des ménages enregistrées sur le territoire. Il s'agit donc d'une correction symétriquement inverse à celle apportée aux achats en France par les ménages non résidents (voir le paragraphe Exportations).

Industries de l'armement

Anciennement incluses dans les industries des biens d'équipement, les industries contribuant à l'équipement militaire sont désormais intégrées dans un ensemble plus vaste. Celui des industries manufacturières, extractives et autres industries (alinéa BE de la nomenclature en 10 postes). Ce changement a lieu à l'avènement de la révision 2 de la nomenclature d'activités et de produits en vigueur: Nomenclature d'activités française (NAF) et Classification des produits français (CPF). Active dans les entreprises dès 2008, elle est utilisée pour l'élaboration des comptes nationaux en base 2005.

La nomenclature de diffusion se compose de 88 divisions. Les tableaux présentés ici et diffusés par les comptes nationaux déclinent la nomenclature en niveaux A10 (10 postes), A17 (17 postes), A38 (38 postes), A88 (divisions).

La fabrication des matériels naval et aéronautique, des missiles balistiques de longue portée, des véhicules blindés de combat, se trouve désormais classée dans la division A88_30 « Fabrication d'autres matériels de transport (hors automobile) », agrégée en A38_CL puis A17_C4 (Fabrication de matériels de transport). La maintenance de ces matériels de transport est traitée dans la division A88_33 « Réparation et installation de machines et d'équipements », agrégée en A38_CM (Autres industries manufacturières – réparation et installation de machines et d'équipements) puis A17_C5 (Fabrication d'autres produits industriels).

La fabrication des armes et munitions est désormais classée dans la division A88_25 « Fabrication de

produits métalliques, sauf machines et équipements » et agrégée avec la métallurgie au niveau A38_CH, puis A17_C5 (Fabrication d'autres produits industriels).

La fabrication d'ordinateurs et périphériques, d'équipements de communication ou d'aide à la navigation, d'instrumentation scientifique et technique, d'horlogerie, se trouve classée dans la division A88_26 « Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques », qui est aussi le niveau A38_CI, inclus dans le niveau A17_C3 (Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines).

Ainsi, trois postes industriels vastes contiennent les biens d'équipement militaire : C3, C4 et C5.

Industrie manufacturière (DC)

L'industrie, qui est définie généralement en termes économiques comme l'activité de transformation des matières premières en biens productifs ou en biens de consommation, est délimitée dans les comptes nationaux à partir des nomenclatures d'activités et de produits (NAF/CPF et NES pour la nomenclature de travail et de diffusion). Trois grands regroupements sont le plus souvent effectués :

- l'industrie au sens large, qui regroupe l'ensemble des activités économiques classées habituellement dans le secteur « secondaire » et recouvre les branches EB à EH. Elle intègre en particulier la branche de la construction (ex-BTP) classée en EH. C'est également le champ normalement couvert par l'Indice de la production industrielle (IPI) élaboré par l'Insee, indice qui mesure l'activité conjoncturelle en volume de l'industrie ;
- l'industrie totale, qui correspond à la grande branche DB des comptes nationaux ;
- l'industrie manufacturière, qui correspond à la grande branche DC des comptes nationaux, et exclut donc du champ précédent les industries agroalimentaires (EB) et l'énergie (EG). Elle comprend les industries de biens de consommation (EC), l'industrie automobile (ED), les industries de biens d'équipement (EE) et les industries des biens intermédiaires (EF). De fait, elle représente le noyau considéré comme le plus homogène et significatif de l'activité de transformation industrielle.

Loi organique relative aux lois de finances (Lolf)

Depuis le 1^{er} janvier 2006 la Lolf est le nouveau cadre de gestion pour l'ensemble de l'administration de l'État. Le budget n'est plus présenté par nature de dépenses (fonctionnement, investissement, intervention...) mais par politique publique (sécurité, culture, défense,

justice...), désormais appelée mission. Le Parlement et le citoyen sont ainsi en mesure d'apprécier la totalité des moyens déployés pour mettre en œuvre chaque politique de l'État.

La destination des crédits est déclinée en missions, programmes et actions. Depuis l'intégration de la mission « Sécurité » au budget du ministère de l'Intérieur (1^{er} janvier 2009), le ministère de la Défense est concerné par trois missions. Deux missions ministérielles :

- une mission « Défense » proprement dite ;
- une mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (budget des anciens combattants) ;

et une mission interministérielle : « Recherche et enseignement supérieur » (programme recherche duale « civile et militaire »).

N° SIREN

Numéro d'identification des entreprises dans le répertoire SIRENE, géré par l'Insee.

N° SIRET

Numéro d'identification des établissements dans le répertoire SIRENE, il comporte quatorze chiffres dont les neuf premiers correspondent au numéro SIREN. Si une entreprise vend un établissement à une autre entreprise, le numéro SIRET va donc changer. Si une entreprise déplace un établissement d'un lieu à un autre, un établissement est supprimé et un autre créé avec un nouveau numéro.

Parités de pouvoir d'achat (PPA)

La méthode des parités de pouvoir d'achat a été mise au point, et est utilisée notamment par les économistes de l'OCDE afin de remédier aux insuffisances des comparaisons internationales classiques d'agrégats économiques tels que le PIB exprimés en termes monétaires. Ces dernières en effet reposent sur des conversions des monnaies nationales à partir des taux de change courants qui ne tiennent pas compte de la structure et de l'évolution des prix relatifs dans chaque pays.

Afin de donner une image plus proche du pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale, le principe de construction des parités de pouvoir d'achat part d'une comparaison entre les prix moyens de paniers de biens et de services similaires au sein de chaque pays, auxquels on a appliqué les indices de prix élémentaires en vigueur, de la même façon que l'Insee calcule en France l'indice des prix à la consommation. Les agrégats sont ainsi mesurés sur la base des

taux de change corrigés que constituent les taux de conversion des monnaies en parité de pouvoir d'achat. Dans cette méthode, les indices de volume comparés ne reflètent que les différences de volumes des biens et services produits. Toutefois, si l'effet-prix est corrigé, il n'en est pas forcément de même de l'effet de structure qui découlerait de poids trop différents des produits dans la production nationale dans le cas où les structures économiques des pays comparés seraient trop éloignées les unes des autres.

Population active

La population active comprend, de manière générale, la population qui a un emploi (population active occupée) et celle qui en cherche un (chômeurs).

L'Insee utilise deux grandes approches pour mesurer la population active résidente :

- la première approche comptabilise, en moyenne annuelle, le nombre de personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique, calculé à partir de diverses sources administratives et des recensements, et le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) ;
- la seconde approche mesure, au 1^{er} janvier ou au mois de mars de l'année considérée, le niveau de la population active en partant d'une structure de la population totale par sexe et par âge à laquelle sont appliqués des taux d'activité observés lors de l'enquête emploi réalisée en mars, eux-mêmes calés sur les taux d'activité aux recensements.

L'écart entre les résultats des deux approches s'explique essentiellement par les différences de dates d'évaluation, mais aussi par les divergences entre les définitions et conventions des sources et les imprécisions des estimations qui ne sont pas de même nature dans chaque cas. La première approche, plus exhaustive, mesure mieux le niveau global, alors que la seconde, qui dépend plus du champ de l'enquête emploi, reflète plus fidèlement les évolutions fines sur courte période.

Dans les comptes nationaux, le concept le plus pertinent est celui d'emploi intérieur (voir cette définition).

Population active occupée

La population active occupée est la principale composante de la population active totale, et connaît les mêmes difficultés de mesure que cette dernière. Selon les conventions de l'enquête emploi annuelle, elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un

emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Production

« La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources – main-d'œuvre, capital, biens et services – pour fabriquer des biens ou fournir des services. Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain. C'est ainsi que l'accroissement sauvage des stocks de poissons dans les eaux internationales ne constitue pas une production, au contraire de la pisciculture. » (SEC 95)

La comptabilité nationale accorde moins d'importance à la distinction entre production marchande et non marchande, en raison notamment du fait que la nouvelle nomenclature d'activités ne permet pas de dissocier clairement activité marchande et non marchande. En conséquence, il n'a donc pas semblé utile de maintenir une estimation séparée pour le PIB marchand et le PIB non marchand, qu'il est toutefois toujours possible de calculer au prix d'une certaine approximation. En pratique, seul le PIB total est évalué.

En principe, le partage entre production marchande et non marchande a été maintenu mais en s'appuyant sur le concept de vente à un « prix économiquement significatif ». Un prix est dit économiquement significatif s'il a une influence significative sur les montants que les producteurs sont prêts à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter. *A contrario*, un prix est considéré comme n'étant pas économiquement significatif quand il a une influence faible ou nulle sur la quantité que le producteur est prêt à offrir, et une influence seulement marginale sur les quantités demandées.

Si on fait abstraction des organismes sans but lucratif de droit privé, il existe deux types de producteurs : les producteurs publics et les producteurs privés. Le caractère public ou privé d'un producteur dépend de la nature des unités qui le contrôlent.

Tous les producteurs privés sont, par convention, des producteurs marchands, quel que soit le type de leurs ressources. Ainsi, un agriculteur, même largement subventionné, est toujours considéré comme un producteur marchand et il est, selon le type d'exploitation qu'il dirige, classé parmi les ménages ou parmi les sociétés non financières. Seuls, donc, les producteurs publics sont susceptibles d'être non marchands ; le cas échéant, ils sont classés parmi les administrations publiques.

La règle dite des 50 % permet de distinguer une production marchande d'une production non

marchande. Elle met en regard d'un côté les ventes hors taxes, de l'autre les coûts de production : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, consommation de capital fixe. Les charges financières supportées par le producteur n'entrent cependant pas en considération du côté des coûts. Si le rapport des ventes aux coûts de production est durablement supérieur à 50 %, il s'agit d'une production marchande.

La distinction entre producteurs marchands et producteurs non marchands repose donc sur les conditions économiques dans lesquelles se réalise la production.

De ce fait, la production est désormais ventilée entre :

- la « production marchande » (P11), qui est « écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché » (SEC 95) ;
- la « production pour usage final propre » (P12), que les agents conservent pour leur consommation personnelle ou leur FBCE, et qui est essentiellement le fait des ménages (loyers imputés que les ménages propriétaires se versent à eux-mêmes notamment) ;
- la production des administrations ou « autre production non marchande » (P13), qui est fournie à d'autres unités soit gratuitement soit à des prix économiquement non significatifs. Elle pose des questions spécifiques au niveau de la mesure de sa valeur.

La production est évaluée « au prix de base » qui est défini ainsi :

« Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé. » (SEC 95)

Le passage à la valorisation au prix de base correspond à une autre logique économique dont le souci est d'enregistrer les recettes effectives du producteur (hors impôts et y compris subventions sur les produits) et non plus les coûts qu'il supporte (impôts nets de subventions). Les effets sont particulièrement importants dans les branches de l'agriculture et de l'énergie.

La production de services non marchands des administrations est mesurée conventionnellement par l'ensemble des coûts de production supportés par leurs branches non marchandes : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, consomma-

tion de capital fixe et autres impôts sur la production nets de subventions d'exploitation.

Production effective et distribuée

La distinction entre production effective et distribuée renvoie à celle entre branches et produits. La séparation entre activité (branche) et produit s'avère nécessaire en comptabilité nationale pour tenir compte du fait que, au terme du processus de production, le produit final peut parfois comprendre certains sous-produits de nature différente qui étaient de manière indissociable contenus dans les biens intermédiaires en amont. C'est notamment le cas dans la sidérurgie de la transformation ou de l'utilisation de certaines matières premières (charbon, coke) qui aboutit à produire de manière secondaire des dérivés du soufre sous forme d'oxydes. De ce fait, la branche qui est définie comme théoriquement « pure » (son activité homogène débouche en principe sur un seul produit), peut être en réalité amenée à produire à titre secondaire certains biens qui seront transférés à la catégorie de produit à laquelle ils appartiennent.

La production « effective » est la production d'une branche, et la production « distribuée » celle d'un produit. La différence entre les deux est constituée des transferts de produits, qui sont soustraits de la production de la branche qui les a effectivement produits à titre secondaire pour les inclure dans la production distribuée des produits correspondants. Ces transferts sont de trois types :

- les produits fatals (sous-produits liés ou inévitables) ;
- les transferts de produits agricoles (problème du reclassement de certains produits agricoles transformés de l'agriculture vers l'industrie agroalimentaire) ;
- les ventes résiduelles (ventes de biens et services marchands par les branches non marchandes des administrations, tels que la vente de photocopies par les universités).

En raison de la compensation globale entre les transferts, la somme des productions effectives des branches est égale à la somme des productions distribuées des produits.

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Le Produit intérieur brut (PIB) est le principal agrégat mesurant le résultat synthétique de l'activité économique nationale.

Le PIB peut être reconstitué à partir des trois approches classiques :

1. dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité). C'est aussi le solde du compte de production de l'économie totale;
2. dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale);
3. dans l'optique de la dépense, le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services par les unités institutionnelles résidentes (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services.

Les trois modes de calcul aboutissent par définition au même chiffre du PIB, ce qui assure la cohérence entre les différentes approches des comptes nationaux français.

Recherche et développement (R&D)

La « Recherche et développement » comprend l'ensemble des dépenses effectuées par une administration ou une entreprise dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques et de les amener jusqu'au stade permettant l'exploitation de nouveaux procédés de fabrication. Sauf indication contraire, la terminologie Recherche et développement (R&D) s'entend au sens de la définition internationale dite de Frascati, d'après le manuel du même nom élaboré par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle recouvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée (« recherche ») et le développement expérimental (« développement »).

La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'obtenir des connaissances nouvelles, mais dirigés vers un but ou vers des objectifs pratiques déterminés. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Recherche et technologie (R&T)

Composante de la recherche et développement, la Recherche et technologie (R&T) est un agrégat spécifiquement défense. Il mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement, et correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquérir l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement.

La R&T comprend les études amont contractualisées avec l'industrie, les études subventionnées (Office national d'études et de recherches aérospatiales [ONERA], Institut Saint-Louis, écoles de la DGA), la recherche sur la dissuasion nucléaire (Commissariat à l'énergie atomique [CEA]), et la recherche duale (programme 191 de la Lof).

Répertoire SIRENE

Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements. L'Insee gère ce fichier qui est alimenté par les déclarations aux greffes des tribunaux de commerce, aux Ursaff, aux chambres des métiers et aux centres des impôts. Le système permet aux statisticiens de disposer d'une liste d'entreprises pour alimenter les fichiers de gestion des enquêtes, mais il assure également la redistribution d'informations entre les différentes instances intéressées par la déclaration et permet donc un allègement des obligations administratives des entreprises qui n'ont pas à se faire enregistrer par chacun des organismes.

Secteur et branche d'activité

Le secteur d'activité regroupe toutes les unités productrices résidentes exerçant à titre principal une même activité (telle que définie dans les nomenclatures d'activités). La production issue des activités secondaires éventuelles exercées par les unités appartenant à un secteur donné fait alors partie de la production globale de celui-ci.

La notion de branche se réfère, en revanche, à une approche technico-économique de la production. La branche regroupe toutes les « **unités de production homogènes** », qui produisent un même bien ou service, selon la nomenclature de produits en cours. Elle est constituée d'unités productrices ou de fractions d'unités productrices, pas toujours directement observables, qui exercent une même activité portant sur un seul produit.

Ainsi, une même entreprise, par exemple, relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités, mais elle n'appartient qu'à un seul secteur.

Secteur institutionnel

Le terme de « secteur », couramment utilisé dans les comptes nationaux, renvoie à deux notions fort différentes. Le secteur d'activité économique est un regroupement d'unités productrices en fonction de leur activité économique principale (les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, etc.), alors que le secteur institutionnel est un regroupement des divers agents économiques (entreprises, administrations, ménages, etc.) selon la fonction principale qu'ils occupent au sein de l'économie nationale (production, consommation, redistribution, etc.).

Selon la définition de la comptabilité nationale, un secteur institutionnel est constitué de l'ensemble des unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, deux critères sont utilisés simultanément :

- la fonction économique principale ;
- l'origine des ressources principales (qui permet d'affiner le premier critère).

L'ensemble des unités institutionnelles résidentes est regroupé en cinq secteurs institutionnels :

- les Sociétés non financières (SNF), dont la fonction principale est de produire des biens et services marchands dans la sphère réelle (S11) ;
- les Sociétés financières (SF), dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers). Les entreprises d'assurance, qui sont considérées comme des intermédiaires financiers dans la nouvelle base, font donc partie de ce secteur (S12) ;
- les Administrations publiques (APU), dont la fonction principale est de produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale. La majeure partie des ressources de ces « autres producteurs non marchands » provient de contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs (S13) ;
- les Ménages (M), dont la fonction principale est de consommer ou éventuellement de produire des biens et services marchands dans le cadre d'une Entreprise individuelle (EI), ou encore des biens et services non financiers pour leur usage final propre (S14) ;
- les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLsm), dont la fonction principale est de produire des biens et services non marchands destinés aux ménages. Ce sont des « autres producteurs non marchands privés ». Le secteur comprend des unités telles que les cultes, les associations, les syndicats de travailleurs ou les partis politiques (S15).

Le Reste du monde (RdM), qui ne constitue pas à proprement parler un secteur institutionnel, est composé d'un ensemble de comptes visant à retracer globalement les relations entre l'économie nationale et les unités non résidentes.

Taux d'exportation

Le taux d'exportation exprime l'effort d'exportation d'un secteur ou d'une branche donnée. Il est couramment mesuré par le rapport en pourcentage des exportations de biens et de services relatifs à un secteur ou à une branche donnée sur la production de ce secteur ou de cette même branche.

Titre (budgétaire)

Division du budget général qui s'applique également aux dotations de chaque ministère et qui permet de désigner principalement les dépenses de personnel et de fonctionnement de l'État, les investissements effectués par l'État, et les dépenses de subventions ou d'interventions publiques.

Le budget de la défense se décompose, selon l'ordonnance de 1959 en vigueur jusqu'à 2005, en *dépenses ordinaires* et en *dépenses en capital* :

Dépenses ordinaires

Titre III Moyens des armes et services

- | | |
|------------------------|---|
| 1 ^{re} partie | - Personnel
- Rémunérations d'activité |
| 2 ^e partie | - Personnel en retraite
- Pensions et allocations |
| 3 ^e partie | - Personnel
- Charges sociales |
| 4 ^e partie | - Matériel et fonctionnement
des armes et services |
| 6 ^e partie | - Subventions de fonctionnement |
| 7 ^e partie | - Dépenses diverses |

Dépenses en capital

Titre V Équipement

- | | |
|------------------------|--|
| 1 ^{re} partie | - Espace, communications,
dissuasion |
| 2 ^e partie | - Études |
| 3 ^e partie | - Équipements conventionnels
des forces |
| 4 ^e partie | - Infrastructure |
| 5 ^e partie | - Soutien des forces et entretien
des matériels |

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'État

- | | |
|-----------------------|--|
| 6 ^e partie | - Équipement culturel et social |
| 7 ^e partie | - Équipements administratif
et divers |

Depuis 2006 avec la mise en place de la Lolf, on distingue sept titres ou natures de dépenses :

Titre 1	Dotations des pouvoirs publics
Titre 2	Dépenses de personnel - rémunération d'activité - cotisations et contributions sociales - prestations sociales et allocations diverses
Titre 3	Dépenses de fonctionnement - dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel - subventions pour charge de service public
Titre 4	Charge de la dette de l'État - intérêts de la dette financière négociable - intérêts de la dette financière non négociable - charges financières diverses
Titre 5	Dépenses d'investissement - dépenses pour immobilisations corporelles de l'État - dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État
Titre 6	Dépenses d'intervention - transferts aux ménages - transferts aux collectivités territoriales - transferts aux autres collectivités - appels en garantie
Titre 7	Dépenses d'opérations financières - prêts et avances - dotations en fonds propres - dépenses de participations financières

correspond à une opération dite de « partage volume/prix » sur la base de la relation suivante :

$$\text{Indice de valeur} = \text{Indice de volume} \times \text{Indice de prix}$$

Il convient surtout de souligner que les notions usuelles d'euros courants et d'euros constants ne sont pas exactement équivalentes à celles de valeur et volume, car elles sont relativement imprécises et peuvent prêter à confusion. Les concepts employés dans les comptes nationaux s'appuient sur des définitions plus rigoureuses qui partent d'une approche en termes de structure des prix d'une année donnée, qui implique à la fois une pondération des productions en volume et un système de prix relatifs évoluant tous deux dans le temps.

Les comptes nationaux utilisent d'une manière générale trois systèmes de prix :

- les comptes en valeur : les agrégats et toutes les valeurs comptables sont mesurés aux prix de l'année en cours ;
- les comptes en volume aux prix de l'année précédente (dits en volume n-1) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure des prix de l'année précédente. Conformément aux recommandations internationales, la présentation de séries en volume par « chaînage » traduit la volonté de privilégier l'importance des comptes aux prix de l'année précédente, qui ont l'avantage de gommer les effets de distorsion dus à l'évolution des prix relatifs au fur et à mesure que l'on s'éloigne d'une année de référence fixe, comme cela est le cas dans le calcul à prix constants. Ce sont ces séries dites « aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2005 » qui sont données en priorité dans les publications des comptes annuels. Ces séries sont calculées en appliquant aux comptes à prix courant d'une année de référence donnée (la « base 2005 » correspondant au choix de l'année 2005) les évolutions successives aux prix de l'année précédente. Elles présentent toutefois l'inconvénient de ne plus satisfaire exactement aux équations comptables, dont les équilibres ne sont plus respectés ;
- les comptes en volume aux prix d'une année de base fixe (dits aussi à prix constants) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure constante des prix d'une année de base fixe (alors que le chaînage s'applique au contraire à une structure continuellement variable). Les comptes nationaux français maintiennent la publication de données dans ce système de prix, dont le principe général de calcul ne change pas. L'établissement de ceux-ci est simplifié et rendu plus automatique, à partir des TES en valeur et aux prix de l'année précédente, que l'on a retraités afin d'obtenir des équilibres comptables en volume. Pour l'instant, seuls les

Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Elle est égale à la différence entre la valeur de la production et celle des consommations intermédiaires (valeur des biens et services consommés pour produire). Du point de vue économique, cet agrégat représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée est calculée « brute », c'est-à-dire y compris la consommation de capital fixe (concept proche de la notion d'amortissement économique), et est évaluée comme la production au prix de base.

Valeur/volume

Les données des comptes nationaux peuvent être mesurées comme toute grandeur économique en valeur ou en volume. La distinction entre les deux termes renvoie implicitement à une opération consistant à « déflater » un montant en valeur par un niveau de prix approprié. Dans la pratique, elle

agrégats des comptes trimestriels sont directement élaborés et diffusés dans ce système de prix, qui est normalement utilisé dans les travaux de synthèse conjoncturelle de l'Insee, et pour l'établissement des budgets économiques et des prévisions de la direction de la prévision. Afin de ne pas laisser vieillir exagérément la structure de prix utilisée, et conformément aux exigences européennes, cette base de prix devrait changer tous les cinq ans.

II. NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS FRANÇAISE (NAF) RÉVISION 2 – EN USAGE AU 1^{ER} JANVIER 2008

A10_AZ Agriculture, sylviculture et pêche

A17_AZ Agriculture, sylviculture et pêche

A38_AZ Agriculture, sylviculture et pêche

A88_01 Culture et production animale, chasse et services annexes (NAF 01.11Z à 01.70Z)

A88_02 Sylviculture et exploitation forestière (NAF 02.10Z à 02.40Z)

A88_03 Pêche et aquaculture (NAF 03.11Z à 03.22Z)

A10_BE INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE, INDUSTRIES EXTRACTIVES ET AUTRES

A17_C1 Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac

A38_CA Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac

A88_10 Industries alimentaires (NAF 10.11Z à 10.92Z)

A88_11 Fabrication de boissons (NAF 11.01Z à 11.07B)

A88_12 Fabrication de produits à base de tabac (NAF 12.20Z)

A17_C2 Cokéfaction et raffinage

A38_CD Cokéfaction et raffinage

A88_19 Cokéfaction et raffinage (NAF 19.10Z et 19.20Z)

A17_C3 Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques – fabrication de machines

A38_CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques

A88_26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (NAF 26.11Z à 26.80Z)

A38_CJ Fabrication d'équipements électriques

A88_27 Fabrication d'équipements électriques (NAF 27.11Z à 27.90Z)

A38_CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.

A88_28 Fabrication de machines et équipements non cités ailleurs (NAF 28.11Z à 28.99B)

A17_C4 Fabrication de matériels de transport

A38_CL Fabrication de matériels de transport

A88_29 Industrie automobile (NAF 29.10Z à 29.32Z)

A88_30 Fabrication d'autres matériels de transport (NAF 30.11Z à 30.99Z)

A17_C5 Fabrication d'autres produits industriels

A38_CB Fabrication de textiles, industries de l'habillement, cuir et chaussure

A88_13 Fabrication de textiles (NAF 13.10Z à 13.99Z)

A88_14 Industrie de l'habillement (NAF 14.11Z à 14.39Z)

A88_15 Industrie du cuir et de la chaussure (NAF 15.11Z à 15.20Z)

A38_CC Travail du bois, industries du papier et imprimerie

A88_16 Travail du bois - fabrication articles en bois, liège (sauf meubles), vannerie et sparterie (NAF 16.10A à 16.29Z)

A88_17 Industrie du papier et du carton (NAF 17.11Z à 17.29Z)

A88_18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements (NAF 18.11Z à 18.20Z)

A38_CE Industrie chimique

A88_20 Industrie chimique (NAF 20.11Z à 20.60Z)

A38_CF Industrie pharmaceutique

A88_21 Industrie pharmaceutique (NAF 21.10Z et 21.20Z)

A38_CG Fabrication de produits en caoutchouc ou plastique, autres produits minéraux non métal

A88_22 Fabrication de produits en caoutchouc ou en plastique (NAF 22.11Z à 22.29B)

A88_23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NAF 23.11Z à 23.99Z)

A38_CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques sauf machines et équipements

A88_24 Métallurgie (NAF 24.10Z à 24.54Z)

A88_25 Fabrication produits métalliques, sauf machines et équipements (NAF 25.11Z à 25.99B)

A38_CM Autres industries manufacturières – réparation et installation de machines et d'équipements

A88_31 Fabrication de meubles (NAF 31.01Z à 31.09B)

A88_32 Autres industries manufacturières (NAF 32.11Z à 32.99Z)

A88_33 Réparation et installation de machines et d'équipements (NAF 33.11Z à 33.20D)

A17_DE Industries extractives, énergie, eau, gestion déchets et dépollution

A38_BZ Industries extractives

- A88_05 Extraction de houille et de lignite (NAF 05.10Z et 05.20Z)
- A88_06 Extraction d'hydrocarbures (NAF 06.10Z et 06.20Z)
- A88_07 Extraction de minerais métalliques (NAF 07.10Z à 07.29Z)
- A88_08 Autres industries extractives (NAF 08.11Z à 08.99Z)
- A88_09 Services de soutien aux industries extractives (NAF 09.10Z et 09.90Z)

A38_DZ Production et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné

- A88_35 Production et distribution électricité gaz vapeur et air conditionné (NAF 35.11Z à 35.30Z)

A38_EZ Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets et dépollution

- A88_36 Captage, traitement et distribution d'eau (NAF 36.00Z)
- A88_37 Collecte et traitement des eaux usées (NAF 37.00Z)
- A88_38 Collecte, traitement et élimination des déchets – récupération (NAF 38.11Z à 38.32Z)
- A88_39 Dépollution et autres services de gestion des déchets (NAF 39.00Z)

A10_FZ CONSTRUCTION

A17_FZ Construction

A38_FZ Construction

- A88_41 Construction de bâtiments (NAF 41.10A à 41.20B)
- A88_42 Génie civil (NAF 42.11Z à 42.99Z)
- A88_43 Travaux de construction spécialisés (NAF 43.11Z à 43.99E)

A10_GI COMMERCE DE GROS ET DÉTAIL, TRANSPORTS, HÉBERGEMENT ET RESTAURATION

A17_GZ Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles

A38_GZ Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles

- A88_45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (NAF 45.11Z à 45.40Z)
- A88_46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (NAF 46.11Z à 46.90Z)
- A88_47 Commerce de détail, sauf automobiles et motocycles (NAF 47.11A à 47.99B)

A17_HZ Transports et entreposage

A38_HZ Transports et entreposage

- A88_49 Transports terrestres et transport par conduites (NAF 49.10Z à 49.50Z)

- A88_50 Transports par eau (NAF 50.10Z à 50.40Z)
- A88_51 Transports aériens (NAF 51.10Z à 51.22Z)
- A88_52 Entreposage et services auxiliaires des transports (NAF 52.10A à 52.29B)
- A88_53 Activités de poste et de courrier (NAF 53.10Z et 53.20Z)

A17_IZ Hébergement et restauration

A38_IZ Hébergement et restauration

- A88_55 Hébergement (NAF 55.10Z à 55.90Z)
- A88_56 Restauration (NAF 56.10A à 56.30Z)

A10_JZ INFORMATION ET COMMUNICATION

A17_JZ Information et communication

A38_JA Édition, audiovisuel et diffusion

- A88_58 Édition (NAF 58.11Z à 58.29C)
- A88_59 Production de films cinématographiques, vidéo et programmation TV - enregistrement sonore et édition musicale (NAF 59.11A à 59.20Z)
- A88_60 Programmation et diffusion (NAF 60.10Z à 60.20B)

A38_JB Télécommunications

- A88_61 Télécommunications (NAF 61.10Z à 61.90Z)

A38_JC Activités informatiques et services d'information

- A88_62 Programmation, conseil et autres activités informatiques (NAF 62.01Z à 62.09Z)
- A88_63 Services d'information (NAF 63.11Z à 63.99Z)

A10_KZ ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

A17_KZ Activités financières et d'assurance

A38_KZ Activités financières et d'assurance

- A88_64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite (NAF 64.11Z à 64.99Z)
- A88_65 Assurance (NAF 65.11Z à 65.30Z)
- A88_66 Activités auxiliaires des services financiers et d'assurance (NAF 66.11Z à 66.30Z)

A10_LZ ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

A17_LZ Activités immobilières

A38_LZ Activités immobilières

- A88_68 Activités immobilières (NAF 68.10Z à 68.32B)

**A10_MN ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES,
SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES,
ACTIVITÉS DES SERVICES
ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN**

**A17_MN Activités spécialisées,
scientifiques et techniques,
activités des services
administratifs et de soutien**

**A38_MA Activités juridiques, comptables,
de gestion, architecture, ingénierie,
contrôle et analyse technique**

A88_69 Activités juridiques et comptables (NAF 69.10Z et 69.20Z)

A88_70 Activités des sièges sociaux - conseil de gestion (NAF 70.10Z à 70.22Z)

A88_71 Activités d'architecture et ingénierie - contrôle et analyses techniques (NAF 71.11Z à 71.20B)

A38_MB Recherche-développement scientifique

A88_72 Recherche-développement scientifique (NAF 72.11Z à 72.20Z)

**A38_MC Autres activités spécialisées,
scientifiques et techniques**

A88_73 Publicité et études de marché (NAF 73.11Z à 73.20Z)

A88_74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (NAF 74.10Z à 74.90B)

A88_75 Activités vétérinaires (NAF 75.00Z)

**A38_NZ Activités de services administratifs
et de soutien**

A88_77 Activités de location et location-bail (NAF 77.11A à 77.40Z)

A88_78 Activités liées à l'emploi (NAF 78.10Z à 78.30Z)

A88_79 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes (NAF 79.11Z à 79.90Z)

A88_80 Enquêtes et sécurité (NAF 80.10Z à 80.30Z)

A88_81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager (NAF 81.10Z à 81.30Z)

A88_82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises (NAF 82.11Z à 82.99Z)

**A10_OQ ADMINISTRATION PUBLIQUE,
ENSEIGNEMENT, SANTÉ
HUMAINE ET ACTION SOCIALE**

**A17_OQ Administration publique,
enseignement, santé humaine
et action sociale**

A38_OZ Administration publique

A88_84 Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire (NAF 84.11Z à 84.30C)

A38_PZ Enseignement

A88_85 Enseignement (NAF 85.10Z à 85.60Z)

A38_QA Activités pour la santé humaine

A88_86 Activités pour la santé humaine (NAF 86.10Z à 86.90F)

**A38_QB Hébergement médico-social et social
et action sociale sans hébergement**

A88_87 Hébergement médico-social et social (NAF 87.10A à 87.90B)

A88_88 Action sociale sans hébergement (NAF 88.10A à 88.99B)

A10_RU AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES

A17_RU Autres activités de services

A38_RZ Arts, spectacles et activités récréatives

A88_90 Activités créatives, artistiques et de spectacle (NAF 90.01Z à 90.04Z)

A88_91 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles (NAF 91.01Z à 91.04Z)

A88_92 Organisation de jeux de hasard et d'argent (NAF 92.00Z)

A88_93 Activités sportives, récréatives et de loisirs (NAF 93.11Z à 93.29Z)

A38_SZ Autres activités de services

A88_94 Activités des organisations associatives (NAF 94.11Z à 94.99Z)

A88_95 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques (NAF 95.11Z à 95.29Z)

A88_96 Autres services personnels (NAF 96.01A à 96.09Z)

**A38_TZ Activités des ménages : employeurs,
producteurs de biens et services
(pour usage propre)**

A88_97 Activités des ménages : employeurs de personnel domestique (NAF 97.00Z)

A88_98 Activités des ménages : producteurs de biens et services (pour usage propre) (NAF 98.10Z et 98.20Z)

A38_UZ Activités extraterritoriales

A88_99 Activités des organisations et organismes extraterritoriaux (NAF 99.00Z)

III. SIGLES

A

- APU** Administrations publiques
APUL Administrations publiques locales

B

- BIT** Bureau international du travail
BITD Base industrielle et technologique de défense

C

- CAF** Coût, assurance, fret
CEA Commissariat à l'énergie atomique
CGA Contrôle général des armées
CSR Conseil supérieur de la réserve militaire

D

- DAF** Direction des affaires financières
DGA Direction générale de l'armement
DGFIP Direction générale des finances publiques
DICOD Délégation à l'information et à la communication de la défense
DIRD Dépense intérieure de recherche et développement
DIRDD Dépense intérieure de recherche et développement de défense
DNRD Dépense nationale de recherche et développement
DRH-MD Direction des ressources humaines du ministère de la Défense

E

- EMA** État-major des armées

F

- FAB** Franco à bord
FBCF Formation brute de capital fixe
FMI Fonds monétaire international
FSC Fonds de stabilisation des changes

G

- GIFAS** Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales

I

- INSEE** Institut national de la statistique et des études économiques

K

- K€** Millier d'euros

L

- LFI** Loi de finances initiale
LFR Loi de finances rectificative
LOLF Loi organique relative aux lois de finances
LPM Loi de programmation militaire
LR Loi de règlement

M

- M€** Million d'euros
Md€ Milliard d'euros
MESR Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
MINEFI Ministère de l'Économie et des finances
MIRES Mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur »

N

- NAF** Nomenclature d'activités française
NAP Nomenclature d'activités et de produits

O

- OBI** Opérations budgétaires individualisées
OCCAR Organisation conjointe de coopération en matière d'armement
OCDE Organisation de coopération et de développement économiques
OEAP Observatoire économique de l'achat public
OED Observatoire économique de la défense
OPEX Opération extérieure
OTAN Organisation du traité de l'Atlantique Nord

P

- PIB** Produit intérieur brut
PLF Projet de loi de finances
PPA Parité du pouvoir d'achat
PPE Poste permanent à l'étranger

R

- RAE** Recensement des agents de l'État
R&D Recherche et développement
RDE Recherche-développement essais

S

- SEA** Service des essences des armées
SEC Système européen des comptes nationaux et régionaux
SGA Secrétariat général pour l'administration
SSA Service de santé des armées

T

- TES** Tableau des entrées-sorties
TVA Taxe sur la valeur ajoutée

U

- UE** Union européenne

IV. SOURCES

A

- Annuaire statistique de la France, Insee
- Agence européenne de défense (comparaison internationale des dépenses de R&D)

B

- Bilan social 2011, Direction des ressources humaines du ministère de la Défense, Sous-direction des études et de la prospective

C

- Calepin international mars 2012, Direction générale de l'armement, Direction de la stratégie
- Chorus
- Comptes nationaux – base 2005, Insee

D

- Déploiement des forces françaises hors métropole, ministère de la Défense, État-major des armées
- Données sur la recherche et le développement, ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche; enquête « Recherche »
- Données sur les retraites, Service des retraites de l'État, Direction générale des finances publiques

L

- Le chiffre du commerce extérieur, Direction générale des douanes et droits indirects
- Lois de finances initiales pour 2013
- Les chiffres clés du budget de l'État (PLF 2013), ministère de l'Économie et des finances

O

- Otan, Memorandum statistique, mars 2013

P

- Projet de loi de finances 2013
- Perspectives économiques de l'OCDE
- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE

R

- Rapport d'évaluation de l'état de la réserve militaire en 2011, Conseil supérieur de la réserve militaire
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2011, ministère de la Défense, Direction générale de l'armement
- Recensement des agents de l'État 2011, ministère de la Défense, Direction des affaires financières, Observatoire économique de la défense
- Recensement des marchés publics, ministère de l'Économie et des finances, Observatoire économique de l'achat public (décembre 2012)
- Répartition du domaine métropolitain de la défense (2012), ministère de la Défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives

Conception et réalisation : Lionel Sebbane
Tél. : 01 42 19 81 24 - Fax : 01 42 19 42 15
E-mail: lionel.sebbane@intradef.gouv.fr

Direction des affaires financières
Observatoire économique de la défense
(SGA/DAF/QEFI/OED)
14, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS SP 07
E-mail: daf.oed.fct@intradef.gouv.fr

Chef de projet : F. Leclerc
Chef du bureau des éditions : CF M. Stoupak
Directeur artistique : J.-C. Mougeot
Secrétaire de rédaction : I. Arnold
Conception et réalisation graphique de la couverture : C. Pirot
Maquette : S. Malivert
Fabrication et diffusion : T. Lepsch

Impression Loire Offset Titoulet
© Création DICOd avril 2013



Délégation à l'information et à la communication de la défense
DicoD avril 2013 - www.defense.gouv.fr
n°ISBN : 978-2-11-138313-5